



TRAVAIL DE RECHERCHE COMMANDITE PAR L'IPAMAC - JANVIER 2012

CULTURE ET DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX

QUATRE PROJETS EN COMPARAISON

VINCENT GUILLON

POLITOLOGUE, CHERCHEUR AU LABORATOIRE PACTE
&

PAULINE SCHERER

COORDINATRICE DE L'ASSOCIATION M'ENTENDS-TU ?
(SOCIOLOGIE DES ACTIONS COLLECTIVES & PROJETS SOCIO-ARTISTIQUES)

DANS LE CADRE DU :



EN PARTENARIAT AVEC :



INTRODUCTION

Une tendance générale à la territorialisation des politiques culturelles

L'impact croissant des logiques territoriales et la dynamique pluriculturelle de la société mettent au défi le modèle français de politique culturelle. Ces évolutions qui affectent le domaine de la culture sont généralement interprétées à travers deux hypothèses : « la fin des cultures nationales » et « la fin des politiques culturelles nationales ». Selon la première, les cultures nationales seraient ébranlées par la mondialisation et la transformation de sociétés confrontées aux problématiques du pluralisme culturel. La seconde porte sur la transition territoriale des systèmes politiques et l'apparition de modes de gouvernance fondés sur une logique politique de territoire. Ces deux hypothèses s'appuient sur la remise en cause de l'État hérité du XIX^e marqué par la fusion entre identité culturelle et identité nationale, d'une part, et la création des grandes institutions de la démocratisation culturelle suivant les normes de l'administration centrale, d'autre part. Elles se rejoignent sur le diagnostic d'un nouveau rapport global/local, témoignant du rôle accru des territoires dans la production des identités culturelles et la formulation des politiques culturelles. Les évolutions dans la manière de concevoir et de mettre en œuvre l'intervention publique ont conduit à délaisser le terme même de « politique publique » pour celui « d'action publique », afin de mieux rendre compte de l'ensemble des interactions inhérentes à sa production.

Les politiques culturelles sont de moins en moins déterminées par un pilotage et des enjeux nationaux. L'impact croissant des logiques territoriales nourrit à la fois de nouvelles perspectives d'action et de nombreuses incertitudes sur l'avenir des politiques publiques de la culture. Le renforcement des autorités locales, la mise en place de structures politiques supranationales comme l'Union Européenne et l'épuisement des identités nationales au profit de l'accroissement de sentiments d'appartenance non nationaux reposant sur des différences culturelles multiples, privent l'action publique culturelle d'une partie de ses fondements traditionnels. L'État n'apparaît plus aussi dominant et doit composer avec l'affirmation d'autres acteurs publics et privés, dans un jeu devenu plus collectif et ouvert. La promotion des « logiques de projet » qui en découle a reçu une forme de consécration législative à travers les lois Pasqua (1995), puis Voynet (1999), dans le but d'organiser l'aménagement et le développement des territoires.

Dans ce contexte de recompositions territoriales, certains espaces ruraux s'animent, devenant le terrain d'initiatives culturelles originales et remarquées. On observe de plus en plus fréquemment l'installation ou le retour d'artistes et d'entrepreneurs culturels en milieu rural. Il faut dire que les territoires ruraux sont en pleine mutation. Ils bénéficient d'un attrait nouveau qui se traduit par des mobilités accrues, l'arrivée de nouvelles populations, le développement des espaces périurbains et un solde migratoire devenu positif. Toutefois, la situation demeure profondément inégalitaire et contrastée, mêlant diffusion de productions émanant du réseau des institutions culturelles classiques, pratiques amateurs souvent dynamiques, « festivalisation » de la vie artistique, économie culturelle rudimentaire, volonté politique parfois inexistante et relative absence d'équipements appropriés. Il faut dire que les caractéristiques géographiques et morphologiques de certains territoires ruraux (enclavement, isolement, distances...) sont particulièrement contraignantes pour la diffusion des actions artistiques. D'ailleurs, dès les années 1970, les nouveaux outils de développement local (PNR, contrats de pays...) comprennent un volet culturel relatif aux aspects patrimoniaux et identitaires, mais également attentif aux propositions artistiques en matière de création vivante. Ils cherchent ainsi à revisiter les modes d'intervention publique fondés sur l'énoncé de solutions à l'échelon national et sur des normes professionnalisées, pour questionner la façon dont chaque *milieu* définit ses missions culturelles.

Territorialiser signifie donner un sens politique à l'espace (Négrier et Teillet, 2008). La territorialisation met en valeur un ensemble de caractères propres aux territoires comme, par exemple, leur culture singulière, leur attractivité et leur pratique en matière de gouvernance territoriale, dans le but de produire des biens publics et d'atteindre des buts

collectifs. La recomposition des politiques culturelles procède d'un mouvement général de territorialisation de l'action publique qui induit une production intellectuelle singulière du local. Elle passe par un double processus qui reste à vérifier empiriquement : tout d'abord, une définition locale ou territoriale des problèmes publics et des mesures adoptées ; ensuite, une prise en compte des territoires comme objets de politique publique, marquant le passage d'une logique sectorielle à une logique transversale (Douillet, 2003). Les années 2000 confirmeront ce mouvement de transition des politiques publiques en matière d'action artistique et de développement rural, proposant comme alternative à la distribution de productions artistiques plus ou moins formatées, une meilleure prise en compte des populations et des territoires concernés. De ce point de vue, l'action culturelle n'est plus autant déconnectée des contextes locaux. Autrement dit, les projets artistiques et culturels sont davantage rattachés aux registres sociaux des lieux. Cette tendance dans la manière dont les initiatives culturelles s'organisent en milieu rural conduit à un rapprochement croissant entre les problématiques du développement culturel et celles du développement local.

Culture et territoires : éléments de problématisation

Les transformations récentes des campagnes françaises posent de nombreuses questions sur la recomposition des liens sociaux en milieu rural. Le nombre d'agriculteurs continue de diminuer. Pourtant, la campagne se repeuple ; un repeuplement démographique en grande partie lié à la mobilité géographique : habiter à un endroit et travailler ailleurs, dissocier ses lieux de vie le *week-end* et le reste de la semaine... Ainsi la dichotomie urbain/rural est-elle moins opérante et l'on parle volontiers d'une homogénéisation des modes de vie (Banos et Candau, 2006). Parallèlement, on assiste à une diversification des pratiques et des perceptions de l'espace rural – espace de production, paysage, protection des ressources naturelles... – qui induit la négociation d'une nouvelle grammaire du « vivre ensemble à la campagne » (Hervieu et J., 1996). L'action culturelle est de plus en plus invitée à contribuer à la construction de ce nouveau lien social par les échanges, les rencontres, les symboles et les représentations territoriales qu'elle peut produire. Cette construction culturelle des territoires est fréquemment analysée sous l'angle de « l'invention de la tradition » (Hobsbawm et Ranger, 2006) et de la formation d'une « communauté imaginée » (Anderson, 1996), témoignant d'un mode symbolique de cohésion des sociétés locales.

Les relations entre cultures et territoires sont l'objet de nombreux travaux de géographie. Les productions culturelles y sont abordées dans une double perspective

d'identification et d'appropriation, qui met en jeu à la fois le cadre géographique et la société locale. D'un côté, les productions culturelles différencient les lieux et, de l'autre, elles sont le produit de l'inscription dans un territoire ou de son appropriation. P. Claval (2003) confère trois idées directrices à la géographie culturelle : (1) la culture est une création collective et renouvelée des hommes. Elle les dote de codes qui leur permettent de s'adapter aux conditions changeantes du monde et d'innover ; (2) la culture donne aux hommes des moyens de s'orienter, de découper l'espace et d'exploiter les milieux ; (3) les cultures sont dynamiques et elles varient dans le temps. Si la place de la culture dans le développement des territoires est un objet central de la géographie – la culture comme produit d'un territoire –, elle tend aussi à le devenir dans les domaines de l'économie territoriale et de la géographie économique.

Une importance croissante est donnée au « sens » de la localité, à la capacité d'attraction d'une communauté, en fonction de critères culturels et du « capital social » dont elle dispose. Ancrées sur un territoire, les programmations culturelles visent à en redéfinir les contours perçus, par le geste artistique qui le marque et le qualifie, par la présence de publics et d'habitants qui se l'approprient à travers l'expérience esthétique ou festive. On parle alors de la « mise en culture » d'un territoire géographique pour en faire un espace vécu, approprié, pratiqué et socialisé (Appel et al., 2008). Certains auteurs invoquent ce qu'ils appellent le « *Genius Loci* », à travers lequel il s'agit de célébrer l'identité locale et le caractère distinctif d'un lieu (Landry et Bianchini, 1995 : 39). La culture dans les politiques territoriales est ainsi mobilisée afin de recréer ce que les Anglo-Saxons appellent « *a sense of place* ». L'attention portée à la culture locale met en jeu les qualités intrinsèques d'un lieu, qu'elles soient matérielles, physiques ou en lien avec des éléments d'ordre symbolique, de réputation et de tradition. Elle interroge les critères culturels des entités spatiales – correspondant ou non aux découpages administratifs – et les logiques d'inscription dans l'espace des processus de différenciation et d'identification culturelle. Dans un contexte marqué par la mondialisation des formes et des expressions culturelles, on observe que les différents lieux conservent de nombreux caractères distinctifs. Ces spécificités entrent dans la constitution des identités locales et génèrent à la fois des processus d'identification et d'appropriation territoriales (Gravari-Barbas et Violier, 2003). Elles peuvent être le résultat de productions culturelles de longue date (par exemple, des traditions locales, d'anciennes structures culturelles) ou bien construites à l'initiative de politiques culturelles volontaristes (par exemple, des festivals, des événements culturels et festifs, des traditions locales « réinventées »). Le lieu marque par ses caractéristiques les biens et services culturels, tout autant qu'il se voit qualifié par les attributs de ces produits. Les identités culturelles des territoires sont elles-mêmes portées

au rang de marchandises, commercialisées et consommées sous forme de valeur ajoutée à un produit. Les productions culturelles ont, en retour, un impact économique, mais également symbolique, sur les territoires (Gravari-Barbas et Violier, 2003).

Action culturelle et développement local : des rapports encore incertains

La culture est désormais reconnue comme un facteur majeur du développement local. Un champ d'expertise s'est constitué, à mi-chemin entre le monde de l'action publique et celui de la recherche scientifique, proposant un discours sur les vertus territoriales de la culture. L'accent est mis sur le lien, existant ou proclamé, entre art, culture, territoire, développement social et développement économique. Ces thèses connaissent un succès sans précédent en matière de développement culturel local. Elles sont à l'origine d'un ensemble de concepts de plus en plus populaires auprès des décideurs publics, qui mettent en avant les aménités culturelles des territoires. La culture est investie de rôles divers et parfois contradictoires. Elle doit aussi bien assurer l'attractivité et la compétitivité des territoires – y compris ruraux –, participer au développement économique et touristique, renforcer des liens sociaux distendus, générer des points de référence identitaire pour les sociétés locales, etc. Le patrimoine n'est pas laissé pour compte : tous les éléments du passé – des plus anciens jusqu'aux friches industrielles – peuvent potentiellement être utilisés dans l'élaboration de grands récits sur les territoires et de projets mémoriels destinés à consolider le lien social entre les habitants et le sentiment d'une identité locale. Il constitue aussi, au même titre que l'événementiel culturel et les démarches les plus diverses d'esthétisation du paysage, un levier pour l'industrie touristique locale et pour la création d'emplois. Notre étude cherchera ainsi à nourrir la compréhension de ce rapport entre action culturelle et développement local en milieu rural à partir de l'analyse de quatre projets culturels.

Les travaux sur cette question ne sont pas nombreux. H. Cettolo a bien montré que l'articulation action culturelle/développement local – qui est devenue une forme d'évidence *pour certains* responsables locaux – n'est pas sans poser un certain nombre de difficultés, du point de vue notamment d'une série de rapports dialectiques entre tradition et modernité, identité et ouverture, local et global, etc. L'auteur a notamment mis en exergue deux extrémités qui structurent l'action culturelle dans les territoires ruraux. D'une part, une tendance à un repli identitaire qui convoque une culture folklorique fondée sur la valorisation d'une tradition ou d'un passé réinventé. D'autre part, une perspective inverse de dilution des cultures locales, voire des valeurs rurales, dans un modèle de développement culturel uniforme, imprégné par le monde urbain et niant toute spécificité

territoriale. Entre ces deux pôles, chaque configuration territoriale produit un équilibre différent articulant l'ici et l'ailleurs, l'enracinement et l'extérieur, la tradition et la modernité. Il en résulte une véritable originalité de l'action culturelle en milieu rural. Sous cet angle, H. Cettolo avance deux hypothèses fortes. D'un côté, l'action culturelle est étroitement liée aux spécificités locales : autrement dit, le territoire « fait » le projet culturel. D'un autre, l'action culturelle contribue à la construction des territoires au niveau du sens de la localité qu'elle produit, mais aussi des dynamiques de développement qu'elle engendre. Dans cette perspective, le projet culturel « fait » le territoire.

La radicalisation des rapports de concurrence entre territoires accroît le sentiment général chez les décideurs publics que la croissance économique dépend fortement de la mise en place combinée de stratégies de compétitivité et d'attractivité. Dans cette optique, le soutien aux activités culturelles investies d'une forte valeur symbolique poursuit surtout des objectifs de marketing territorial. Le problème de l'attractivité des territoires renvoie à leur capacité à attirer les entreprises et les personnes. Plusieurs facteurs sont à prendre en compte. À côté des critères quantifiables (taux de fiscalité, offre de locaux, démographie, services...), des facteurs comme l'image, les représentations et l'identité jouent un rôle important (Benko et Bouinot, 2003 ; Le Bart, 1999). Ce nouveau cadre du développement territorial a un double effet sur la définition des politiques culturelles. D'un côté, il conduit à une instrumentalisation toujours plus prononcée de la culture et, de l'autre, il oblige à considérer les stratégies de développement culturel en lien avec d'autres objectifs territoriaux. Le terme d'instrumentalisation est employé ici sans aucune connotation moralisatrice ou péjorative. Les productions culturelles ont de tout temps été utilisées à des fins précises, mais on observe aujourd'hui que l'instrumentalisation de la culture tend à mobiliser un éventail de plus en plus large d'acteurs, avec des objectifs de développement économique, de cohésion sociale, d'aménagement et de marketing territorial. Il semblerait que la culture permette de dépasser, pour partie, les cloisonnements et rigidités sectoriels, de faire coopérer des partenaires qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble.

Au-delà des stratégies de légitimation, de communication et de marketing, les liens entre la culture et le développement territorial demeurent assez flous et mal étayés scientifiquement. Les impacts des aménités culturelles sur les territoires sont complexes et variables : ce qui se joue réellement en matière de développement est encore insuffisamment renseigné. Le développement culturel constitue pourtant un objet d'un grand intérêt pour le questionnement sur l'innovation dans les politiques publiques, les nouvelles modalités d'action, les mobilisations territoriales et les nouveaux partenariats. S'intéresser aux relations entre culture et organisation territoriale suppose d'identifier les

acteurs et les objets culturels concernés, de même que les conditions nécessaires pour que la culture puisse constituer une ressource dans le développement des territoires et jouer un rôle d'opérateur dans la mobilisation d'autres ressources.

Une approche de la culture comme ressource

Il est nécessaire de faire une distinction entre la culture comme produit (output) et la culture comme ressource (input). Sur le plan géographique, nous pouvons distinguer deux catégories de produits culturels. La première concerne les produits mobiles ou physiquement exportables qui sont fabriqués sur place (entièrement ou en partie). Ils sont issus d'un appareil productif souvent profondément ancré dans l'économie et la société locale, mais ils sont ensuite commercialisés sur les marchés domestiques et étrangers. Il peut s'agir, soit de produits issus du domaine du divertissement, de l'information et de la culture, au caractère immatériel important (comme le cinéma, la télévision, l'enregistrement musical, le design), soit des produits au caractère matériel plus prononcé (comme les vêtements, la joaillerie, les jouets, les produits gastronomiques). Ce type de produit mobile implique le développement d'infrastructures et de services permettant leur distribution sur des marchés plus ou moins globalisés. La seconde catégorie, les produits immobiles, sont consommables uniquement sur place. Le produit final se confond avec le lieu, c'est-à-dire qu'il fait partie des caractéristiques ou des aménités d'un territoire. Le consommateur doit se déplacer pour satisfaire sa demande, favorisant ainsi le développement des infrastructures touristiques. Il s'agit de produits culturels comme un élément du patrimoine, un festival, un quartier artistique, un lieu de culte, un parc d'attractions, et de l'ensemble des richesses artistiques et architecturales dont disposent les territoires (Leriche et al., 2008 ; Scott et Leriche, 2005). Parmi les produits culturels immobiles, certains sont spécifiques à un lieu : ils sont issus d'un ensemble de savoir-faire, de cultures et d'histoires fortement liés à un territoire qui s'organise pour conserver cet ancrage, notamment à travers une implication importante des acteurs locaux (Landel et Pecqueur, 2005).

Une autre perspective consiste à s'intéresser à la culture comme intrant dans les processus de production : la culture comme ressource. Nous prenons pour référence une série de travaux récents qui ont montré l'importance des ressources territoriales pour le développement local, c'est-à-dire des objets et des valeurs mobilisés par les acteurs participant à la production de territoire. Le territoire n'est pas uniquement un espace donné et prédécoupé, sous l'égide des collectivités territoriales, mais il est aussi le résultat d'un processus géographique de construction et de délimitation par les acteurs. Le

développement local résulte d'un mouvement d'ancrage territorial lié à des jeux d'acteurs et des relations qui ne sont pas uniquement économiques. L'idée de ressource territoriale se rapporte à une caractéristique construite d'un territoire spécifique, et ce, dans une optique de développement.

Un territoire peut être considéré comme un espace délimité par des frontières, qui se construit à côté, voire contre, les autres territoires. X. Greffe précise :

« La science des marchés a fait des territoires les sous-ensembles d'un espace totalement malléable, ce qui conduit ceux qui bénéficient de fonctionnements moins bons que d'autres à vivre leurs situations sous le seul angle du retard et de la fatalité. Des partenariats locaux et des logiques d'organisation des territoires peuvent dépasser ici le marché et construire les ressources du développement » (Greffe, 2001 : 498).

Le développement des territoires passe par leur capacité à valoriser leurs ressources locales, à transformer des ressources latentes en ressources actives (Greffe, 2006 ; Gumuchian et Pecqueur, 2007). Le territoire se caractérise par une double nature, matérielle et symbolique. La ressource territoriale peut ainsi être construite sur des composantes matérielles (données matérielles, paysages, patrimoine) et/ou idéelles (des valeurs comme l'authenticité, la convivialité, etc.). Dans certains cas, la valorisation d'un lieu repose sur des ressources données (un patrimoine, un marché local de main-d'œuvre, un réseau) que les producteurs et les pouvoirs publics tentent de transformer en ressources « construites » (un pôle touristique, un AOC., un cluster...). Dans d'autres cas, l'image d'un lieu peut être mobilisée comme une ressource culturelle « idiosyncratique » susceptible d'attirer les touristes et les entreprises, mais aussi de renforcer cumulativement l'image de ce lieu. Les territoires valorisent leurs ressources culturelles en tant qu'arguments concurrentiels, le nom d'un lieu – et à plus forte raison sa labellisation – pouvant être comparé à celui d'une marque d'entreprise (Camagni et al., 2004 ; Daviet, 2008 ; Gravari-Barbas et Violier, 2003).

Deux formes d'utilisation de la culture locale sont envisageables. D'une part, une ressource culturelle territorialisée peut se transformer en actif stabilisé pour rentrer dans un processus de production d'un bien. L'actif est un facteur « en activité », c'est-à-dire valorisé sur un marché, un territoire, etc. La ressource – à la différence de l'actif – constitue une réserve, un potentiel latent, voire virtuel, qui peut se transformer en actif si les conditions le permettent. D'autre part, la culture peut agir sur d'autres ressources comme opérateur de leur mobilisation et de leur transformation, générant ainsi de nouvelles activités (Landel et Pecqueur, 2005). Cette dernière configuration implique des relations transversales et horizontales denses entre acteurs. En introduisant une qualité

spécifique, la culture peut aider à différencier les ressources distinctives des autres ressources territoriales plus « génériques » (Gumuchian et Pecqueur, 2007 ; Landel et Pecqueur, 2005). Si ces travaux soulignent le rôle central de la culture dans la construction des territoires, ils insistent également sur l'importance de sa relation avec les modes d'organisation. Quel que soit le territoire concerné, l'activation d'une ressource culturelle dépend fortement du jeu des acteurs et des différents usages, non exclusifs, que ceux-ci souhaitent en faire.

Les recherches se sont, jusqu'à présent, principalement focalisées sur la valorisation du patrimoine culturel ou sur la culture « patrimonialisée » dans les secteurs traditionnels (artisanat, architecture, agriculture, tourisme), adoptant bien souvent une approche en termes de terroir. Les projets étudiés pour ce travail présentent quant à eux une forte dimension artistique. En partant du principe selon lequel un attribut du territoire ne devient une ressource qu'à partir du moment où il est reconnu comme tel, nous verrons comment les porteurs de projets analysés jouent un rôle d'intermédiaire stratégique dans les processus de mobilisation des ressources culturelles présentes dans les territoires et d'activation de ses potentialités. La notion de ressource culturelle territoriale est une notion émergente dont le contenu n'est pas encore bien stabilisé (Landel et Pecqueur, 2005). Dans ces conditions, il nous semble préférable d'opter pour une interprétation assez libre de cette notion et une définition peu restrictive du sens qui lui est donné, ne reposant pas sur l'application systématique d'une grille d'analyse préétablie qui ferait jouer, par exemple, les découpages en ressources génériques et spécifiques, disponibles et latentes ou encore intentionnelles et non-intentionnelles. Cependant, la culture – au service du projet de territoire – ne peut être mobilisée en tant que tel ; ce n'est qu'à partir d'opérateurs remplissant des fonctions telles que l'identification de la ressource culturelle, son articulation avec d'autres ressources, sa préservation et sa valorisation, que peut être conçue la définition de cette ressource. Les modes de coordination qui lient les acteurs permettent ainsi de révéler les ressources territoriales et participent à la cohésion d'un projet de développement territorial. Par ailleurs, l'accent mis sur la capacité de coordination des acteurs et leur potentiel de mobilisation autorise la comparaison des quatre projets, en dépit du fait qu'ils soient très différents dans leur contenu.

Plutôt « comment » que « pourquoi »

Ce travail renvoie à une approche de sociologie processuelle qui apparaît comme la plus adaptée, étant donné la nature extrêmement variée des projets étudiés. En ce sens, nous avons choisi de mettre l'accent sur les réseaux, les acteurs, les interactions, les

enchevêtrements, pour montrer comment s'effectue le passage d'un projet culturel à un projet de territoire.

On peut distinguer deux types d'explications d'une réalité sociale : l'une montre « pourquoi quelque chose était ou est devenu nécessaire » ; l'autre « comment quelque chose était ou est devenu possible ». C'est plutôt ce second type d'explication que ce travail mobilise. À travers l'analyse comparative de quatre cas, nous n'avons pas cherché les effets invariants de causes, mais à montrer des histoires typiques où toutes les étapes répondent à une logique, une logique qui peut se révéler aussi efficace, de notre point de vue, que la logique de causes. Ce travail a donc pour objet principal la description des processus au cours desquels les événements se produisent. Dans cette perspective, les projets étudiés ne sont causés par rien d'autre que l'histoire qui les a conduits à être ce qu'ils sont : ce type de logique renvoie à ce que les sciences sociales appellent les processus. Nous souhaitons connaître l'enchaînement des choses, découvrir comment telle chose avait mené à telle autre, comment telle chose ne s'était pas produite tant que telle autre ne s'était pas non plus produite. Cette approche nous fait comprendre l'apparition d'un phénomène en nous montrant les étapes du processus qui l'ont engendré, plutôt qu'en nous montrant les conditions qui ont rendu son apparition nécessaire. D'où également l'importance d'une analyse diachronique, en long, et d'une restitution assez linéaire, qui ont des vertus explicatives parce qu'elles révèlent les différentes étapes d'un processus. Ainsi, nous nous sommes intéressés à toutes les étapes de ces processus, à la manière dont elles sont liées entre elles : autrement dit, comment chacune crée les conditions propices ou nécessaires à la suivante.

Méthode et terrains

La méthode adoptée vise à repérer les similitudes et les différences à partir d'un nombre limité de cas. Cette démarche se traduit par un fort ancrage dans l'empirie. Les études de cas aboutissent à une description intensive de situations concrètes. Nous chercherons à travers les monographies de quatre projets à reconstruire des cohérences localisées et en extraire éventuellement la part de généralité, plutôt qu'à confirmer ou infirmer une série d'hypothèses issues d'un corpus théorique. La comparaison de plusieurs cas permet de mettre en avant des faits significatifs, dépassant leurs propres contingences locales. Le choix des terrains résulte d'une combinaison de l'intérêt objectif qu'ils représentent, de leur actualité et de leur connaissance par le comité de pilotage. Ces projets devaient se dérouler dans des territoires ruraux de différentes régions françaises et, pour une part d'entre eux, en dehors de Parcs Naturels Régionaux. Nous avons également

privilegié la variété des objets d'étude, sans viser une représentativité des cas, au risque de rendre leur comparaison plus difficile :

1/ Voix de Traverse est un projet de coopération culturelle international entre les Landes de Gascogne et la Province d'El Hajeb au Maroc.

2/ La compagnie du Théâtre Éprouvette effectue ses mises en scène dans l'espace social autour de Corbigny (Morvan).

3/ Le Centre des Rives se présente comme un laboratoire d'art contemporain, audiovisuel et documentaire en milieu rural, plus précisément à Vaillant en Haute-Marne.

4/ L'association De l'Aire, implantée dans la Drôme, mène des expériences originales d'aménagement urbain et de participation citoyenne à travers notamment l'intervention de collectifs d'artistes.

Nous sommes donc en présence d'une association intervenant dans le domaine de la voix, d'une compagnie de théâtre reconnue pour son implication territoriale, d'un lieu culturel autour du cinéma et du film documentaire et d'un organisme spécialisé sur les questions d'espace public : le seul dénominateur commun entre ces quatre projets est leur ancrage en milieu rural et leur propension à s'inscrire dans des dynamiques de développement territorial plus large que leur strict domaine d'activité. La sélection des terrains de l'étude a été effectuée de manière concertée avec le comité de pilotage, à partir d'une liste préétablie par l'IPAMAC recensant un nombre important d'initiatives culturelles et artistiques dans les territoires ruraux.

En conformité avec nos choix méthodologiques, ce sont essentiellement des matériaux qualitatifs qui ont été collectés. Une première source utilisée a été les documents internes des structures et des partenaires publics que nous avons été autorisés à consulter. Il s'agit essentiellement de documents administratifs ou de communication tels que des comptes rendus et des procès-verbaux de réunion, des présentations de projets, des bilans d'activités, des tableaux budgétaires, des discours, etc. Nous avons également examiné la « littérature grise » produite par les institutions (mémoires, livres blancs, etc.).

Le second matériau mobilisé a été constitué à partir d'entretiens semi-directifs, une dizaine par cas, d'une durée comprise entre une et deux heures. Les personnes rencontrées correspondent aux principaux acteurs et observateurs des projets analysés. Il n'a pas été possible ni utile d'homogénéiser le panel des entretiens d'un cas à l'autre. En effet, certains types d'acteurs, de groupes et d'institutions ont pu se révéler majeurs dans certains

territoires et absents dans d'autres. La nature des projets culturels n'étant pas identique, il était somme toute normal de ne pas identifier les mêmes participants.

Les grilles d'entretiens ont été réalisées dans l'objectif de rassembler à la fois du matériel factuel (qui, quoi, comment ?) et cognitif (pourquoi, quelle représentation, quelle signification ?). Mais il s'est toujours avéré fondamental de laisser une marge de liberté importante aux interlocuteurs, afin qu'ils disposent de suffisamment d'espace pour articuler leurs idées, leurs parcours et leurs expériences propres. Ce souci de ne pas « fermer » les échanges a permis de rassembler un matériau dense et marqué par la spécificité des cas étudiés. Ces entretiens sont donnés à « entendre » au moyen de nombreuses citations présentes dans le corps du texte. Les sources orales ont été confrontées et croisées, autant que possible, à des sources écrites. Le recueil de la documentation et les entretiens semi-directifs ont été complétés par une revue de presse locale – lorsque celle-ci était disponible –, et l'observation non participante d'événements publics et d'ateliers.

MONOGRAPHS

COMPAGNIE LE TEATR'ÉPROUVÈTE

« Le TéATR'ÉPROUVÈTe est une équipe artistique installée à l'Abbaye du Jouir à Corbigny (1800 habitants) dans la Nièvre. Après un parcours engagé mais plutôt conventionnel pour ce qui est de l'esthétique, il pratique depuis plus de 10 ans un théâtre sans h, défini comme un théâtre qui redescendrait de sa hauteur pour prendre en compte le quotidien et la proximité ».

Présentation de la compagnie sur son site internet.



Engagement personnel et événement constituant

Jean Bojko est le chef d'orchestre du Théâtre Éprouvette. Il est né en France, en 1949, de parents réfugiés ukrainiens. Après avoir exercé de nombreux métiers (assistant de recherche en océanographie, barman, enseignant...) et vécu dans plusieurs pays, il s'installe dans la Nièvre en 1977. Il se présente comme un artiste, poète, comédien et surtout un « artisan de la vie en commun ». Dans le cadre du Théâtre Éprouvette, il travaille, selon les projets, en collaboration avec d'autres artistes issus d'horizons et de disciplines multiples (théâtre, musique, danse, photos, arts plastiques etc...).

Un théâtre engagé

Jean Bojko a toujours fait du théâtre, depuis le lycée, « par monts et par vaux ». Une fois installé à Corbigny, il crée l'association COAC (association d'action culturelle) au sein de laquelle, il développe le Théâtre Éprouvette, un théâtre engagé qui traite de problématiques de société. Le Théâtre Éprouvette s'autonomise en tant que compagnie professionnelle en 1982 et poursuit, par la création et la diffusion de pièces de théâtre, son engagement social et politique dans la cité. En 1996, il met en scène une pièce d'Armand Gatti, « la vie imaginaire de l'éboueur Auguste G. » qui traite de la mort de son père, tué par des CRS lors d'une manifestation. Jean Bojko rencontre Armand Gatti à cette occasion, une rencontre déterminante qui lui ouvre la voie pour défendre un théâtre en rupture vis-à-vis du théâtre conventionnel et de la norme établie. À cette époque Armand Gatti, poète, auteur, metteur en scène, voyageur, travaille déjà avec ceux qu'il appelle les « loulous », des gens à la marge, des prisonniers, des toxicomanes, des chômeurs... À cette époque, installé à Nevers, la préfecture de la Nièvre, Jean Bojko souhaite monter un projet autour de la prise de parole des « pauvres » dans la cité. Il demande conseil à Gatti, qui viendra participer au projet avec sa compagnie la Parole Errante. On retrouve dans la démarche de Jean Bojko de nombreuses références à Armand Gatti.

« Création pour une ouverture vraie »

Dans la lignée de cette rencontre, le projet qui fonde et ancre la démarche de « théâtre sans h » a lieu en 1998 et s'intitule « Création pour une ouverture vraie ». C'est la première « mise en scène dans l'espace social » du Théâtre Éprouvette. Il s'agit de la réponse à une commande de la mairie de Nevers, qui souhaite voir se monter dans la ville un projet culturel à dimension sociale impliquant des personnes en difficulté. Il détourne

alors la commande et met en place une « usine d'expression » pour voir comment les « pauvres » peuvent prendre la parole dans la cité. Il embauche 12 personnes (initialement au chômage), payées au SMIC, 35H par semaine, pour faire de la poésie, de la danse, du théâtre pendant 3 mois. Des annonces sont déposées dans la presse, à l'ANPE et les gens sont recrutés sur CV. C'est un vrai travail, qui demande rigueur et ponctualité. Toute la semaine, « les pauvres », comme il les appelle, suivent les cours avec des artistes reconnus, embauchés eux aussi, qui viennent enseigner leurs disciplines. Chaque matin, ils suivent 1h de cours d'arts martiaux pour travailler la problématique du corps. Tous les quinze jours, un cours continu de 7h de philosophie est dispensé parce qu'il faut « *penser ce que l'on fait* » mais aussi par provocation car « *normalement on n'a pas le temps de faire de la philosophie* ». Le Théâtre Éprouvette ouvre également ses portes aux gens de l'extérieur, en tant qu'offre culturelle gratuite. Plus de 400 personnes viennent travailler dans l'usine. « *Pour régler les problèmes de pauvreté, il fallait créer des réseaux avec d'autres gens qui ne soient pas en difficulté. C'est parce qu'on apporte quelque chose qu'on reste dans un réseau, sinon on est éjecté* ». Jean Bojko

De nombreux évènements (créations, performances, installations) ont lieu dans le cadre du projet. Il est largement relayé dans la presse locale, nationale et internationale et intéresse de nombreux acteurs culturels.

La construction d'une démarche

Mise en scène dans l'espace social

Ce projet marque la naissance des « mises en scène dans l'espace social » du Théâtre Éprouvette. C'est l'acte fondateur de la démarche de « théâtre sans h ». Celle-ci est caractérisée par l'identification d'un problème de société à traiter, l'implication des acteurs que sont, d'une part des personnes concernées par ce problème et d'autre part, des artistes professionnels, dans le but de créer quelque chose ensemble, et enfin des « actions dérivées complémentaires » qui viennent alimenter le projet. L'ensemble crée un « événement dans l'espace social » mis en scène par le Théâtre Éprouvette.

« C'est une action qui implique des populations, une pièce très particulière où l'on remet en cause l'idée de spectacle au théâtre. Elle est jouée dans l'espace social par des acteurs qui ne sont pas tous comédiens. En ce moment, par exemple, on travaille sur le commerce itinérant donc on travaille avec des commerçants itinérants. Sur l'âge, on travaille avec des personnes âgées, sur le jardinage potager avec des gens qui font du jardin. Ils sont toujours acteurs, on n'en fait pas des spectateurs de quelque chose. La différence est là. Ce qu'on propose dans le champ social, le champ du quotidien, ça soulève des interrogations. Le résultat d'un projet ne se mesure

pas au nombre de spectateurs présents mais au nombre de points d'interrogation soulevés ».

Jean Bojko

Nous verrons plus loin, par le biais du projet « les 80 ans de ma mère, » une illustration concrète de ce schéma d'action.

S'inscrire dans le champ du politique

« Je défends la nécessité de l'artiste présent dans une communauté humaine, au même titre qu'un commerçant, un boucher, un charcutier. Personne ne désire un poète quelque part. On manque de toubibs dans les campagnes, on leur fait des ponts d'or, on leur paye des études. Imaginez qu'un territoire dise, 'on voudrait des poètes, on voudrait financer des études artistiques pour avoir des artistes dans notre région parce qu'on en a pas assez'. Les gens diraient, 'ils sont fous, on n'en a pas besoin', mais c'est une sacrée inconscience de penser que l'on a pas besoin des artistes ». Jean Bojko

Jean Bojko défend une place pour le poète dans la société, qui se révèle plus politique que sociale. Pour lui, « *le travail de l'artiste n'est pas de régler les problèmes dans les cités, d'animer les foires, de faire passer le temps pour faire oublier les choses essentielles...* ». L'artiste n'est pas un travailleur social, mais il est là pour interroger et, « *s'il se passe quelque chose, les gens se sentent mieux, ils ont une image valorisante d'eux-mêmes* ». Le Théâtre Eprouvette cherche à interroger, à créer le débat sur le territoire, en utilisant le « détournement » : déplacer le regard, renverser les perceptions communes portées sur le fonctionnement de la société et les individus qui la composent.

« On a les éléments du réel (l'humain, la matière sociale, l'architecture...) et on peut les combiner pour créer d'autres représentations que les représentations dominantes, d'autres perspectives sociales sur la vie. Étant enfants, quand on faisait une cabane, on ne se demandait pas à quoi ça servait, ni de quel budget on disposait, on trouvait les matériaux et on la faisait. On peut partir de quelque chose qui ne relève pas forcément de l'utile, c'est ça l'intérêt des artistes ». Jean Bojko

Cette inscription dans le champ du politique n'est pas revendiquée par le Théâtre Eprouvette comme un engagement partisan affiché. Néanmoins, la portée politique des actions mises en place peut dépasser le cadre de l'action culturelle ou artistique pour concerner la société civile de manière beaucoup plus large. Par exemple, à la suite de « Création pour une ouverture vraie », un groupe de personnes ayant participé au projet, a déposé une liste aux élections municipales de Nevers. Pour Jean Bojko, cette liste électorale, sur laquelle il figurait « en dernier », faisait suite à l'expérience de l'usine d'expression où l'on avait dit aux gens qu'ils étaient en mesure de prendre la parole.

Finalement la liste en question a fait 8% de voix, elle a mis le maire de Nevers en ballottage, ce qui a valu, selon Jean Bojko, au théâtre éprouvette d'être « *viré de Nevers* ».

On retrouve également le positionnement politique du Théâtre Éprouvette dans la revendication de la gratuité. Sur tous les documents de communication de la compagnie, on peut lire « tout est gratuit, même pour les riches ».

D'une manière générale, le Théâtre Éprouvette bouscule le jeu et donc les statuts. La démarche peut par conséquent « faire peur », notamment vis-à-vis des responsables politiques. Cela peut créer quelques inimitiés, quelques conflits, mais dans une proportion relative, liée à la générosité des propositions.

La dimension territoriale

De Nevers à Corbigny : le Théâtre Éprouvette trouve son territoire

Le Théâtre Éprouvette quitte Nevers et Jean Bojko cherche à s'installer ailleurs dans la Nièvre. Il connaît Corbigny pour y avoir vécu et travaillé comme professeur et barman. Il connaît bien les habitants, les élus, notamment l'adjoint à la culture de la commune. Cette recherche de lieu coïncide avec un projet de la municipalité autour de l'abbaye de Corbigny, un bâtiment patrimonial que la mairie souhaite conserver et réhabiliter. Selon le maire actuel de Corbigny, il y avait eu une décision du conseil municipal pour restaurer les toitures et il leur fallait chercher un contenu pour justifier la restauration. C'est une histoire d'opportunité, de coïncidence entre deux histoires. Le Théâtre Éprouvette installe ses locaux dans l'abbaye de Corbigny en 1999 et embrasse le nivernais Morvan comme territoire d'action. Corbigny est une commune de 1681 habitants selon le dernier recensement. Elle borde le massif du Morvan et constitue une des cinq « villes portes » du Parc Naturel Régional du Morvan. Elle appartient à la région Bourgogne, au département de la Nièvre, au pays du nivernais Morvan et à la communauté de communes du pays corbigeois. Corbigny est un point de passage important de la région, elle est perçue comme une des communes les plus dynamiques et attractives des environs. Elle possède une école maternelle, une primaire et un collège.

L'abbaye, centre de culture

Par une convergence d'intérêts entre la commune de Corbigny et le Théâtre Éprouvette, l'abbaye St Leonard fait donc l'objet d'un projet de restauration patrimoniale et de création d'un lieu d'accueil pour des artistes de spectacle vivant. Rapidement après

l'installation du Théâtre Eprouvette, deux autres compagnies régionales s'installent dans les locaux disponibles à l'abbaye : La compagnie Metalovoice (arts de la rue), précédemment installée à Nevers et la compagnie Déviation (musique, percussion, théâtre) dont le fondateur vit près de Corbigny. À partir de la présence des trois compagnies, une structuration se met en place. Un chef de projet est recruté par la municipalité, la DRAC repère le lieu et une salle de danse est construite pour faire venir un chorégraphe. L'abbaye est identifiée comme un « centre de culture ». Le maire de Corbigny revendique la volonté de la commune, antérieure à l'arrivée des compagnies, de faire de l'abbaye un lieu de spectacle vivant. Une étude avait en effet été réalisée, dont les résultats allaient dans le sens de la création d'un lieu de culture vivante, de création, de diffusion avec une partie touristique-culturelle. En termes de fonctionnement, il s'agit d'une mise à disposition de locaux aux compagnies, par la mairie, assez informelle. Les différents financeurs ont missionné la municipalité pour proposer cet accueil et pour diffuser des spectacles. La mission du lieu et donc du chef de projet est de programmer, faire vivre le lieu et le faire connaître. Pour la municipalité, le projet de l'abbaye est aussi un outil de développement culturel pour la ville, qui est déjà un pôle de commerces et de services. L'abbaye participe à la vie locale avec notamment un événement important numériquement, les fêtes de l'abbaye, qui rassemble jusqu'à 3000 personnes. Le Maire observe les synergies existantes entre le commerce et la culture qui apportent de la vie, de l'animation et de la visibilité. Pour Laurianne Legeay, chef de projet du pays Nivernais- Morvan, l'abbaye n'aurait pas été réhabilitée sans les artistes. Leur présence est une légitimation et permet de sensibiliser les élus à la thématique culturelle, ce qui représente un enjeu important localement car *« pour beaucoup c'est plus quelque chose qui coûte cher, que quelque chose qui a un intérêt »*.

Le projet de « centre de culture » à Corbigny s'étoffe actuellement, avec la création d'un centre de création des arts de la rue, porté par la compagnie Metalovoice, qui investit une usine désaffectée de Corbigny. Les deux lieux participent à une même dynamique culturelle sur le territoire. Ce lieu nommé La Transverse correspond aux besoins de la compagnie pour la construction d'outils scéniques à grande échelle. Il accueillera également d'autres compagnies des arts de la rue en résidence. Pour le Maire, ce projet est justifié politiquement par le fait que Metalovoice travaille beaucoup sur le terrain. *« Ils créent par exemple des manifestations avec les paysans autour du land art. Il y a un réel travail. Leur festival de théâtre de rue commence à se développer. Ils s'investissent localement, ils ne font pas que bricoler et exporter ailleurs. D'autre part l'usine tombait en ruine, il fallait lui trouver une vocation »*. Au plan opérationnel, le centre de culture fonctionne avec un comité de pilotage qui associe l'état, le Conseil Régional, le Conseil

Général, la municipalité et les compagnies. Il se réunit deux fois par an et donne les orientations. Sur le plan local, la culture semble également être devenue un enjeu politique, qui a notamment généré une vive controverse aux dernières élections. Cette opposition s'appuie sur la dénonciation des dépenses liées au projet de la Transverse et à une commande publique réalisée sur l'abbaye : une œuvre de Wiener mal reçue par une grande partie de la population.

Pour Jean Bojko, le regroupement des compagnies à l'abbaye s'est fait « par bouche-à-oreille » avec des compagnies qui vivaient déjà dans la région. Des artistes qui « habitent » ici. L'arrivée du chorégraphe a par contre été un « désir » des financeurs, mais lui vit à Paris et ne vient travailler que ponctuellement. Il observe que les compagnies ne travaillent pas beaucoup ensemble, mis à part pour certains projets, notamment du Théâtre Éprouvette, qui embauche parfois les artistes présents à l'abbaye. Pour lui, ce ne sont pas les mêmes démarches, notamment car lui ne « fait pas de spectacle ». *« Le chorégraphe a été financé pour venir ici, moi j'habite ici, je cherche des financements pour rester ici ».*

Territoire d'action : là où je suis avec ce que je vois

Installé à Corbigny, le Théâtre Éprouvette délimite son territoire d'action à la Nièvre et au Morvan, sans exclure la possibilité d'aller plus loin, dans la région, en fonction des demandes. Cependant les actions se déploient rarement dans le nord du département et privilégient le Morvan. Ce dernier bénéficie d'une identité particulière, plus marquée, liée à l'habitat, aux pratiques (notamment d'élevage), au paysage, aux habitants. Jean Bojko semble surtout concentrer son action sur un territoire « qu'il connaît », dans lequel il a l'habitude de circuler : *« on connaît plus de gens pour faire des choses là où on est tous les jours ».* Il défend le fait *« d'être là où j'habite »*, de faire *« là où je suis, avec ce que je vois ».* Il se positionne en contradiction avec les résidences d'artistes telles qu'elles existent dans le milieu culturel. Il interroge la faculté d'un artiste présent sur un territoire pour 15 jours ou un mois, à palper les choses, être dans le fond, comprendre le territoire. Il questionne le fait de venir chercher sur un territoire rural, une matière artistique qui sera pensée en fonction du contexte de l'artiste, qui le plus souvent est un contexte urbain.

« Je ne suis pas en opposition par rapport à ce que les gens produisent mais je dis, regardez ça peut être autre chose. Le théâtre conventionnel, les objets artistiques souvent m'ennuient. Je préfère voir des gens qui travaillent avec un artiste de land art, pendant quelques jours, sur un truc éphémère. C'est ça qui permet à l'imaginaire de décoller collectivement. C'est toute l'intelligence des gens à un moment de leur histoire, la capacité à sublimer le quotidien pour trouver du plaisir à l'existence, à la vie, c'est un travail sur le bonheur ». Jean Bojko

Regards sur le territoire

Le Pays du Nivernais Morvan appartient à la partie la plus rurale de la Nièvre, voire de Bourgogne. Le Pays est une structure de coopération, qui regroupe 9 communautés de communes et 37 000 habitants. La densité de population est seulement de 14 habitants au km carré. La chef de projet du Pays, relate un « problème d'identité » dans la Nièvre, la « nièvrese », qui désigne le sentiment de « ne pas être fier d'être ici », vécu par les habitants. Pour elle, le territoire « part de loin » et l'objectif de la politique du pays est d'en faire un « territoire vivable », c'est-à-dire aboutir à un seuil correct de tous les services pour les habitants et être organisé pour accueillir les nouveaux arrivants. En termes de stratégie culturelle, on retrouve l'idée d'atteindre un seuil de service acceptable pour toute la population. Il existe un manque au niveau des pratiques artistiques et de l'enseignement. La priorité a donc été faite à l'accompagnement des compagnies professionnelles locales pour la mise en place d'ateliers de pratiques. Un appel à projet annuel permet de financer 50% des projets des compagnies qui mettent en place des ateliers (théâtre éprouvette, Déviation, conte ...). La présence de ces compagnies se révèle indispensable.

Le Président du Conseil Général de la Nièvre, élu récemment, est également Président du Parc Naturel Régional du Morvan et ancien maire de la commune d'Ouroux en Morvan. Il aborde le territoire sous l'angle de la politique d'accueil de nouvelles populations, en lien avec la politique culturelle.

« Dans le Morvan, il y a un fort renouvellement de population. Sur mon canton, 16% des personnes qui étaient là en 2006 n'étaient pas là en 99, c'est beaucoup. Il y a beaucoup de personnes étrangères : 11 nationalités dans ma commune, sur 670 habitants. 50 résidents permanents étrangers et 100 résidents secondaires étrangers (américains, australiens, hollandais...). Comment accompagne-t-on politiquement ce phénomène social ? Cela peut poser problèmes dans le sens où les gens qui arrivent ont des niveaux culturels plutôt moyens ou supérieurs, des niveaux de revenus et de formation plus élevés. Il y a une impression de domination. Ils achètent le double, des maisons que les gens convoitaient depuis 10 ans. .. Mais les étrangers ont également une certaine simplicité relationnelle, ils n'arrivent pas en terrain conquis, ça se passe bien entre voisins, mais ça pose problème en termes de pression immobilière ».

Face à cette réalité, le Parc a renforcé sa politique culturelle pour accompagner ce phénomène, en faisant en sorte que les gens qui arrivent soit attentifs à l'identité du territoire et participent à son ouverture. Il s'agit de leur permettre de s'approprier la culture locale à tous points de vue, mais aussi de tirer parti de leur présence pour attirer le regard

des locaux qui ont tendance à gommer les caractéristiques. Dans cette dynamique, le Parc a travaillé à plusieurs reprises avec Jean Bojko et le Théâtre Éprouvette. Une agence culturelle liée au Parc a progressivement été mise en place. Elle travaille sur l'accueil de nouvelles populations, l'idée étant de valoriser les productions locales, notamment culturelles et artistiques. Aujourd'hui le Parc revendique la création d'une scène nationale territoriale avec une programmation itinérante et des résidences d'artistes.

De son côté, Jean Bojko porte un regard vif et décalé sur son territoire. Il en identifie certains attributs, à partir desquels il construit ses actions, toujours dans un esprit de « décalage ». Tous ses projets sont intimement liés au territoire sur lequel ils se déploient. Son regard sur les territoires ruraux est un regard qu'on peut qualifier à la fois de positif et de volontairement « détourné », une manière de regarder les choses autrement.

« On est riche de ce qu'on a, avant d'être pauvre de ce qu'on n'a pas. Regardons tout ce qu'on a. Dans les territoires ruraux, on a l'impression qu'on est dans le manque de choses qui sont dans les villes mais on a d'autres trucs (...). Pour les vieux, j'avais entendu : 'les territoires sont handicapés par les personnes âgées'. Comment on peut renverser ça, s'adapter, et faire avec ? C'est normal de développer des choses différentes à des endroits donnés. On peut se revendiquer comme ruraux ». Jean Bojko

Artisans de la vie en commun

Les projets du Théâtre Éprouvette

Les projets du Théâtre Éprouvette sont nombreux et protéiformes. Forte de sa démarche de mise en scène dans l'espace social, la compagnie explore des sujets de société en s'intéressant aux spécificités, aux attributs du territoire qu'elle habite : la vieillesse (Les 80 ans de ma mère), la pauvreté (Création pour une ouverture vraie), le jardinage (les « jardins détonnants »), l'agriculture (le chœur des agriculteurs), l'accès à la connaissance (l'université des Bistrots), l'accès aux nouvelles technologies (32+32=2000) etc... En parallèle des projets, la compagnie propose des activités à l'année, qui se renouvellent régulièrement, sous formes d'ateliers, de rencontres, de fêtes. Nous avons choisi dans le cadre de cette étude de nous arrêter sur le projet « Les 80 ans de ma mère ».

Les 80 ans de ma mère

« Les 80 ans de ma mère, ça s'appelle comme ça parce que ma mère avait 80 ans à ce moment-là. Je la voyais vieillir. Elle est ukrainienne, elle n'est pas très intégrée dans le village. Mes parents ne sont pas d'ici, ils étaient prolos, ma mère ne parle pas encore bien français. Avec

elle, on se parlait toujours en ukrainien. Je lui ai proposé d'organiser la projection d'un film ukrainien dans sa véranda pour les voisins, mais pour elle c'était ridicule. » Jean Bojko

L'objectif du projet « Les 80 ans de ma mère » était de s'intéresser aux personnes âgées en tant que « richesse » ou « ressources » du territoire, de les prendre en compte comme un attribut et non un handicap. Le déclenchement du projet est lié à une combinaison d'éléments. Tout d'abord la démarche du Théâtre Éprouvette (transformer les regards et les perceptions sur des questions de société, en créant des mises en scène dans l'espace social), puis, l'histoire et l'engagement de Jean Bojko (un regard sur sa mère) et enfin, l'identification d'un attribut du territoire de la Nièvre (la présence de nombreuses personnes âgées) à partir duquel il est possible de travailler. Pour Jean Bojko, il s'agit de *« donner une autre image de la vieillesse, remettre en avant l'imaginaire, la créativité, se projeter dans l'avenir, s'exprimer »*.

Le projet a démarré par la mise en place d'un « service d'artiste à domicile », dont l'idée est d'inviter des artistes à passer un temps chez des personnes âgées, pour créer « quelque chose » avec elles. Il s'est poursuivi par la réalisation de portraits photos « décalés » des personnes âgées (toujours dans l'idée d'un travail sur l'image de la vieillesse), qui ont été valorisés via des cartes postales largement distribuées, et des expositions diffusées lors de nombreux événements. Ensuite, une proposition a été faite aux familles de réaliser des films sur la vieillesse en filmant un membre âgé de leur propre famille. Enfin, de nombreuses actions dérivées ont été organisées avec différents publics, en particulier des élèves (par exemple des interventions des personnes âgées dans les classes). Au départ, le Théâtre Éprouvette lance un appel, d'une part à des artistes (au niveau régional, national et international) et d'autre part à des personnes âgées (au niveau local) pour participer au projet. Une vingtaine d'artistes sont sélectionnés et une vingtaine de personnes âgées sont volontaires. Pour « recruter » les personnes âgées, le Théâtre Éprouvette a mis des affichettes dans les communes, les clubs de personnes âgées, les maisons de retraite et à activer les réseaux locaux (professionnels et amicaux). Pour créer la rencontre, Jean Bojko organise un « voyage », en bus, à la découverte du palais du Facteur Cheval dans la Drôme, « une œuvre d'inspiration populaire ». Artistes et personnes âgées se côtoient et s'approprient pendant 2 jours, durant la visite, les repas, les fêtes. Une fanfare de jazz suit le convoi.

Le point de vue de l'artiste

Une des artistes qui a participé au projet, Anne Devillele, vit dans la Nièvre, elle est plasticienne. Suite à l'appel du Théâtre Éprouvette, elle a fait une proposition qui a été sélectionnée. Le projet démarre par le voyage en autobus, au cours duquel Anne Devillele

rencontre Marie et Saturnine, les deux personnes avec qui elle va « travailler ». Elle prend des rendez-vous réguliers chez les deux femmes pendant une petite année : une après-midi par semaine, deux heures chez l'une, deux heures chez l'autre. Le cadre donné par le Théâtre Éprouvette est « la rencontre », un nombre d'heures minimum et la possibilité d'organiser une restitution à la fin.

« On discutait et on bricolait des trucs. Avec Marie, on a travaillé à partir de son vélo parce qu'elle a eu un vélo quand elle a eu son certificat d'étude, son seul et unique, qu'elle avait encore. On l'a ressorti et on l'a remis au goût du jour. J'avais fait des pneus en tissus, à fleurs, on a fait une installation dans son arrière-cuisine. Avec Saturnine c'était clairement un travail collectif, avec Marie moins. Elle disait 'je sais pas', mais elle était très bavarde donc on parlait beaucoup, on mangeait des gâteaux. Saturnine était timide, discrète mais il faut voir ce qu'elle a amené sur la table, c'était très intéressant et ça a fondamentalement changé mon travail. Le plus intéressant ce n'est pas d'avoir fabriqué des choses, c'est vraiment l'échange humain ».

Anne Devillele parle des liens d'affection qui la liaient à Marie et Saturnine, des récits de leurs vies qu'elles lui ont confiées, de la fierté de Marie que l'on parle de son vélo et donc d'elle. Elle raconte la confiance mutuelle qui s'est installée malgré une certaine forme d'incompréhension pour son travail artistique. À propos de ce qui a été produit, elle explique qu'elle n'avait pas d'objectifs artistiques. « *Je savais que ce serait bricolé à deux, éphémère. La valeur de ce projet, ce n'est pas l'objet artistique, c'est la relation, que j'ai privilégiée. Il n'y avait pas de pression, je n'avais pas à être déçue ou satisfaite* ». À propos de la place donnée à la création artistique dans les projets du Théâtre Éprouvette, elle rejoint la vision de Jean Bojko sur l'importance de la rencontre et de la confrontation avec « les gens ». Elle explique néanmoins que, en tant qu'artiste, elle ne peut pas être que dans le lien social. L'objectif du Théâtre Éprouvette c'est la rencontre et le lien social et pour elle, « *ça manque d'artistique* ».

Le point de vue « du metteur en scène »

L'objectif du Théâtre Éprouvette est de travailler sur les rapports entre art et société. Jean Bojko va jusqu'à dire que « *si l'art est présent dans la société et dans le quotidien, il n'y a plus besoin d'artistes* ». Souvent les objets produits dans le cadre de la compagnie sont d'ailleurs plutôt éphémères. Par contre, elle produit des traces nombreuses de ce qui a été fait (CD de chansons avec les personnes âgées, livres, cartes postales etc...).

Dans le cas des « 80 ans de ma mère », les artistes ont passé du temps chez les personnes âgées, ce qui peut s'apparenter à une « résidence ». Néanmoins la relation est différente. Jean Bojko illustre ce propos avec la relation qu'Anne Devillele a nouée avec Saturnine : elle est allée à son enterrement et, lors du discours au cimetière, le Théâtre Éprouvette a été mentionné. D'autre part, les artistes et les personnes âgées continuent de

s'appeler de temps en temps, c'est cette chose là qui est importante et qui diffère : la tentative d'une rencontre aussi marquante pour l'artiste que pour la personne qui a rencontré l'artiste. Jean Bojko défend le fait de prendre en considération la rencontre humaine avant la technique, il s'intéresse à la capacité des artistes à travailler avec les gens et à la convivialité : *« Il faut toujours boire un coup, avoir envie d'être ensemble, travailler sur des choses qui font qu'humainement on s'accepte, on s'écoute. L'intérêt c'est l'échange, c'est ce qui amène le respect »*.

Le Théâtre Éprouvette expérimente, explore sa capacité à inventer des formes inhabituelles en visant la mise en relation durable qu'elles peuvent engendrer. Les projets ont tendance à mettre plus avant les participants, comme les personnes âgées, que les artistes, ce qui peut se révéler déstabilisant pour ces derniers.

Le point de vue des participantes

Denise Ebel et Raymonde Blanchot sont deux personnes âgées qui ont participé à l'aventure des « 80 ans de ma mère ». Elles participent également à d'autres activités proposées par le Théâtre Éprouvette, notamment les ateliers de théâtre et « le laboratoire multimédias pour personnes âgées » qui est un prolongement du projet.

Denise Ebel vit à Moraches, une petite commune proche de Corbigny. Elle vit seule depuis longtemps, à 4 enfants qui ne vivent pas dans la région. Elle était cultivatrice, avec son mari. Elle raconte comment elle a rencontré le Théâtre Éprouvette.

« Jean a fait des pubs, il les a fait distribuer dans toute la Nièvre. Moi, curieuse comme je suis, j'ai appelé à Corbigny le lendemain, j'étais sûrement une des premières à m'inscrire. J'étais au club de Moraches, c'était le 22 octobre 2003. Ce jour-là j'avais 80 ans et ça s'appelait « les 80 ans de ma mère », je vais m'en rappeler longtemps. Après on a eu quelques correspondances et en janvier, Sylvie a fait les 16 photos, moi avec la robe rouge, je l'ai en grand dans le couloir ».

Elle a accueilli un photographe chez elle dans le cadre du « service d'artiste à domicile ».

« Au lieu d'aide ménagère c'étaient des aides artistiques ! moi je suis tombée sur un photographe, Sergio, il est venu pendant 3 mois, une partie du printemps. Quand il était là je sais plus ce qu'on faisait, il prenait des photos. Je l'ai fait enrager bien des fois. Ah ça c'est un photographe, c'est pas de la gnognotte, je me rends compte que c'est vraiment de la belle photo, c'est un métier ».

Suite aux « 80 ans de ma mère », Denise Ebel a fait de multiples rencontres via le Théâtre Éprouvette. Elle a été filmée pour un documentaire sur la vieillesse pour Arte, fait

de la figuration dans un long métrage de Patrice Leconte. Elle reçoit régulièrement des gens qui s'intéressent à la compagnie et entretient des correspondances avec eux, parfois pendant un temps assez long. Durant l'année, elle participe au « laboratoire multimédias pour personnes âgées », un atelier de création, qui a un lieu le lundi matin à l'abbaye de Corbigny, tous les quinze jours. Elle est également sollicitée pour se rendre dans des établissements scolaires pour rencontrer des lycéens, des collégiens : « *on a été invité pour montrer ce qu'on fait..., enfin pour montrer comment qu'on est* ». Pour Denise Ebel, « *avec Jean, il y a tellement de rencontres que ça change la vie, autrement jamais j'aurais eu cette idée-là* ».

Raymonde Blanchot a 86 ans, elle vit avec son fils dans une petite commune proche de Corbigny. Elle connaît Jean Bojko depuis longtemps et fait du théâtre depuis 25 ans. Elle suit les ateliers de théâtre à l'abbaye tous les mardis soirs et apprécie le théâtre pour le mélange des âges qui n'existe pas ailleurs. « *À 86 ans, vous passez dans la rue mais on ne vous voit pas, pas plus qu'on verrait une chaise ou un meuble. C'est important d'être vue, pas par prétention mais pour exister* ». Raymonde Blanchot a participé à différentes étapes du processus des « 80 ans de ma mère » et en garde un fort souvenir.

« Sylvie a fait des photos. La mienne, il y a des gens qui l'ont aimé et d'autres qui l'ont fort détestée. Ma dernière petite fille Louise, avec mon dernier fils, ont fait un film sur moi où l'on parle de théâtre, j'ai bien aimé les voir comme ça. Sinon, avec mon artiste, ça n'a pas très bien été. Elle a voulu faire une robe en papier qui n'avait rien d'extraordinaire. Ça ne m'a pas dérangé mais ça n'a pas beaucoup compté. Le film oui par contre ».

Raymonde Blanchot a également participé aux interventions en milieux scolaires. Elle se déplaçait deux fois par semaine dans une classe pour inventer et raconter des hisoîtres, faire des gâteaux, planter des fleurs...

Prolongements

Participer à d'autres réseaux

Si le but du Théâtre Éprouvette n'est pas de régler les problèmes sociaux des personnes âgées, Jean Bojko observe l'effet du projet sur ceux qui y participent.

« Au départ on ne sait pas trop ce qu'on va apporter. Je crois que ça fonctionne au niveau symbolique, comme des oeuvres. Les personnes se sentent mieux, elles développent une image valorisante d'elles-mêmes. Et puis on donne une représentation du territoire qui reste artistique

mais beaucoup plus proche des gens que l'objet artistique traditionnel. J'aime confondre l'artistique et le quotidien ».

Au-delà des répercussions individuelles d'un tel projet, le Théâtre Éprouvette défend une vision différente de la vieillesse, il réinterroge les perceptions.

« Quand on a fait les photos, les gens disaient que c'était ridicule, que l'image qu'on donnait de la vieillesse c'étaient des trucs de gamins. Ils disaient 'les vieux c'est pas ça, c'est le sérieux'. Les personnes âgées, comme les pauvres par exemple, intègrent l'image de ce qu'ils doivent être et que leur renvoie la société, mais on n'est pas obligé de leur proposer des activités pour personnes âgées. C'est une sale habitude dans la société. On n'est pas obligé de s'habiller en gris quand on est vieux ». Jean Bojko

Il réinterroge également, par l'art, les pratiques professionnelles liées à la vieillesse. Les milieux professionnels de la vieillesse se sont intéressés aux « 80 ans de ma mère » et au Théâtre Éprouvette. Pour Jean Bojko, « *ces milieux-là commencent à s'approprier les choses. Et le grand plaisir, pour nous, c'est l'appropriation par d'autres!* ». Il intervient désormais dans de nombreux endroits, colloques, rencontres professionnelles pour témoigner.

« Je ne dis jamais ce qu'il faut faire, je dis 'regardez ce qu'on a fait'. Nommer les choses autrement c'est la première chose. Par exemple, on monte un laboratoire multimédias pour personnes âgées, pas un club de troisième âge. La question du langage est très importante. Les professionnels de la santé, ça les intéresse. ». Jean Bojko

Le Théâtre Éprouvette déclenche l'intérêt des réseaux professionnels. Il est invité au congrès national de la gériatrie à Paris, à la cité des sciences sur les approches non médicamenteuses de la maladie d'alzheimer, à l'université de Bordeaux en Master d'aide à la personne, dans des CCAS, mais aussi dans le réseau culturel. Pour Jean Bojko, « *c'est intéressant de voir comment en faisant du théâtre tu peux intervenir dans un lieu hyper spécialisé, où il n'y a que des médecins... voir comment le poète arrive à prendre la parole dans un réseau qui n'est pas le réseau des poètes, de l'entre soi* ».

Quelle ressource pour le territoire ?

Le projet des « 80 ans de ma mère » a eu des prolongements multiples, au-delà du Morvan et de la Nièvre, notamment en lien avec la thématique qui est la sienne, à savoir, la vieillesse. Il en a eu aussi sur le territoire qu'il habite. Ces prolongements semblent découler logiquement de la démarche du Théâtre Éprouvette et de la manière dont elle est

pensée. Ils nous permettent de nous interroger sur la manière dont la compagnie constitue une ressource pour le territoire Nièvre-Morvan.

Les premiers prolongements du projet s'inscrivent dans ce que la compagnie a appelé « les actions dérivées ». Elles peuvent être déclenchées par le Théâtre Éprouvette ou par d'autres structures, interpellées par les projets. Par exemple, des écoles les contactent pour organiser des rencontres avec des personnes âgées, organiser des séances photos décalées pour poser la question de ce qu'on peut inventer ensemble, de comment on peut se présenter les uns aux autres etc... D'une manière générale le Théâtre Eprouvette ne reproduit jamais les mêmes projets mais il crée toujours des suites. Le prolongement du projet des « 80 ans de ma mère » est également lié à une manière particulière de valoriser le territoire. Jean Bojko pose la question : « *Les personnes âgées peuvent-elles valoriser un territoire? oui. Nous avec nos expos photos, les médias qui viennent, le festival de cinéma autour de la vieillesse...* ». Il explique également que la présence des artistes crée l'évènement. D'une manière générale, les gens s'intéressent plus aux événements qu'à l'ordinaire et pour lui, les artistes servent aussi à ça. Le Théâtre Éprouvette à l'habitude de laisser des traces de ses actions, qui témoignent des projets réalisés et surtout des processus traversés. Mais, selon Jean Bojko, « *quand le président du Conseil Général de la Nièvre dit 'ça nous inspire dans notre manière de voir', c'est ça les traces importantes, celles qui peuvent déclencher des petites modifications. On change le monde mais de façon douce* ».

Patrice Joly, le Président du Conseil Général a rencontré Jean Bojko en 1989 à l'occasion de la co-organisation d'une création contemporaine pour le bicentenaire de la Révolution française dans la commune d'Ouroux-en-Morvan. Il a également participé, en tant que maire de cette commune, au projet « $32+32 = 2000$ et même plus ». Il a par la suite continué à s'inspirer du travail de la compagnie.

« On a fait des choses dans sa philosophie, sans que Jean Bojko intervienne. On s'inspire de leurs interrogations, de ce qu'est l'état de la société locale à un moment donné, la manière dont on vit et dont on sent les choses, le rapport de l'art et de la société. C'est une approche décalée, c'est un regard renouvelé sur les choses. Par exemple, pourquoi les petites communes ne pourraient pas être mises à l'honneur ? pourquoi ce qui est petit est négligeable? ça renvoie à un travail sur l'estime de soi, l'estime de son territoire, surtout ici ».

Le projet « Les 80 ans de ma mère » a particulièrement marqué et inspiré l'homme politique et, par lui, la politique du Conseil Général. Dans le cadre de l'élaboration d'un programme d'action publique intitulé « Nièvre 2011, inventons demain », les élus se sont appropriés le regard porté sur la vieillesse par le Théâtre Éprouvette ainsi que son approche

du troisième âge. « Nièvre 2011 » est une démarche stratégique et participative de développement durable. Elle a un enjeu prospectif et vise à construire une vision partagée de la Nièvre, à engager une dynamique collective pour penser l'avenir du territoire et à construire un modèle de développement durable dans tous les champs d'activités. Un des axes de travail du programme concerne les personnes âgées, il a été intitulé « revendiquer nos aînés ».

« Les 80 ans de ma mère, ça nous a aidé à regarder le troisième âge d'une autre manière, et ça a aussi aidé à ce que les personnes âgées se regardent autrement. Comment on pense l'avenir, comment on ne renvoie pas forcément les personnes âgées au passé, à la mémoire, mais plutôt comment on pense ensemble la société du moment et l'avenir ? ». Patrice Joly

Le Conseil Général invoque la population âgée de la Nièvre comme une caractéristique démographique de son territoire, à prendre en compte comme un attribut – et non un handicap –, et à transformer en ressource. Il souhaite revendiquer cette opportunité, notamment sur le plan économique, sur le plan de l'attractivité et sur le plan du lien social. En effet, d'une part, l'accompagnement des personnes âgées constitue une niche d'emploi à valoriser et, d'autre part, la prise en compte de cette population et la qualité des services proposés peuvent inciter d'autres personnes à s'installer sur le territoire (dont le climat est également très adapté), celui-ci connaissant une variation de population négative selon le dernier recensement.

« Aujourd'hui, on se dit que notre département a une population âgée et que ce n'est pas un drame. C'est plutôt une opportunité. Peut-on cultiver ça pour participer à répondre à notre problème démographique ? Assumons aussi notre taille et notre population ». Patrice Joly

Ce retournement symbolique est inspiré du travail du Théâtre Éprouvette. La compagnie fait basculer les perceptions et laisse son approche s'inscrire sur le territoire, à des endroits parfois surprenants.

D'une certaine manière, le Théâtre Éprouvette incite tout un chacun, et notamment certains élus, à regarder le territoire autrement. Lors de la création en 2004 d'une nouvelle communauté de communes, les élus devaient lui trouver un nom. La présence des trois plus grands lacs du territoire les amène naturellement à s'orienter vers la « Communauté de communes des lacs du Morvan », mais, dans la mesure où il existe d'autres lacs dans le Morvan, cela posait problème. D'un autre côté la « communauté de commune des Grands lacs du Morvan » sous-entendait une promesse, une « grandeur », voir une surestimation qui pouvait faire peur et provoquer des « sourires en coin ». Là encore l'approche « Théâtre Éprouvette » a fonctionné, dans le regard décalé qu'elle propose, la possibilité de faire de quelque chose de petit quelque chose d'important, de savoir prendre en compte des

caractéristiques pour les transformer en ressources valorisées. Pour Patrice Joly, « *comme on est toujours un peu dans l'auto-dévalorisation on n'aurait pas choisit ce nom là, mais heureusement on l'a fait et on a été labellisé pôle d'excellence rural. On doit regarder ce que l'on est et se dire qu'on vaut les autres, pas plus, mais on les vaut* ».

Pour postuler la « réussite » du Théâtre Éprouvette, le Président du Conseil Général insiste sur son ancrage local et sur la valorisation du processus, au détriment du « résultat ».

« Ce ne sont pas des coups. Il trouve des relais, des gens qui cautionnent. Il y a une proximité humaine qui arrive à être créée. Jean Bojko apporte ça, il porte un discours, une présence, un relationnel, qui peut être repris par les autres. Les formes, les temps de convivialité sont importants. On ne vient pas au spectacle ou voir une expo, on ne vient pas voir un produit fini, on participe à la construction. La participation aux différentes étapes de la création, c'est ce qui donne le sens global. Le sens est aussi important que la réalisation finale, le processus est primordial ».

Avec le temps, le Théâtre Éprouvette a acquis une certaine reconnaissance, pour sa manière de bousculer les schémas traditionnels mais aussi pour sa faculté à enrichir, de manière multidimensionnelle, un territoire et sa population. Le travail de la compagnie a des effets à deux échelles : au niveau local, mais aussi à l'échelle nationale par la large médiatisation de ses actions. Il participe au décloisonnement du territoire du Nivernais Morvan.

« *Au niveau d'un territoire c'est la même chose que dans la relation entre l'artiste et la personne âgée : comment tu prends l'autre en compte dans sa réalité, pour ensuite lui proposer quelque chose ?* ». Jean Bojko

L'ASSOCIATION AUTOUR DE LA TERRE, LE CENTRE DES RIVES

« Autour de la Terre, qui était basée à Auberive depuis 2003, a pris racine à Vaillant en 2010 (Haute-Marne / Champagne-Ardenne). Elle y ancre son “Centre des Rives”, un “laboratoire d’art contemporain, audiovisuel et documentaire en milieu rural” dans un grand bâtiment qui permettra de développer toutes ses dimensions (résidences d’artistes, projections, ateliers...). Autour de la Terre met en jeu différentes facettes de l’audiovisuel (création, diffusion et pédagogie), en associant découverte et convivialité, transmission du savoir, échange, implication des habitants, lien inter-générationnel. Ces nombreux événements, réalisés dans un contexte difficile (faible densité démographique), sont pourtant très suivis (5800 personnes en 2009, 6900 en 2010). Présentation de l’association sur son site internet.



Une association d'artistes à Paris, leur migration vers la campagne

L'association Autour de la Terre a été créée en 1993 à Paris par des artistes. Ermeline le Mézo pratique le montage de vidéos d'artistes, la musique électro-acoustique et la réalisation. Francisco Ruiz de Infante, plasticien espagnol, est arrivé en France en 1992 pour suivre un Master 2 aux Beaux Arts de Paris. Robert Cahen est un pionnier de l'art vidéo en France, de dimension internationale. Le champ artistique des créateurs de l'association est celui de l'audiovisuel expérimental. Ils défendent la création pluridisciplinaire en créant des ponts entre la vidéo, la musique et la danse contemporaines, et les arts plastiques. Aux prémices du projet, est également présent le film documentaire – le nom de l'association vient d'une commande pour la réalisation d'un film sur l'agriculture péri-urbaine en région parisienne-. En parallèle de la production de film, le projet de l'association est également tourné vers la transmission (interventions dans des écoles d'art), et la diffusion (programmation dans des festivals, en France et à l'étranger).

Dans sa pratique professionnelle, Francisco Ruiz de Infante défend l'idée d'un art contextuel.

« Je viens fondamentalement des arts plastiques, avec un intérêt fort pour le texte, la musique et la vidéo. Je crée des installations audiovisuelles, sonores, des projets qui prennent en compte la notion « d'in situ ». Au début je travaillais beaucoup par rapport à l'architecture des lieux, puis, petit à petit, j'ai pris en compte une notion de contexte plus large ».

Il produit des films vidéo expérimentaux, sans histoire narrative. Il est également enseignant à l'école d'art de Strasbourg (ESAD) où il anime un laboratoire d'art « hors format » (performance, vidéo, art contextuel). Pour lui, ce champ artistique est relatif à la production d'œuvres « *qu'on ne peut ni mesurer, ni peser mais qui s'observe dans le temps* ». Ermeline Le Mézo s'oriente en 2000 vers l'organisation d'événements culturels. Pour se former à l'intervention artistique auprès de publics éloignés de la culture, elle suit le Centre de Formation de Plasticiens Intervenants créé à l'ESAD de Strasbourg

L'installation de Ermeline Le Mézo et Francisco Ruiz de Infante en Haute-Marne, dans le village d'Auberive, à une vingtaine de kilomètres de Langres, est liée à une conjonction de facteurs personnels et professionnels.

« Francisco et moi nous étions mariés et très complices, et tous les deux d'origine rurale. On cherchait un endroit pas cher, dans un milieu très rural. On a cherché plus près de Paris, mais on est tombé amoureux d'Auberive et on s'y est installé en 1998 ». Ermeline le Mézo.

Pour Francisco Ruiz de Infante, l'installation dans ce territoire rural, forestier et agricole, est la conséquence de plusieurs facteurs : un côté pratique lié à la vie privée

(avoir un enfant, avoir de l'espace pour vivre, aimer la campagne...) et une vision plus sociale : « *Ici, il y a un côté écosystème, c'est-à-dire un espace réduit, avec peu de gens, où tu arrives à repérer tous les genres de relations que tu trouves au niveau mondial.* » Francisco Ruiz de Infante se définit comme un rural intermittent, puisqu'il travaille beaucoup en ville, en France et à l'international.

« Francisco se déplaçait beaucoup, moi je me suis dit, j'habite ici, j'ai envie d'y faire quelque chose. On a eu envie de ramener ici des choses qu'on aimait, qu'on avait vues dans des musées ou qu'on avait programmées, mais sous une autre forme, vivante, accompagnée. Parfois on était quelques spectateurs dans une salle en ville... mais ici on voulait réunir un large public autour des mêmes œuvres expérimentales, tout en s'amusant. Par ailleurs, en travaillant avec des danseurs, on avait ressenti de façon péjorative la notion de « spectacle vivant », par rapport au monde des images, qui lui, serait « mort » ? On avait envie de créer des situations où les images, les films, seraient investis humainement, vivants aussi ! Faire découvrir et partager ici les choses que l'on aime et qui nous semblent importantes pour la compréhension du monde, dans la convivialité.. C'était un défi ». Ermeline Le Mézo

En 2000, l'association Autour de la Terre commence à s'impliquer à Auberive pour y développer son projet artistique et culturel. Ce projet en milieu rural est inspiré des expériences préalables de ses fondateurs. Il vise à créer des événements qui mettent en jeu le contexte d'action et la rencontre (plutôt que des expositions dans des formats traditionnels), et à croiser des réseaux de publics.

Auberive est une commune de 200 habitants située dans le Pays de Langres, et le département de la Haute-Marne, en région Champagne-Ardenne. Elle fait partie en 2000 de la communauté de communes d'Auberive. Cette intercommunalité a fusionné en 2010 avec deux autres intercommunalités. La communauté de communes « Auberive-Vingeanne-Montsaigeonnais », regroupe désormais 53 communes, soit 8655 habitants). La Champagne-Ardenne est la seule région dont la population continue de décliner. Le plateau de Langres est une des régions les plus froides de France et offre un paysage principalement agricole et forestier. Démographiquement, ce territoire a une faible densité de population et un renouvellement négatif depuis quelques années (pour le Pays de Langres, une densité moyenne de 21,46 habitants/km², qui descend à 3 ou 4 habitants pour certaines zones rurales ; et un taux d'évolution de 1999 à 2008 de -1,65 %). Ce territoire, bien que champenois, est plus proche de la Bourgogne, la grande ville la plus proche étant Dijon (à environ 1h de voiture). Un Parc National inter-régional (autour de la forêt feuillue de plaine) est en cours de construction sur ce territoire (depuis 2010). Au niveau économique, les principales activités du Pays de Langres sont l'agriculture (grande culture sur les plateaux, polyculture/élevage axées sur la production de lait et de viande sur les

coteaux et vallées), la forêt (filiale bois, chasse), l'industrie (plasturgie, transport, logistique), le commerce, les services à la personne et le tourisme.

« Ici, les gens savent que c'est beau, que la nature est préservée, que c'est un milieu particulier. Par contre, il y a un côté un peu paumé, désespéré. Les gens s'en vont, car il n'y a pas de boulot et de formations supérieures. Il y a de plus en plus de résidences secondaires, il y a beaucoup de personnes âgées et, dans certains villages, il n'y a plus d'enfant. C'est aussi un endroit froid. Certains appellent ça le désert vert, la Sibérie ! Mais il y a une fierté liée au patrimoine naturel et architectural ». Ermeline le Mézo

Du projet artistique au projet de territoire

Premiers contacts locaux

En 2000, l'abbaye d'Auberive est en vente. Ermeline Le Mézo et Francisco Ruiz de Infante s'investissent dans la création de l'association A.B.I. (Abbaye, Bâtir, Innover). Cette dernière cherchera pendant deux ans, avec de nombreux adhérents (communes et habitants), à proposer des solutions pour que cette abbaye soit acquise par la collectivité et puisse, d'une part, continuer d'y accueillir le Centre d'Initiation à la Nature (qui y recevait des classes vertes toute l'année), et, d'autre part, y développer de nouveaux projets culturels et de développement local.

Par ailleurs, Autour de la Terre suit avec beaucoup d'intérêt le mouvement des « friches ». Michel Duffour (secrétaire d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle), « constatant le développement, en dehors des champs institutionnels et marchand, de nombreux lieux et projets artistiques revendiquant leur inscription sur le territoire », avait commandé une étude à Fabrice Lextra. Le rapport, *"Friches, laboratoires, fabriques, squats, projets pluridisciplinaires...Une nouvelle époque de l'action culturelle"* est publié en 2001. Pour le ministère de la Culture et de la Communication, il s'agit de « sensibiliser les acteurs publics sur l'ampleur du phénomène, et de mettre en place des mesures d'accompagnement de ces initiatives, qui jouent un rôle majeur dans la vie culturelle locale et l'émergence des pratiques artistiques ». C'est dans ce contexte, et dans la dynamique d'un projet collectif pour l'abbaye d'Auberive, qu'Autour de la Terre a imaginé son projet local, le Centre des Rives, comme un centre d'art contemporain et documentaire en milieu rural.

Les premiers liens avec les acteurs locaux (associatifs, élus, habitants et tutelles) se tissent dans le cadre de l'association A.B.I. Le projet collectif et public n'aboutit pas, mais Autour de la Terre commence à imaginer des actions de préfiguration d'un centre d'art *sans lieu* (aucun local n'étant disponible dans les environs). Pour construire leur projet, Ermeline Le

Mézo et Francisco Ruiz de Infante observent d'autres expériences sur d'autres territoires. Ils cherchent aussi dans un premier temps à créer des liens, et à proposer de petits événements conviviaux et inter-générationnels pour connaître mieux les habitants. Cette démarche les amène à proposer la création d'épouvantails ou de stands originaux pour la kermesse de l'école, et à organiser un « Grand Concours Mondial d'Accordéon des papis et mamies de Haute-Marne », finalement inter-générationnel, et au jury loufoque.

Participation à la construction de la charte du Pays de Langres

Les porteurs du projet s'investissent rapidement dans le développement local. Ermeline Le Mézo est alors élue de la commune d'Auberive et participe activement aux réunions pour la construction de la Charte du Pays de Langres.

Les Pays ont été mis en place en 1999 pour développer des projets de territoire qui partiraient de la base, grâce à un Conseil de Développement Local. Ils permettent de faire travailler ensemble la société civile et les élus. La charte du Pays de Langres a été élaborée pour 10 ans. Selon Sonia Guoussan, qui travaillait à l'époque au Pays de Langres, la société civile s'est ici beaucoup impliquée, elle a été un vrai moteur. Elle explique qu'il a fallu croiser les visions pour aboutir à un projet partagé, ce qui ne s'est pas fait sans douleur. La culture était le deuxième pilier de la charte, mais paradoxalement les communautés de communes ne souhaitaient pas prendre cette compétence, pour privilégier le développement économique. L'association Autour de la Terre s'est impliquée très tôt dans la charte, au moment où ses acteurs venaient juste d'arriver sur le territoire, ils ont eu un rôle important qui leur a permis de tisser des liens, de connaître les acteurs et de se faire connaître. Leurs champs artistiques –l'art contemporain, l'audiovisuel expérimental et documentaire - étaient peu développés sur le territoire. Pour les autres acteurs locaux, ce n'était pas évident au début. Le milieu culturel local était plutôt tourné vers le théâtre - notamment burlesque- et le patrimoine -au sens des pierres et du bâti-. Au niveau du cinéma, il y avait quelques projections de films historiques dans des lieux historiques, l'été, en plein air (qui s'arrêteront après quelques années).

La réception du projet d'Autour de la Terre semble au départ difficile, et objet de réticences de la part des élus et de certaines associations locales.

« On s'est pas mal battu pour que, dans la charte, la culture ne soit pas restreinte au spectacle vivant et au patrimoine, et pour que le patrimoine soit élargi au patrimoine naturel, humain, les savoirs-faire, les passions, les connaissances, le côté savant des gens. Diderot est né à Langres, il y avait une volonté dans la charte de valoriser l'esprit encyclopédique, donc on a pas mal réfléchi à ça, aux savoirs des gens du coin... On s'est battu parce que les élus s'intéressaient plus au bâti, à l'investissement dans la pierre. Nous on disait qu'il fallait

investir dans l'humain, l'image, créer des images...On avait du mal à faire intégrer certains mots, comme « résidences d'artistes » ou le mot « création », qui a même été retiré de la charte. Au début du Pays de Langres, paradoxalement, la société civile n'avait qu'une voix consultative ». Ermeline le Mézo

La construction de la charte du Pays est un des cadres importants du processus de rencontre entre l'association et les acteurs du territoire. Processus qui inclut des formes de reconnaissance mutuelle mais aussi d'incompréhensions.

« Au départ on voulait faire très vite, on était très excité. On était parisien, étranger en plus pour ma part, on nous a dit ça va vous prendre 10 ans et c'était vrai! ».

Francisco Ruiz de Infante

« On nous disait que l'art contemporain, ce n'était pas pour les gens d'ici, qu'il ne fallait pas trop leur en demander. Nous on n'était pas d'accord avec cette idée là. On nous disait qu'il faudrait 15 ans pour être accepté et reconnu, pour faire partie du milieu culturel, on était effrayé de cette lenteur ». Ermeline Le Mézo.

Pour un des élus locaux, les débuts de l'implication de l'association dans les débats n'étaient pas faciles, car leurs schémas étaient urbains. Cela était ressenti comme une forme de rapport de domination par rapport aux ruraux. Pour lui, c'est au fur et à mesure du temps que l'association s'est mise à l'écoute du territoire, ce qui est aujourd'hui le cas.

Créer des formes, repérer des acteurs, choisir des thèmes : les événements constitutants

À son arrivée en 2000, l'association porte une identité artistique, une vision politique, un désir de tisser des liens et de la convivialité avec les habitants, et une volonté de s'intégrer dans le développement local, voire même d'influencer la politique culturelle. Rapidement l'association crée des formes d'actions qui rassemblent ces différents axes. Le territoire d'action s'étendra progressivement depuis la communauté de communes d'Auberive, au Pays de Langres, puis au Pays de Chaumont, au département et à la région Champagne-Ardenne sur certaines actions, avec des partenariats dans le Grand Est (Bourgogne, Lorraine, Franche-Comté).

Le projet étant porté par des artistes, certains interlocuteurs institutionnels sont sceptiques sur leur capacité à créer un « centre d'art », sans volonté institutionnelle ou politique locale assez forte. Par ailleurs, le contexte très rural, dans lequel les financements sont restreints, est aussi un handicap par rapport à des projets plus urbains, dans le même

domaine, potentiellement mieux financés. Le projet démarre avec de petits moyens et sur la base du bénévolat.

En 2003, la première année de « préfiguration » du Centre des Rives démarre par plusieurs actions qui marquent des directions de travail .

L'implication personnelle d'un artiste : un projet au musée et dans les quartiers

Un des choix faits en 2003 est de mettre en jeu localement la création d'un des porteurs de l'association. Francisco Ruiz de Infante est un artiste de dimension internationale. En 2003, il réalise une exposition au musée d'Art et d'Histoire de Langres, incluant aussi à sa demande un volet artistique dans les « quartiers neufs » de la ville. Il attire l'attention sur une passerelle désaffectée entre deux immeubles, la réouvre et l'investit temporairement. Autour de la Terre collabore avec plusieurs associations du quartier. Elle organise un « concours de soupes du monde » avec le centre d'accueil des demandeurs d'asile et les associations d'alphabétisation, puis des visites de l'exposition au musée. Une soirée de projection en plein air est prévue dans le quartier. L'intention de l'association est de contribuer à ouvrir le regard des habitants de Langres sur les quartiers neufs, isolés, voire stigmatisés. L'idée est de signifier qu'en tant qu'artistes, ils vont chercher des lieux d'investigation différents, qu'ils ont la volonté de croiser leur pratique artistique avec le champ social, et de valoriser la dimension humaine présente localement. C'est un acte symbolique. Le travail exposé au musée s'est révélé assez polémique pour certains élus. La soirée dans les quartiers neufs a été plus médiatisée du fait d'une grave bagarre indépendante du projet, que pour l'action artistique. Ce projet marque cependant la volonté de l'association, dès ses débuts, de travailler en réseau et d'inscrire son action en lien avec le territoire et ses habitants. Il montre également une vision politique de l'action de l'association. Francisco Ruiz de Infante parle de « micropolitique », de volonté de « micro-révolution pour faire évoluer des choses ».

Du Cabaret à Tapas aux Projections-Dîners-Rencontres

Les deux initiateurs aiment les grandes fêtes de famille, les banquets, et les concours culinaires loufoques. Ils ont observé l'importance de la convivialité et de la nourriture dans les temps de rassemblements locaux. L'été 2003, un « Cabaret à Tapas » est organisé par Autour de la Terre à la salle des fêtes d'Auberive, autour de films « bizarres » qui concernent l'inconscient et l'étrange, accompagnés d'une multitude de petits plats. La salle des fêtes étant laide, un travail est nécessaire pour la transformer, par la lumière et la scénographie. C'est un test. Le public est déstabilisé, mais il en redemande. Le cycle des « projections-dîners-rencontres » est lancé : une gastronomie originale, une scénographie

qui transforme les lieux habituels, la recherche d'interactions entre les artistes et les spectateurs.

« On sert les gens aux petits oignons, comme des rois, avec un buffet. Ils font la queue, donc ils parlent, ils discutent. Ils se font un point de vue, se forgent un patrimoine audiovisuel sur des choses qu'ils n'auraient sûrement pas été voir autrement. On propose 'un plat, un film, un plat, un film', les gens bougent, circulent, on ne les sert pas à table. La nourriture est en lien avec le film. Il y a beaucoup d'interactions, de temps de paroles. On présente les films, on invite les artistes, on propose des livres en lien avec la thématique. Pour nous, l'accompagnement est très important et la nourriture en fait partie, ainsi que la scénographie, les modalités d'accueil, la lumière, les procédures de rencontre auxquelles on convie le public... Il y a toujours un aspect festif, inventif. Par exemple, lors d'une soirée, les artistes Lidwine Prolonge et Yann Weissgerber relevaient les noms en accueillant les gens. Ensuite, chacun recevait son verre d'apéro avec l'anagramme de son nom. Pour des films d'un arménien, Artavazd Péléchian, on a mis de jeunes agneaux dans l'enclos central autour duquel étaient disposées les tables. Parfois les gens se souviennent autant d'un détail comme ça que du film ». Ermeline le Mézo

L'association a pointé très vite que ce qui réunit, sur le territoire, c'est le repas .

« C'est quelque chose qui doit être intégré à la proposition, qui fait venir les gens, et qui leur donne envie de se rencontrer. L'association a toujours pratiqué des prix bas, en moyenne 10 euros tout compris, ce qui permet aux gens de venir en famille, à plusieurs ». E. Le Mézo.

Résidences d'artistes ou artistes immergés...le porte-à-porte

L'accueil d'artistes fait également partie des fondements de l'association, avec une approche singulière de la « résidence ».

« Au départ, le terme de résidence nous gênait un peu, on trouvait ça bourgeois, la résidence de quoi ? On avait eu des expériences dans des résidences d'artistes « Hors-sol », sans lien particulier avec le contexte. Alors ici, on parlait plus d'artistes « associés, immergés », complices du projet. On s'est posé la question de l'appel à projet, pour choisir des résidents, mais on savait par expérience que la complicité ne serait pas la même. Les artistes arrivent ici par nous, on leur donne des infos, des clés, sinon ce n'est pas possible. D'une certaine manière, on oriente les projets, car nous sommes aussi artistes. La plupart du temps, il y a un vrai travail de collaboration. ». Francisco Ruiz de Infante

L'accueil des artistes est pensé dans la même dynamique que le projet global : un travail contextuel, accompagné et non déconnecté du territoire. Tout en souhaitant laisser sa liberté de création à l'artiste, l'association entend l'introduire sur le territoire, élaborer le projet de manière commune, pour l'ancrer et lui donner du sens localement.

La première résidence a été celle de Séverine Hubard, en 2004, qui a été un acte fondateur. Cette jeune artiste sculpteur travaille à partir de récupération, pour créer des installations et des performances. Elle produit des oeuvres liées au contexte, au cadre, aux matériaux présents. Ensemble, ils montent un dossier de financement européen (Leader +) pour réaliser un programme d'actions sur un an. Séverine Hubard prévoit de greffer « une charpente dans un arbre », de créer une grande installation avec des portes et fenêtres, de réaliser un atelier vidéo avec des personnes en insertion, ainsi que des interventions dans les écoles et au musée de Langres... La conception de cette résidence est une « négociation » entre le projet artistique de Séverine Hubard et les objectifs de rencontres avec le territoire, portés par Autour de la Terre. L'artiste a elle-même repéré des éléments sur le territoire pour être force de proposition. Pour Ermeline Le Mézo, l'intention portée par cette résidence et celles qui ont suivies, est aussi de créer des images « ici », qui puissent circuler, être exportées. Une série de 12 cartes postales, en photo montage (projet-réalisation) sera d'ailleurs donnée gratuitement au public au fil des soirées.

« Il y a eu, dès le départ, un lien avec la Charte du Pays de Langres, essayant de créer une identité au territoire, qui manquait d'image. On s'est dit qu'on pouvait en créer, des images, avec les artistes. Pour moi, il s'agit de créer une image positive ou étonnante du territoire, l'éclairer, lui donner des couleurs, remarquer quelque chose que l'on n'avait pas encore vu. On a toujours eu envie que les artistes se frottent avec le contexte. Ce qui est intéressant pour nous, c'est le milieu ». Ermeline le Mézo

Au cours de sa résidence, Séverine Hubard a créé une installation monumentale, un labyrinthe à partir de portes et de fenêtres qu'elle récupérait chez les gens, en faisant du porte-à-porte. L'idée de « porte-à-porte » est devenue par la suite une direction de travail pour les autres résidences, afin que les artistes puissent rencontrer les gens et faire le tour des villages. Selon Ermeline Le Mézo, « *il y a plus de chances que la personne qui a donné sa porte bleue vienne voir l'installation* ». L'oeuvre de Séverine Hubard, réalisée sur un grand terrain privé, visible depuis la route, a duré de l'été à l'hiver, puis a été démontée. Le jour du vernissage, l'association a projeté des films autour du bricolage dans l'art, les gens étaient installés sur 120 chaises toutes différentes et mangeaient des plateaux-repas sur des planches de chêne massif pris à la scierie. Ce fut la première projection en plein air, naissance d'une longue série.

Pour un élu local, maire d'une petite commune qui suit le travail de l'association, leur projet n'a pas toujours été reçu facilement. Pour lui, l'art contemporain fait débat, souvent c'est houleux et pas très positif car les gens « ne comprennent pas du tout ». Il explique comment des propositions artistiques ont pu « faire sourire » certaines personnes, en « bloquer » d'autres, et déclencher des oppositions, notamment relatives aux subventions attribuées.

« Cette installation du labyrinthe a été polémique. On en a payé les conséquences pendant des années avec un élu qui, sans avoir vu l'œuvre, n'a jamais voulu nous rencontrer, mais a contribué à rendre difficile notre accès à certains financements locaux. Mais l'œuvre a aussi marqué les esprits. Une gamine d'à côté venait y rêver et dessinait des labyrinthes qui ressemblaient à l'œuvre... ». Francisco Ruiz de Infante

Francisco Ruiz de Infante évoque également la fête locale du 1er mai, dont la tradition consiste à ce que les garçons d'une part coupent des branches et les déposent à la porte des filles, et d'autre part déplacent les objets de manière désordonnée. Il remarque que depuis le labyrinthe de Séverine Hubard, les garçons font de véritables installations avec les objets, « *c'est une anecdote mais c'est beau* ». Dans le cadre de sa résidence, Séverine Hubard a également réalisé un film avec des personnes en insertion de la Régie Rurale, sous forme d'auto-portraits. Cette action a ouvert des voies locales pour l'association, dans le champ de la « création partagée ».

Culture et insertion

Dès son arrivée, l'association rencontre la Régie Rurale de Vaillant, une association d'insertion, mise en place en 1997 par des élus locaux. Les activités d'insertion pour les personnes rencontrant des difficultés sociales concernent au départ l'entretien des espaces verts des communes. Il manquait une activité orientée vers les femmes. En 2000, l'idée est lancée, avec des agriculteurs à la retraite, de créer un jardin d'insertion dans le « Réseau Cocagne ». Le but est de cultiver des légumes en agriculture biologique pour des adhérents locaux. Pour l'actuel directeur, Thierry Fourier, la Régie Rurale avait un enjeu de visibilité et de valorisation. Il voulait « montrer ce que l'on fait ici, sortir du vase clos », valoriser les personnes en insertion et leur travail. En 2003, Autour de la Terre propose au jardin de projeter le film d'Agnès Varda « Les glaneurs et la glaneuse » lors des Portes Ouvertes. Suite à l'accueil très positif, un autre événement sera co-organisé au théâtre de Langres avec les associations sociales du territoire, autour de l'insertion et de la solidarité. Pour Ermeline Le Mézo, l'enjeu était « *d'intégrer la notion de culture dans l'environnement des personnes en difficulté, et de faire entrer la question de l'insertion dans un lieu de culture comme le théâtre* ».

Une autre action avec le jardin d'insertion, la « Fête de la Patate » a été inventée à l'initiative de Séverine Hubard, alors en résidence. Elle souhaitait inviter un poète contemporain, Lucien Suel, qui écrit sur les jardins. L'association des Jardiniers de France cultivait alors des pommes de terre à Vaillant pour les Restos du cœur.

« Pendant la fête, les gens déterraient les patates, le poète proposait des lectures dans le hangar, des films étaient projetés, il y avait des dégustations de petites patates et un troc de plantes. La fête dans le hangar est devenue un évènement annuel attendu, un grand rendez-vous rituel. Il y a un public très mixte, des jardiniers, d'anciens agriculteurs, les gens en insertion, et des gens qui viennent pour les propositions artistiques (film, artistes), pour les débats avec les invités ».

Ermeline le Mézo

Pour Francisco Ruiz de Infante, cet évènement fait partie de ceux qui ont largement contribué à l'intégration de l'association localement, en y attirant en particulier un public assez âgé des villages alentours, et des élus. Tout comme les projections-diners-rencontres, cette collaboration marque un fondement important de l'action de l'association Autour de la Terre sur le territoire, par le choix d'un travail partenarial et par les choix thématiques qu'elle a rapidement opérés. Les nombreuses projections qui ont suivi au jardin d'insertion ont permis un travail de fond sur des questions d'environnement, et des alternatives agricoles, économiques ou sociales. Maintenant, même si la « Fête de la Patate » ne s'appelle plus ainsi, la date reste un moment phare dans la vie du territoire, plébiscité pas les habitants.

L'association Autour de la Terre et ses actions

La structure associative

Au démarrage de l'association à Auberive, il y a une forte imbrication entre la vie de ses « animateurs » et le projet. Hormis Francisco Ruiz de Infante et Ermeline Le Mézo, le conseil d'administration est constitué de personnes ne vivant pas sur le territoire, plutôt des « urbains », des artistes, qui portent une forte vision artistique et culturelle. En 2008, l'association a fait le choix d'ouvrir son conseil d'administration, après avoir rencontré localement des partenaires de confiance, des gens du territoire qui adhéraient au projet, tout en conservant deux niveaux d'adhésion pour protéger l'axe artistique et les acquis de la structure. Depuis 2011, l'assemblée générale est ouverte à tous. Pour entrer au conseil d'administration, il faut faire acte de candidature par une lettre de motivation. Le noyau de l'équipe « repère » et recrute des gens après les avoir rencontrés de façon récurrente sur des évènements. L'association contribue à l'intégration de nouveaux habitants.

« Dans le conseil d'administration, il y a des gens de Paris, Mulhouse, Chaumont, Langres, et des villages d'ici. Il y a maintenant une forte proportion locale, des gens avec qui on a travaillé, qui font des métiers différents et qui ont des références culturelles variées. Chacun apporte ses passions, ses envies. Je donne des films à Malou pour avoir son avis, on va voir des expos ensemble, je fais confiance à son regard. Thierry intervient sur le social et l'emploi, les conseils politiques et diplomatiques. Pour certains, ce sont des coups de main pour la cuisine,

l'accueil, le site internet, la comptabilité, la presse, les photos...Le fait qu'un agriculteur ou un forestier soient là, ça compte beaucoup. Ils ont un rôle de passeur. L'engagement crée du lien social, il y a une fierté de participer. Chacun donne à son endroit, en fonction de ses disponibilités, c'est à dimensions variables ». Ermeline le Mézo

Aujourd'hui, l'association compte un bureau, des membres actifs, des adhérents, et du personnel salarié : une coordinatrice à plein temps depuis 2008 (Ermeline Le Mézo), et trois mi-temps (un employé polyvalent, un contrat aidé, un volontaire en service civique). Le conseil d'administration regroupe 20 personnes.

Les projections diners-rencontres

Les « projections dîners rencontres » se déroulent plusieurs fois par an, souvent dans des endroits atypiques. Le point de départ peut être un lieu (par exemple un aérodrome, une carrière désaffectée), un film, une personne, une thématique... L'association part des spécificités du territoire pour mettre en place ses soirées. Par exemple, Claude Levi-Strauss avait une maison dans la région, l'association a donc fêté ses 100 ans. Entre un film sur l'ethnologue et un autre tourné en Papouasie, l'association a servi un repas papou (avec une haut-marnaise d'origine papou), suivi d'un concert avec une ethnomusicologue brésilienne. L'association entend mettre en lumière le patrimoine humain, avec des sources d'inspiration aux résonances locales.

« L'idée, c'est de valoriser les savoirs faire des gens du coin, mettre en valeur des passions, des secrets, des engagements, donner de la visibilité pour des choses qui ne sont pas visibles normalement. Pour la soirée annuelle « herbe sauvage » où l'on cuisine l'ail des ours et l'ortie, outre des films en lien avec la botanique, on invite un collectionneur de plantes rares et minuscules. Ce jour-là, il partage avec le public par des images qu'il apporte, sa passion pour des variétés anciennes ou extravagantes qu'il a dans son jardin qui ne se visite pas. C'est pareil pour la soirée avec quelqu'un qui a construit un observatoire d'astro-photographie dans son champ, il accorde à notre public le privilège d'approcher une passion cachée ».

Ermeline le Mézo

Dans l'antre d'un garagiste agricole très populaire, l'association a organisé une soirée avec un film sur le Garage Moderne (garage associatif à Bordeaux, qui est aussi un espace artistique). Les spectateurs ont eu droit à une visite guidée du garage, un repas noir (algues, crêpes au charbon), un quizz d'outils... Le public est constitué des habitués du garage et des gens du village. Ce genre de soirée contribue à mettre en valeur ce garagiste atypique, un humaniste qui accueille beaucoup d'apprentis. Le but est de mettre en

résonance, avec l'art contemporain ou l'audiovisuel, des pratiques locales, sur des sujets techniques, patrimoniaux, humains ou environnementaux.

L'association ne se cantonne pas au lien avec des sujets locaux. 150 personnes ont fêté « la chute du mur de Berlin » dans un village en pleine campagne. Dans une carrière désaffectée à l'ambiance lunaire, l'anniversaire du premier pas de l'homme sur la Lune a été l'occasion du lancement d'un cycle de soirées spatiales. « Le tourisme expérimental » a été évoqué par des courts métrages, une conférence par un membre du Latourex et un repas composé uniquement d'aliments en A. Une soirée sur l'alchimie mélangea du cinéma expérimental, des films créés pour cette soirée par l'équipe, et des mets tous jaunes d'or, dont des fleurs de soucis cristallisées.

Les projections en plein air

Elles ont démarré en 2004 avec le vernissage de l'installation de Séverine Hubard, puis avec un « cabaret à 4 pattes », dans un centre équestre. Depuis, l'association repère des lieux atypiques qui permettent ce type de projections, à la tombée de la nuit. En 2005, un partenariat annuel se noue avec la Ligue de l'Enseignement autour du chantier de jeunes qui construit des cabanes dans de petits villages. Ces cabanes, des curiosités locales, sont habitables, les nuits d'été ou deviennent un but pour la balade du dimanche. Un élu local accueillant dans sa commune un chantier de construction de cabane pense que « *ça rassemble les gens et ça fait découvrir des territoires* ». La soirée organisée par Autour de la Terre avec le chantier permet de valoriser le travail des jeunes en attirant du monde pour une visite guidée, et en proposant un contenu filmique qui entre en résonance avec le site... La projection en plein air est devenue un rituel annuel qui a attiré jusqu'à 250 personnes en 2011. Ces projections amènent l'association à sillonner le territoire dans un rayon de plus en plus large, en lien avec de nouvelles associations locales et des communes. Les projections sont gratuites et attirent un public qui se déplace de village en village, venant parfois de 40 kilomètres. Autour de la Terre apprécie particulièrement les moments où, dans un petit village, la population grimpe pour une soirée de 40 à 150 personnes. L'association cherche à mettre en lumière des activités à valoriser. Ce fut le cas d'une commune qui a réussi à passer de 19 à 50 habitants. Un film et un débat ont été l'occasion d'attirer l'attention sur la démarche active d'accueil de nouveaux habitants, dans une atmosphère festive. Ermeline Le Mézo est toujours en recherche de nouveaux villages ou de sites originaux à activer.

« On aime sillonner le territoire. Comme depuis 2009 on a moins de budget pour les résidences d'artistes (suite à une réorientation des crédits de la DRAC, des arts plastiques vers le cinéma), on ne fait plus de porte-à-porte. On voudrait maintenant réactiver cette idée dans le cadre des projections en plein air, relier les villages par une tournée, aller voir les habitants en

amont, approcher les habitants des villages pour une « première fois » en installant un bureau mobile, dans un nouveau dispositif : le « Saute-Ruisseau ». Ermeline Le Mézo

Les résidences d'artistes

En 2004, le deuxième « porte-à-porte » avec l'artiste Marie Bouts, s'articule autour de la rencontre avec les habitants d'un village, à partir de la question « Racontez-moi l'histoire de votre maison ». Il a abouti à la réalisation de cahiers « faits main » donnés aux participants, puis à la publication d'un livre et des rencontres publiques avec l'artiste.

Zoé Chantre et Alexandra Pianelli, jeunes artistes, étaient encore élèves de Francisco Ruiz de Infante à l'ESAD de Strasbourg quand elles réalisèrent un autre porte-à-porte en 2006. Il s'agissait d'organiser un cycle de « projections privées » chez l'habitant en tant que « prétexte de rencontres ». Pour les deux artistes, ce projet permettait d'aborder les notions de quotidien, bousculé le temps d'une soirée, d'intimité rendue publique, et de découverte cinématographique. L'association a publié un livre qui retrace cette expérience. Le projet était donc constitué de deux facettes : les rencontres, et le livre. Le livre est vendu dans des librairies parisiennes d'art et de cinéma. Il a inspiré un axe de travail à une universitaire italienne, qui a invité les artistes à rencontrer ses étudiants à Milan en 2011.

Extraits du carnet de route :

« Le protocole est simple : l'espace privé (la maison) devient le cinéma, et son propriétaire devient l'exploitant. Les proches et les amis du propriétaire deviennent le public, Zoé et Alexandra les conseillères de programmation, les projectionnistes et les animatrices du débat ».

« Dernière projection : Solange est la première personne qu'on a rencontrée et la dernière à recevoir le cinéma chez elle. Une partie de la famille est déjà là. La fille, la petite-fille, le fils et la belle fille. Ils ont débarrassé le salon. Aucun problème technique. (...). On suppose que le film va leur plaire, mais il reste un défi : Solange nous a confié qu'en général, elle a du mal à rester éveillée devant les films. Noir. Nous l'observons. Défi relevé : elle ne s'est pas endormie. Des aboiements dans la cuisine. La projection se termine. »

Projection privées (carnet de route), Zoé Chantre et Alexandra Pianelli.

Editions des Rives dangereuses, 2008.

En 2005, Séverine Hubard a été à l'initiative et partie-prenante d'un autre porte-à-porte, qui a marqué les esprits : la Charrette. Les sept artistes du collectif Intérim avaient aménagé un plateau agricole en cabane, studio vidéo, cantine etc... L'idée était de proposer un travail de création « à vue », en remontant la vallée de l'Aube et en s'arrêtant dans chaque village. Tous les jours, les artistes proposaient des rencontres autour de leur travail en cours et des « apéros au petit vin blanc » avec les habitants. Gérard Prolonge, maire de la commune de Bay-sur-Aube qui a accueilli la charrette, reconnaît l'intérêt du projet.

« C'est un projet qui a bien marché. Les artistes allaient dans les villages et rencontraient les gens, c'est très positif. Si vous vous contentez de faire une installation et que les gens ne comprennent pas ce qu'il y a derrière, qu'ils ne rencontrent pas l'artiste, ils ne cherchent pas à voir ce qu'a voulu faire passer l'artiste. Avec la Charrette, ils étaient sur la place du village, ils expliquaient ce qu'ils faisaient, ils disaient - bah tiens ce soir venez, on fait un petit rassemblement autour du char, on boit un coup- Certains rigolent un peu, mais ça laisse un bon souvenir, ça démystifie l'art contemporain ». Gérard Prolonge

Les artistes en résidence ont fait évoluer le projet global de l'association, en participant fortement à la rencontre avec le territoire et ses habitants et en s'y confrontant. Ils jouent aussi un rôle de passeurs, en donnant des rendez-vous dans les soirées suivantes aux personnes rencontrées sur le terrain. Leur présence contribue à croiser les publics et à en créer de nouveaux.

« Plus que spectateurs »

Autour de la Charrette, l'association a connu Sœur Félix, la mère supérieure du couvent de Saint Loup sur Aujon. Avec elle, l'association a inventé le dispositif « Plus que spectateur » qui est un partenariat avec une personne, une structure ou une commune qui souhaite co-organiser une projection. Le demandeur choisit le film avec l'association, s'occupe de la communication, prend parfois en charge une partie du budget, et attire son public. À la suite de plusieurs projections au couvent de Sœur Félix à partir de sujets religieux (de grands films de cinéma d'auteur), les sœurs ont décidé de changer de registre et de choisir des sujets parlant du monde, comme « les paysans sans terre au Brésil ». L'association a co-organisé une soirée avec des crémiers d'origine Suisses, autour de l'immigration suisse du début du XXème dans la région, une histoire oubliée. Après deux événements de ce type, des suisses des environs ont recréé des liens entre eux, et ils continuent de se retrouver à partir de la dynamique qui a été impulsée.

Selon Ermeline Le Mézo, le thème et la dimension « rencontre et lien social » risquent parfois de primer sur la forme artistique du film. C'est un sujet de négociation constant avec les partenaires, et un sujet de débat au sein de l'association.

Le Mois du Film Documentaire

Le Mois du Film Documentaire est un événement national, se déroulant en novembre depuis 1999. Il est coordonné au niveau national par Images en Bibliothèques et par des coordinations régionales. Autour de la Terre s'inscrit dans ce dispositif depuis 2003. En 2006, un budget du Conseil Général lui a été attribué pour impulser des projections dans des médiathèques, qui se sont ensuite autonomisées. Puis, le Conseil Régional a repéré

l'association en tant que ressource, et la soutient maintenant dans son rôle de coordination régionale pour contribuer au développement de l'événement, organiser des tournées, être une force de proposition. L'association met à profit son réseau et son savoir-faire et contribue à élargir le dispositif en organisant ou soutenant des projections dans des lieux atypiques et de nouveaux lieux. C'est un événement important pour l'association qui lui offre une reconnaissance régionale et une ligne de financement spécifique, et qui la connecte avec des partenaires nationaux et des autres régions.

Les dispositifs d'éducation à l'image

L'association s'est inscrite petit-à-petit dans des dispositifs d'éducation à l'image nationaux, comme « Passeurs d'images » qui soutient des projections en plein air, et des ateliers d'éducation à l'image. Pour les ateliers vidéo, ce dispositif cible en général les jeunes de quartiers en difficulté. Dans ce cadre, l'association a plutôt choisi de travailler avec des publics d'adultes en insertion ou en milieu rural (comme la Régie Rurale, des demandeurs d'asiles, une maison-relais...). Autour de la Terre a intégré le dispositif de projections en plein air « Passeurs d'Images » après avoir commencé à faire des projections hors de ce contexte. Elle bénéficie d'une spécificité dans le paysage national de ce dispositif, en ayant obtenu l'autorisation de projeter des films documentaires en vidéo, plutôt qu'avec un matériel cinéma, inabordable pour les moyens financiers de ses partenaires locaux.

D'autre part, c'est parce qu'elle fait désormais partie du paysage cinématographique régional que l'association Autour de la Terre est missionnée par l'office culturel régional pour accompagner le dispositif « lycéens au cinéma » dans le département de Haute-Marne. La dimension pédagogique est donc maintenant un des axes de travail local de l'association. Cet axe se développe aussi avec des Projets Artistiques Globalisés avec l'Education Nationale, ou des ateliers vidéos dans le cadre d'un appel à projets régional en direction des jeunes, hors temps scolaire. Avec le temps, la reconnaissance du travail de diffusion cinématographique a permis à l'association de s'inscrire dans des dispositifs existants pour mettre en œuvre des compétences, et une volonté de transmission et de médiation qui étaient dès le début au cœur du projet.

Une ressource pour le territoire

L'association Autour de la Terre apparaît comme une ressource importante pour le territoire, par les formes d'actions qu'elle met en œuvre, les contenus et les thématiques

qu'elle diffuse et les manières de faire qu'elle mobilise, notamment en termes de travail partenarial.

Mettre à disposition des ressources intellectuelles, créer du lien, ouvrir le débat

Patricia Andriot, Vice-Présidente du Conseil Régional, chargée de l'Economie Sociale et Solidaire, connaît l'association depuis ses débuts. Elle était elle-même engagée dans une autre association, l'Université Rurale du Pays de Langres, dont le but était de créer du débat sur le territoire, en lien avec des questions de société et d'impacts locaux. Pour elle, l'association travaille « en proximité » avec ce projet d'Université Rurale, par sa manière de créer le débat par le film, tout en proposant un cadre moins austère et plus convivial. Elle reconnaît le travail de terrain de l'association qui vise à participer à la conscientisation des populations locales par rapport à des problématiques sociétales, notamment les enjeux locaux.

« Ils ont une manière très astucieuse de le faire, ils savent bien aller chercher les films, faire le travail en amont de connexion avec les réseaux. Ce n'était pas vraiment une réalité quand ils sont arrivés sur le territoire avec leur démarche de résidence d'artistes, ils avaient un projet bien plus culturel. Aujourd'hui ils sont très reconnus localement ». Patricia Andriot

Pour cette élue, inscrite sur la liste Europe Ecologie - Les verts, l'association est proche de ce qu'elle défend sur le plan politique : une transformation écologique de la société, des préoccupations environnementales, sans être dogmatique et en partant des problèmes concrets et quotidiens du territoire et de ses habitants. D'autre part, l'association révèle les richesses du territoire, la diversité des savoirs faire, le patrimoine... Elle qualifie cette démarche de « très importante » pour un territoire en lequel « les gens ne croient pas ». « *Autour de la Terre parle aux gens de leur histoire, de leur culture ou de leur quotidien, de choses concrètes et locales, et les emmène vers des questionnements d'avenir.* » L'association travaille également à la mise en réseau social des habitants à travers les soirées qu'elle organise, et joue un rôle de médiateur dans la découverte de certains arts méconnus. Guy Jannaud, maire du Val-d'Esnoy, exprime la façon dont l'association « *force les gens à réfléchir, crée des relations, s'implique dans une dimension de développement local.* » Pour lui qui est issu d'une culture « d'éducation populaire », il retrouve dans les actions de l'association une proximité avec ses valeurs. « *La culture contribue au décroisement, à sortir les territoires ruraux de leur isolement. Il faut une vie riche pour attirer les gens ici, et la culture en fait partie.* ». Autour de la Terre semble être un endroit rare où puisse s'ouvrir la discussion entre les habitants, les acteurs et les élus.

Des thématiques reliées aux préoccupations locales et globales

L'association, par ses actions, traverse de nombreuses thématiques. Nous nous arrêterons sur l'une d'entre elles, qui est directement en lien avec le territoire sur lequel elle s'inscrit : l'agriculture. Le premier film montré par l'association sur le sujet date de 2006. Pierre Creton, contrôleur laitier et cinéaste, évoquait son métier d'ouvrier agricole, dans un film très artistique, singulier. Lors du dîner en présence du réalisateur, chacun devait apporter son appareil à raclette. Les plombs ont sauté ! L'association a rassemblé dans un petit village beaucoup plus de public que d'autres projections plus banales, organisées dans des cinémas en ville.

En 2007, l'association souhaite travailler de façon structurée avec des agriculteurs. Dans le Val-d'Esnois, un groupe d'agriculteurs, attentifs à leur milieu, s'est organisé en circuit court, avec des points de vente au village et à Dijon. Ermeline Le Mézo les a rencontrés, et leur a proposé 3 films à regarder. Ils ont choisi le plus polémique, sur la pollution de l'eau par les agriculteurs en Bretagne. Lors de la projection en présence du réalisateur Christian Rouaud, les agriculteurs ont assumé le débat en faisant des rapprochements avec des questions locales, et se sont remis en question. Le débat n'était pas agressif comme cela aurait pu l'être si l'association avait travaillé toute seule.

Des réalisateurs de Langres ont fait un film sur l'agriculture « bio » dans la région. Le soir de la projection, la salle était pleine. Les agriculteurs sont venus parce qu'ils connaissaient un des agriculteurs filmé, qui explique, un peu par provocation, qu'il vit mieux que les autres en travaillant moins. L'ouverture du public local à ces questions n'aurait pas été possible au début de l'action de l'association. Il y a eu une évolution de la société depuis 10 ans (époque de la vache folle), avec un foisonnement de films sur l'agriculture et les questions citoyennes autour de l'alimentation. Les agriculteurs eux-mêmes se posent des questions. L'association contribue localement à ce mouvement, le provoque et l'accompagne en étant attentive à proposer des œuvres montrant des alternatives, accompagnées par les réalisateurs, ou des spécialistes locaux ou nationaux.

L'association travaille régulièrement depuis 2007 avec des établissements agricoles, pour des projections (impliquant parfois les élèves dans l'organisation). Les directeurs d'établissement et les enseignants d'éducation socio-culturelle ou médiathécaires impliqués recherchent les interventions de l'association, car elle parvient à créer des débats sereins y compris sur des sujets sensibles (comme la disparition des abeilles, les OGM, la crise du lait, les variétés libres de céréales, le non-labour et la microbiologie des sols...).

En 2011, Autour de la Terre a organisé une projection et des tournages de séquences dans d'autres régions, sur le mouvement de « La Transition » qui questionne le passage « de la dépendance au pétrole à la résilience locale ». Cette initiative, qui a marqué les esprits

localement, a impulsé une dynamique associative collective qui se prolonge actuellement dans la préparation d'une étude-action sur ce sujet au niveau du Pays de Langres.

L'art du réseau et du partenariat

L'association a également développé une manière de faire qui légitime et ancre son action dans le territoire, en travaillant avec d'autres associations, d'autres secteurs d'activités, en s'inscrivant dans de nombreux dispositifs locaux ou régionaux, en participant à la structuration culturelle du territoire. L'association fait un véritable travail de mise en réseau multi-dimensionnel et inter-sectoriel. L'association a un rôle social important, elle travaille avec des structures très différentes qui peuvent parfois se mettre ensuite à travailler ensemble. Selon Sonia Gouessan, dans le Pays de Langres, il y avait un terrain très favorable au départ, avec de fortes collaborations associatives sur le territoire. Les élus et les acteurs locaux se sont rendus compte que s'ils ne travaillaient pas ensemble, s'ils ne montaient pas des projets, le territoire allait avoir des fortes difficultés. Le territoire était organisé en trois communautés de communes, avec une association de développement, l'ADECAPLAN, qui fut Groupement d'Action Locale, sur le territoire de ces communautés (qui ont fusionné en 2010). Le territoire a été précurseur en matière de coopération inter-communale, et pour sa capacité d'organisation collective, dans le domaine culturel (festival itinérant de théâtre Tinta'mars), des services à la population, de l'économie, de l'insertion et du développement touristique. L'association Autour de la Terre a su activer cette force présente sur le territoire, proposer des actions innovantes, en orchestrant des croisements.

Aujourd'hui, l'association participe à la réflexion autour du futur Parc National qui verra le jour sur le territoire d'ici 2014. Elle s'implique dans la commission Culture, et est force de propositions. Ermeline Le Mézo a été élue au sein du CESC (Conseil Economique, Social et Culturel) du futur parc.

Prolongement

Un opérateur de développement local

Nous avons vu précédemment la manière dont l'association Autour de la terre constitue une ressource directement mobilisée dans d'autres secteurs d'activités, notamment des secteurs que l'on pourrait qualifier de « connexes » comme l'éducation ou l'insertion. Aujourd'hui certaines associations ou communes ont le réflexe de se rapprocher de l'association pour organiser une projection, un débat ou aborder une question particulière. Pour Thierry Fourier, le directeur de la Régie rurale, Autour de la Terre est une ressource en termes d'ouverture et d'investissement bénévole. Pour lui, cette association marche à

l'envie, et il fait le lien avec les personnes en insertion qui doivent nécessairement avoir un projet de vie, une motivation, des désirs pour s'en sortir. La mobilisation suscitée par l'association Autour de la Terre l'intrigue et il souhaite s'en imprégner pour, peut-être, s'en servir autrement, dans le cadre de ses activités. Il pose la question : « *comment amener les personnes à marcher à l'envie et à trouver le fil de l'emploi ?* ».

Il nous faut également remarquer la dimension d'opérateur du développement local de l'association, dans la mobilisation des ressources territoriales qu'elle met en œuvre, notamment autour de l'agriculture, de l'environnement ou des savoirs-faire locaux... C'est par ce biais que l'association participe au développement du territoire. La plupart des acteurs liés au projet de l'association sont convaincus de cette fonction d'opérateur, même si cela semble demeurer quelque chose d'assez impalpable. Selon Patricia Andriot, « *cela se tricote petit à petit. Je suis convaincue que ça joue : il y a du monde aux soirées, des personnes qui ne sont pas forcément sensibilisées aux questions de développement local. Progressivement les gens s'acclimatent à cette pensée* ». En termes de politique publique (notamment au niveau régional), l'association fait également figure de référence dans la manière de penser le développement local.

Un lieu pour ancrer la démarche et jeter des ponts

L'association Autour de la Terre conforte cette position d'opérateur du développement local par un nouveau projet, en investissant depuis 2010 un bâtiment de 500 mètres carrés loué à l'intercommunalité, sur le site de la Gare de Vaillant, à côté du jardin de la Régie Rurale. Ce lieu permet de s'ancrer un peu plus dans le paysage local, notamment dans la mesure où l'association a été choisie par les élus pour occuper cet espace. C'est un geste fort, de la part des élus, d'avoir choisi une association culturelle plutôt qu'une activité « purement économique » comme c'était le cas avec des entreprises qui s'y sont succédées jusqu'à son arrivée. Avec ces locaux, l'association a obtenu des conditions de travail qui permettent de développer l'activité, d'embaucher, d'accueillir des résidents et des stagiaires. Le projet se construit dans un mouvement d'ancrage, qui n'empêchera pourtant pas l'itinérance, propre à l'esprit de l'association. Pour Ermeline Le Mézo, « *l'association ne doit pas s'enfermer dans le lieu, le Centre des Rives est un centre de rotation, une plateforme pour rayonner* ».

Le Centre des Rives, né sans lieu, s'ancre dans ce bâtiment en imaginant des complémentarités avec les autres acteurs présents sur le site. Le lieu sera plutôt saisonnier, l'été avec des expositions, des projections, et des ateliers de pratiques artistiques. Il n'y aura pas forcément un public uniquement attiré par la culture. Il faut imaginer comment faire venir le public sur un site assez isolé, entre deux villages.

En termes de participation, l'association aimerait impliquer de nouvelles forces vives, en particulier pour contribuer à une dynamique d'accueil. Par exemple, en créant un groupe de réflexion et d'action (ateliers vidéo, atelier de programmation) avec des gens qui ont envie de contacts, en particulier des nouveaux habitants. *« Le fait d'avoir un lieu confortable où l'on peut se retrouver, ça va faciliter ça. On pourra vraiment y créer des temps de rencontre et de travail conviviaux ».*

Une plateforme régionale d'économie sociale et solidaire

Sur le site de la gare de Vaillant, un projet collectif est en cours d'élaboration, né de la volonté des acteurs présents sur le site et des élus, dont Guy Jannaud, Vice-Président de l'intercommunalité, qui a fortement accompagné la démarche. En 2011, le Dispositif Local d'Accompagnement des associations a missionné la coopérative Oxalis, pour aider une démarche collective entre les différents acteurs du site (La Régie Rurale, Autour de la Terre, la Ligue de l'Enseignement, et la Communauté de Communes Auberive-Vingeanne-Montsaugonnais, propriétaire du site). La démarche collective a abouti à la définition d'un Pôle d'Economie Sociale et Solidaire, appelé à prendre la forme d'une SCIC. Les acteurs exerçant dans des domaines différents souhaitent mutualiser des moyens matériels et humains, créer des actions communes, et développer de nouvelles éco-activités sur le site à l'avenir. Un bâtiment vacant va être réhabilité et transformé en hébergements temporaires, permettant d'accueillir des stagiaires et des salariés en formation.

Selon la vice-présidente régionale à l'Economie Sociale et Solidaire, il s'agit de faire reconnaître et de soutenir ce site où des acteurs investissent sur l'avenir du territoire, en créant de l'emploi dans une logique sociale et solidaire, dans une démarche environnementale, tout en entretenant le dialogue avec les habitants. *« Contribuer à ce que l'économie sociale et solidaire soit reconnue comme un levier du développement de l'emploi durable de qualité, qui prépare à des emplois de demain et qui connecte les problématiques de l'emploi, de l'économie, du social et de la culture ».* Le Conseil Régional repère des dynamiques intéressantes sur son territoire et essaye de les accompagner pour voir ce dont ils ont besoin, et apporter des regards extérieurs. Il s'agit de donner les moyens pour améliorer les processus en marche, par une nouvelle ligne budgétaire finançant l'expérimentation. Les projets s'inscrivent dans des démarches globales, qui prennent en compte toutes les dimensions socio-économiques. Parmi eux, les projets culturels constituent un des axes de l'économie sociale et solidaire, et sont perçus comme des « processus intégrateurs ».

La Régie Rurale prépare la création d'un rucher pédagogique et de sauvegarde qui permettra d'élever des essaims sur une base génétique locale. La Ligue de l'Enseignement réfléchit à des actions d'initiation aux énergies renouvelables. De nouvelles pistes sont

évoquées (filiale bois, éco-construction, pépinière agricole...). Pour le directeur de la Régie Rurale, il s'agit de faire le lien entre différentes activités sur le site et de créer un lieu pluriel de transmission, basé sur des activités de production et articulé à l'accueil touristique qui sera développé avec le futur Parc National.

Les acteurs du site ont prévu de travailler ensemble pour le requalifier du point de vue de l'accueil et de l'esthétique avec des lycées des environs (filiales bois, graphisme, aménagement paysager). Par la suite, on pourra certainement visiter le jardin biologique et des expositions, découvrir les énergies renouvelables, faire de l'attelage équestre, goûter des choses, apprendre des techniques, participer à des événements culturels.

L'association Autour de la terre a été un élément moteur dans l'impulsion de la démarche collective sur le site de Vaillant, et dans la définition du Pôle d'Economie Sociale et Solidaire. L'association prépare l'ouverture de son lieu en juin 2012, en faisant évoluer son projet en résonance avec ce contexte. Elle a embauché, en contrat aidé, puis grâce au Fonds Social Européen et à la Région, un employé polyvalent qui réhabilite le bâtiment.

« Au début, le projet d'Autour de la Terre est parti très fort sur l'art contemporain, puis on a développé surtout la projection de film documentaire. Depuis notre installation à Vaillant, le projet évolue, dans l'échange avec nos voisins. Notre lieu pourra à l'avenir avoir une dominante artistique, mais aussi être en lien avec les différents domaines présents sur le site, pour y voir des réalisations, une vitrine liée à des alternatives ». Ermeline le Mézo

Le projet culturel évolue vers le projet de territoire.

LES VOIX DE TRAVERSE

« Voix de Traverse est un projet à long terme, sur trois années, axé sur la création artistique et les échanges culturels entre Europe et bassin méditerranéen, et en liaison avec l'histoire des populations et des migrations. Son action est multiple et diversifiée sur les territoires partenaires du projet : résidences d'artistes, veillées, ateliers de pratique artistique tous publics, classes culture en écoles primaires, session estivale de création pour adolescents, collectages de récits de vie, exposition sonore, spectacles itinérants... ».

Présentation de projet sur le site de l'association Attention ! Chantier vocal



Territoire

Le théâtre des opérations du projet Voix de Traverse se situe sur le territoire du Parc naturel régional des Landes de Gascogne, entre l'Océan Atlantique, la Garonne et l'Adour. Longtemps constitué de landes marécageuses, il est encore aujourd'hui un des plus vaste massif forestier cultivé d'Europe qui s'étend sur environ 315 000 hectares pour une population de plus de 60 500 habitants. Le PNR Landes de Gascogne est créé en 1970, à cheval sur deux départements : la Gironde et les Landes. Il comprend actuellement 41 communes. Il faut noter la forte hétérogénéité entre la partie sud du parc et la partie nord à proximité du bassin d'Arcachon, plus dense et urbanisée. Les boisements cultivés de pins maritimes constituent l'élément qui donne une unité à l'ensemble : la tempête Klaus de 2009 marque d'ailleurs un basculement significatif dans la manière dont est perçue la forêt, celle-ci apparaissant comme un bien commun dont la valeur dépasse la stricte rente économique qu'elle génère. En témoigne le projet « Forêt d'art contemporain » qui s'empare de cet attribut spécifique pour créer un pôle d'art contemporain à ciel ouvert, jouant sur le sens du lieu étroitement lié à l'arbre et la forêt.

Les diagnostics alarmants du début des années 1970 qui posaient la question du « désert landais » - compte tenu du déclin démographique croissant du territoire – ont suscité un mouvement inédit de réflexion et de mobilisation. Appuyée par l'arrivée d'une nouvelle génération d'élus et l'élaboration d'un schéma de développement au niveau préfectoral, une structure de développement (l'ARIAL) est mise en place pour animer le territoire. Collectivités locales, société civile, Parc Naturel Régional, chambres consulaires élaborent ainsi progressivement un mode de gouvernance territorialisée qui va définitivement s'institutionnaliser en 2004 avec la création du Pays des Landes de Gascogne. Au cours de ces trente années, les paradigmes du développement local se modifient en profondeur : ne plus attendre l'implantation de l'usine à la campagne, mais travailler sa reconversion économique à partir de ses propres ressources locales, qu'elles soient d'ordre naturelle, humaine, ou encore patrimoniale. Un important effort de remise à niveau de l'habitat est notamment entrepris pour fixer les populations déjà présentes. La tendance au renouveau démographique du territoire des Landes de Gascogne s'est confirmée ces dernières années. Le Parc Naturel Régional participe de cette logique d'expérimentation et d'aiguillon pour l'action territoriale classique, notamment autour de la valorisation du patrimoine, de l'incarnation de la mémoire ou encore du développement durable. L'action artistique n'est pas en reste. Dès le début des années 1980, la création du festival d'Uzeste par Bernard Lubat est une expérience fondatrice pour le réinvestissement des ressources culturelles locales, entre tradition et modernité musicale : « *Lubat est un*

produit du lieu. Il interrogeait quel sens cela avait de se projeter vers l'avenir pour ce territoire. C'était un climat nouveau », souligne le directeur du Pays des Landes de Gascogne. Ce cadre général témoigne surtout de la progressive mutation d'un espace en un territoire dont l'appropriation se joue au croisement de l'action collective, des représentations et des intérêts sociaux. Le projet Voix de Traverse trouve sa place dans cette histoire.

Récit

L'initiative

Ce bref récit vise surtout à planter le décor. Voix de Traverse est un projet artistique et culturel mené une première fois de 2005 à 2007 sur deux territoires : les Landes de Gascogne et la Province d'El Hajeb au Maroc. Il est issu d'une initiative de l'association Attention ! Chantier Vocal et de son directeur artistique Jakes Aymonino, rapidement relayé par le Parc Naturel des Landes de Gascogne qui a joué un rôle central d'accompagnement institutionnel, ce qui autorise à voir, en réalité, un portage partagé. Attention ! Chantier Vocal est une association « bicéphale », structurée autour d'une chorale et d'une compagnie artistique. D'un côté, l'ensemble vocal Alen – le souffle en Gascon – est un groupe amateur qui réunit une quarantaine de chanteurs sur le territoire du Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne. De l'autre, les Manufactures Verbales, une structure professionnelle composée de cinq chanteurs. Elle a aujourd'hui évolué vers un collectif d'artistes plus souple dans sa configuration. L'histoire de l'association commence au début des années 1980 avec la fusion de deux ensembles vocaux de musique traditionnelle Gascogne. La vocation artistique professionnelle de Jakes Aymonino s'est affirmée dans cet ensemble, conduisant à sa structuration associative. Ses membres sont actuellement répartis entre le sud Gironde et le nord des Landes, ce qui correspond *grosso modo* au territoire du Parc. Les activités de l'association perpétuent les grands principes de sa genèse, mêlant amateurs et professionnels dans le processus de création et la pratique artistique : chantiers vocaux, veillées, spectacles, etc. Parmi ces différentes manifestations, l'association organise depuis de nombreuses années un festival itinérant sur les Landes de Gascogne : Attention ! Passage d'artiste. L'autre porteur du projet Voix de Traverse – le Parc naturel régional – mène une action culturelle sur son territoire qui prend la forme, d'une part, d'un soutien financier à quelques initiatives et, d'autre part, d'un appui technique et en ingénierie. Il poursuit un double objectif d'animation culturelle du territoire tout au long de l'année et de valorisation du patrimoine au sens large : Écomusée de la Grande Lande, programme de diffusion dans les Cercles ouvriers, projet de coopération artistique avec le Parc naturel régional du Périgord Limousin sur la mémoire du bois, etc.

La déclinaison

Voix de Traverse s'est monté avec l'appui d'un financement européen *leader* à hauteur de 50% du coût total du projet pour les actions se déroulant hors temps scolaire. Le Pays des Landes de Gascogne a servi d'appui administratif et de relais pour la gestion administrative du dossier. L'autre moitié a été apportée, en grande partie, par le Conseil régional d'Aquitaine, les Conseils généraux de la Gironde et des Landes – ainsi que leurs agences culturelles –, et le Parc naturel régional des Landes de Gascogne, sur une base quasi identique au soutien qu'ils apportent annuellement à l'association. Le budget de Voix de Traverse sur deux années s'élève à plus de 270 000 euros. À cela s'ajoutent les financements apportés par les institutions marocaines¹ et plusieurs partenariats ciblés avec l'Inspection académique et les communes d'accueil des spectacles. Du point de vu de son contenu, le projet se décline en de multiples actions. Des mots de son instigateur, Jakes Aymonino, il s'appuie sur trois dynamiques : territoriale, associative et artistique. L'échange entre les deux territoires visait en premier lieu la réalisation d'une création collective, mêlant artistes marocains et français venant mutuellement s'immerger dans leurs lieux de vie et de pratique respectifs. Au-delà des multiples ramifications du projet sur lesquelles nous reviendrons ultérieurement, celui-ci s'organise en trois temps qui sont autant de volets d'intervention :

- un travail à la fois artistique et ethnologique de collectage de sons et de récits de vie auprès des familles marocaines et françaises : *Des racines dans la tête*.
- des temps de résidence itinérante au premier trimestre de chaque année sur le territoire du Parc naturel régional des Landes de Gascogne et de la Province d'El Hajeb (résidences de création, stages de pratique artistique, classes cultures, veillées) : *Résidence Voix de Traverse*.
- Un festival itinérant sur les territoires français et marocains concernés par le projet pour présenter le travail de création collective accompli au cours des deux années précédentes : *Attention ! Passage d'artistes*.

¹ Le Conseil Provincial d'El Hajeb, l'Initiative National de Développement Humain (INDH) et la Délégation de l'Enseignement du Maroc.

Trajectoires

Du haut vers le bas

Voix de Traverse trouve ses origines sous une forme un peu différente, au début des années 2000, au sein de l'Agence culturelle de la Gironde (Iddac). Il s'agit alors d'un dispositif institutionnel de résidences artistiques consistant à faire se rencontrer un artiste « d'ici » et un artiste « d'ailleurs », sans que cela n'aboutisse nécessairement à la production d'une œuvre finalisée. La question territoriale est déjà une préoccupation centrale, d'autant plus que l'Iddac n'est plus gestionnaire du Centre d'action culturelle de Saint Médard. La première version de Voix de Traverse reste néanmoins circonscrite, de ce point de vue, à la mise en place d'ateliers de pratiques amateurs. Jakes Aymonino contribue à cette action pilotée par l'Iddac au titre d'artiste « d'ici », invité à croiser ses perspectives avec le musicien syrien Abed Azrie. Cette expérience est assez proche d'une autre initiative du directeur artistique de l'association Attention ! Chantier vocal, consistant à faire venir des artistes d'autres régions du monde le temps d'une création collective lors du festival itinérant Attention ! Passage d'artiste. Cette congruence entre un projet institutionnel – celui de l'Iddac – et un projet privé associatif – celui d'Attention ! Chantier Vocal – va être à l'origine d'un premier mouvement de transfert dans le sens de l'institution départementale vers l'acteur culturel de terrain. Le directeur de l'Iddac précise : « *L'Iddac ne souhaitait pas que le dispositif se poursuive sans implication territoriale. On a un peu sauté sur l'occasion : voilà un objet intéressant, comment peut-on le lier au territoire ?* ». Nous verrons que Voix de Traverse donnera ensuite lieu à une série de prolongements inverses – du bas vers le haut – conduisant à institutionnaliser une démarche et à mobiliser des ressources culturelles dans le développement local.

Ce décentrage institutionnel du dispositif Voix de Traverse a également pour effet d'en modifier le contenu. Le territoire de référence n'est plus le département de la Gironde, mais le parc des Landes de Gascogne. De même, l'association Attention ! Chantier vocal souhaite l'ouvrir à plus d'artistes simultanément. L'Iddac fait le lien entre le nouveau porteur du dispositif et l'Adam 40 (département des Landes), puis se retire de la conduite de Voix de Traverse pour occuper une place plus extérieure de financeur. Cette territorialisation du dispositif et son transfert à un acteur culturel local constituent la première étape du processus.

Territorialisation et indétermination : l'expérimentation d'une démarche

Si l'Iddac sort de l'animation directe de Voix de Traverse, d'autres acteurs viennent occuper une partie de la place laissée vacante : principalement le Parc naturel régional des Landes de Gascogne et, dans une moindre mesure, le Pays des Landes de Gascogne. Nous sommes là en présence de deux institutions animées d'un même désir d'expérimentation et de décalage d'avec l'action territoriale classique, voire concurrentes en la matière. Cette dimension est à retenir lorsqu'on veut comprendre comment la grande part d'indétermination du projet Voix de Traverse a pu rencontrer assez favorablement des logiques institutionnelles par nature très différentes. Le Pays a accompagné l'association pour la sollicitation de fonds européens *leader*. Le PNR a, de son côté, occupé une place beaucoup plus centrale dans le projet Voix de Traverse, laissant même planer une certaine ambiguïté vis-à-vis des autres partenaires sur la nature exacte de son rôle. Sébastien Carlier, chargé de mission culture du PNR, note :

« Au départ, on ne savait pas qui était le porteur du projet. On nous demandait : "mais qui porte réellement ce projet ?" Avec l'association, on répondait : "peu importe, c'est nous !" Administrativement, c'était l'association pour les raisons du financement leader. Mais on a toujours essayé d'avoir ce triangle entre une association, une institution et les artistes. Cela a dérangé au départ. Puis, petit à petit, les gens s'y sont fait et cela a été un point fort. On a convaincu qu'il y avait un autre principe qui pouvait fonctionner en termes de construction de projet sur un territoire. On a expérimenté ».

Cette proximité entre structures institutionnelles et opérateur privé, de même que la multiplicité des points d'énonciation du projet sont des éléments constants qui caractérisent Voix de Traverse au cours des différentes phases de son évolution. Ils ont aussi très certainement contribué à créer les conditions d'une synthèse entre projet culturel et projet de territoire ; conditions qui se retrouvent donc dès l'origine de Voix de Traverse.

L'idée d'articuler un volet de coopération avec un autre pays est rapidement avancée. L'opportunité de pouvoir obtenir des financements leader est ici décisive. Le Pays des Landes de Gascogne souhaite solliciter ces fonds de coopération culturelle internationale et Voix de Traverse présente un profil intéressant en ce sens. Les partenaires institutionnels – Iddac et Addam en tête – sont déjà mobilisés et il ne semble pas difficile de réunir l'autre moitié des financements nécessaires sur la base du soutien annuel accordé à l'association. Le PNR se charge de coordonner la mobilisation institutionnelle en amont, alors que l'association se concentre sur l'orientation artistique et culturelle. C'est l'identification d'une histoire et d'attributs spécifiques du lieu – les Landes de Gascogne –

qui donne alors son sens et sa chair au projet, renforçant un peu plus sa territorialisation. En effet, lors d'une précédente manifestation dans le Parc, Jakes Aymonino avait collaboré avec la chanteuse, comédienne et metteuse en scène marocaine Afida Tahri. Ce travail avait été l'occasion de s'intéresser davantage à l'existence d'une communauté marocaine relativement bien structurée sur le territoire du PNR, liée à une immigration de forestiers au cours des années 1970. Cet attribut spécifique du territoire du PNR sert de point de départ à l'élaboration du projet Voix de Traverse :

« Cela permettait de ne pas être sur une dimension de coopération culturelle artificielle, hors sol, mais sur quelque chose d'ancré dans l'histoire de ce territoire [...] Nous mettons pour la première fois un coup de projecteur sur une communauté qui était là de facto ; on considérait qu'elle faisait partie du panorama, qu'elle était relativement bien intégrée sur le territoire. Mais je ne suis pas certain que grand monde se soit posée la question auparavant du parcours qu'avaient eu ces personnes et de l'adéquation qu'on pouvait trouver avec notre territoire »².

Cette présence marocaine est ainsi perçue comme une ressource territoriale pouvant être mobilisée dans la mise en place d'un projet culturel. De ce point de vue, la culture - comme domaine d'activité – sert d'opérateur dans l'identification d'une ressource et sa transformation en actif stabilisé pouvant entrer dans des mécanismes de développement plus large : ces sont ces différentes étapes du processus menant du projet culturel au projet de territoire que nous allons désormais nous efforcer de décrire.

L'idée de travailler avec le Maroc pour nourrir le projet artistique est au départ assez peu déterminé : où, comment, avec qui ? Une première phase de repérage est menée sur place par Jakes Aymonino (association Attention ! Chantier vocal) et Sébastien Carlier (PNR). Différents territoires marocains sont testés, notamment autour de Fes, sans pour autant convaincre les porteurs du projet Voix de Traverse. L'aspect très officiel des rencontres, la difficulté à sortir des réseaux artistiques les plus en vue ou liés aux principaux circuits de diffusion, le peu d'écho avec les approches d'Attention ! Chantier vocal, incitent la délégation landaise à poursuivre son exploration sur des chemins moins courus. C'est alors le parcours biographique du chargé de mission culture du PNR qui permet de trouver un point d'ancrage au projet. Si cet « accident » tient surtout à une histoire individuelle, celui-ci n'aurait certainement pas eu lieu si les précédentes étapes n'avaient pas fourni les conditions propices et nécessaires au basculement du projet. Autrement dit, le facteur individuel n'enlève en rien à la pertinence d'une compréhension plus large des étapes du processus et de la manière dont elles sont liées entre elles.

² Entretien avec J.-L. Gleyze.

Sébastien Carlier du PNR connaissait personnellement un ethnologue marocain, Zoubir Chattou, enseignant à l'École Nationale d'Agriculture de Meknès. Après lui avoir présenté les intentions du PNR et d'Attention ! Chantier vocal, Sébastien Carlier et Jakes Aymonino sont conviés à se rendre dans la province d'El Hajeb :

« Zoubir Chattou avait préparé le territoire d'El Hajeb pour écouter ce projet. On a eu un accueil incroyable de la part des autorités de la province. On a rencontré des élus, des représentants associatifs... On a senti une énergie très particulière et une culture forte à El Hajeb. Par exemple, autour de la table, les élus se sont mis à chanter. On s'est dit qu'il y avait quelque chose à faire ici »³.

À leur retour en France, ce lien entre les territoires des Landes et d'El Hajeb prend une tournure inattendue puisqu'il apparaît bien antérieur, trouvant ainsi une résonance historique sur laquelle il est possible de construire une légitimité et un sens territorial partagé. En effet, la communauté marocaine des Landes de Gascogne est en grande partie originaire de cette même province d'El Hajeb. La structuration d'un récit de territoire(s) à partir de cette histoire migratoire va servir d'assise à l'élaboration du projet artistique et – plus largement – d'un projet de développement local. Un travail ethnologique est entrepris à cet effet par Zoubir Chattou, avec l'aide de l'Écomusée de la Gande Lande de Marquèze. Il s'agit de récolter des parcours de vie qui permettront de retisser le fil de cette histoire en sollicitant les natifs des deux territoires, les Marocains qui ont migré ou encore ceux qui sont restés. Comprendre comment deux cultures se sont rencontrées localement pour produire un récit de territoire et une œuvre artistique qui reconnaissent, voire valorisent, ce croisement de perspectives. On voit bien ici comment la culture peut servir à l'identification d'une ressource territoriale spécifique, en l'occurrence la présence de plusieurs générations d'immigrés marocains. Elle sera ensuite transformée en actif stabilisé et utilisé dans différents domaines d'activités.

S'agissant du volet artistique, le collectif des Manufactures Verbales a pu s'appuyer sur une forme de congruence entre sa démarche et les modes d'organisation de la pratique artistique dans la province marocaine d'El Hajeb où les musiciens repérés ne sont pas professionnalisés, au sens d'une activité rémunératrice principale. Ils sont aussi paysans, bergers, et leur pratique artistique n'est pas séparée de temps sociaux plus larges liés à la fête, à la tradition, à la vie quotidienne : une conception donc très différente du statut d'artiste et de la représentation de spectacle qu'en France. Or, cette conception n'est pas si éloignée de l'approche défendue par l'association Voix de Traverse comme le précise J. Aymonino :

³ Sébastien Carlier

« Nous défendons l'idée d'un rapport avec une culture précise liée à un lieu, où on insère l'art dans la vie quotidienne, ce qui n'est plus vraiment le cas en occident. Il y a d'autres cultures qui ont gardé ce rapport avec l'art comme quelque chose de vécu au quotidien, où la distinction n'est pas forcément encore faite. [...] Les solutions sont de plus en plus difficiles pour que les gens se retrouvent. Cela n'a rien à voir avec une forme d'accessibilité à la culture, mais avec le fait qu'on a séparé de notre quotidien la possibilité de partir dans l'imaginaire. C'est aussi à nous en tant qu'artiste de requestionner cette séparation. Voix de Traverse allait dans ce sens ».

Si le terme de cohésion sociale n'est pas un objectif formalisé dans le projet, on voit néanmoins que le sens attribué à Voix de Traverse n'en est pas si éloigné : comment créer à travers l'expérience artistique des lieux et des moments où se (re)produit une « communauté » (un « public » ?), c'est-à-dire un ensemble de personnes pensant partager, ne serait-ce que pour le temps d'une soirée, quelque « similitude » d'intérêt et d'appartenance ? Jakes Aymonino associe son travail à celui d'un artisan dans la relation qu'il peut avoir aux spécificités d'un territoire, à une culture locale. Avec Voix de Traverse, il souhaite composer une œuvre collective, avec les artistes invités et les Manufactures Verbales, bien entendu, mais aussi avec les personnes et les lieux rencontrés dans les Landes de Gascogne et le territoire d'El Hajeb. L'œuvre d'art devient ici le véhicule et le révélateur d'un sens territorial partagé en France et au Maroc : *« il y a beaucoup de créations qui restent confinées à leur fonction d'œuvres créées. Cela me semble beaucoup plus intéressant de travailler sur un espace du quotidien : une place de village, un espace naturel, un espace de travail, plutôt qu'une salle de spectacle »*. La démarche artistique proposée confère un double sens à l'idée d'œuvre : l'œuvre réalisée et l'action d'être à l'œuvre. Dans cette perspective, la production finale n'a pas tant d'importance que le processus qui mène à sa réalisation. Cette posture artistique a semble-t-il une double implication pour le projet Voix de Traverse : d'une part, elle offre de nombreuses possibilités de ramifications avec d'autres activités sociales, à partir du moment où celles-ci trouvent une place dans le processus de création (une classe artistique, des pratiques amateurs, une enquête ethnologique...). C'est l'idée de la culture comme ressource. En donnant une existence à l'œuvre artistique, non pas uniquement au moment de sa finalisation, mais tout au long du processus de création, cette approche donne aussi l'opportunité à d'autres partenaires extérieurs au projet de venir se greffer (des écoles, des collectivités publiques...). Elle laisse enfin la place à toute une variété de critères d'évaluation de la valeur de ce qui est produit, au-delà de la seule excellence artistique. D'autre part, le second type d'implication est lié à l'espace de légitimité du projet, beaucoup plus localisée que dans les modes de diffusion classiques. C'est de leur rapport au territoire que l'artiste et l'œuvre tirent leur légitimité et leur valeur. La formule très imagée de J. Aymonino illustre bien ce point de vue : *« c'est comme le bon fromage, il faut le manger sur place. Si on veut*

l'exporter, il faut le pasteuriser ! ». Ces éléments sont significatifs lorsqu'on veut comprendre comment un projet artistique peut s'inscrire dans des dynamiques de développement plus larges. Pour ce faire, Voix de Traverse invite clairement à un double mouvement de déssectorisation et de territorialisation de la pratique artistique.

Sur la base de cette approche, de la construction d'un récit de territoire et d'une opportunité de financements européens, le projet Voix de Traverse se déroule en plusieurs temps dans le Parc naturel des Landes de Gascogne et la province d'El Hajeb. Parallèlement au travail de collectage de sons et de récits de vie auprès des familles marocaines et françaises, de nombreuses Résidences d'artistes itinérantes se tiennent en France et au Maroc, entre 2006 et 2007, sous des formes multiples : résidences de création, classes culture, stages adultes ou encore veillées. Elles impliquent les musiciens des Manufactures Verbales, Afida Tahri, le percussionniste Fouad Ackir, les artistes marocains et l'ensemble vocal Alen. À chacune des étapes de ces résidences sont mobilisés les communes d'accueil, les douars, le tissu associatif, des Cercles ou encore des structures d'écotourisme afin de faciliter l'inscription territoriale du projet. La création collective ainsi réalisée donne lieu à un spectacle tourné à la fois sur le territoire du PNR – dans le cadre de l'opération Attention ! Passage d'artistes - et la Province d'El Hajeb. Dans son ensemble, le projet s'est construit au fur et à mesure, accordant une large place à l'indétermination dans son processus d'élaboration, en fonction des rencontres, des partenariats, de l'avancement de l'écriture artistique : *« ce projet ne pouvait fonctionner que si on restait dans le domaine du bricolage, de la navigation à vue, sans quoi on risquait de perdre cet artisanat de l'instant »*, souligne J. Aymonino.

Prolongements et ramifications

Nous avons observé comment la culture peut agir en tant qu'opérateur dans la mobilisation d'autres ressources. Elle favorise ici la mise en évidence d'une ressource spécifique, jusque-là non révélée : la présence de la communauté marocaine et l'histoire qui relie les deux territoires des Landes de Gascogne et d'El Hajeb. Il s'agit maintenant de s'intéresser à la seconde dimension du processus et de voir comment la ressource culturelle est transformée en actif stabilisé, susceptible de rentrer dans la production d'autres activités. Rappelons que l'actif est un facteur « en activité », alors que la ressource est une réserve ou un potentiel latent. Elle peut se transformer en actif si les conditions le permettent. Dans le cas de Voix de Traverse, c'est en considérant la nature à la fois indéterminée, évolutive et itérative de la démarche – ouverte à ce qui n'est pas prévu – que l'on peut sans doute le mieux comprendre les nombreux prolongements et ramifications du

projet artistique. Un autre facteur déterminant réside aussi, nous l'avons dit, au niveau de l'étroite coopération entre acteurs institutionnels et opérateur culturel dans la genèse de Voix de Traverse. Ces deux éléments agissent favorablement sur l'émergence d'activités diverses, le projet culturel servant de socle ou de référence commune. « *Cela m'intéresse que l'art soit une pile qui permette de générer d'autres choses* » avance J. Aymonino. Nous pouvons distinguer deux mouvements distincts autour de Voix de Traverse : le premier se déroule pendant le temps du projet. Il s'agit de ramifications dans la mesure où les activités mises en place sont étroitement liées au projet culturel lui-même et se déroulent en parallèle. Pour le second mouvement, nous serions davantage tentés de parler de prolongements : il est postérieur à Voix de Traverse et prend forme au sein de logiques institutionnelles.

Ramifications

Le passage du projet culturel au projet de territoire s'effectue à travers l'action non coordonnée de plusieurs acteurs locaux qui se saisissent de Voix de Traverse dans la conduite de leurs propres activités. En cela, Voix de Traverse n'est en rien « confisqué » par une équipe. L'association Attention ! Chantier vocal n'est pas à l'origine des ramifications du projet. Elle est ouverte à ce type de dynamiques territoriales, même si elle ne les porte pas directement. On est davantage en présence d'un mode de gouvernance ou d'un système de coopération réticulaire qui s'élargit à mesure que les initiatives extérieures abondent. L'indétermination initiale du projet et son élaboration « en acte » permettent à de nouveaux acteurs d'entrer et de sortir du système de coopération sans trop de contraintes. Sébastien Carlier précise :

« On ne savait pas exactement où on allait. Il y a eu de la souplesse tout au long du projet. Le PNR faisait des ponts, des liens avec les divers acteurs que cela intéressait et qui souhaitaient s'associer. On a senti qu'il y avait un potentiel, à la fois au niveau artistique et de la dynamique avec le territoire ».

La majorité des ramifications, durant le temps du projet culturel, se déroulent dans le domaine éducatif. La composition des membres de l'association n'y est certainement pas pour rien, celle-ci comprenant un nombre significatif d'enseignants. Son président est quant à lui conseiller pédagogique. L'accès au monde de l'éducation en est forcément facilité. De ce point de vue, l'organisation de classes cultures dans le cadre des Résidences de Voix de Traverse fait figure d'exception sur le territoire. Ce dispositif avait été abandonné quelques années auparavant par l'inspection académique qui l'a repris pour l'occasion, à une différence près : les classes culture ne sont plus systématiquement délocalisées en dehors des écoles concernées, mais se tiennent pour certaines d'entre elles

en leur sein. Ainsi artistes et ethnologues de Voix de Traverse ont-ils pu travailler, à chaque fois pendant une semaine, avec des classes des écoles de Sore, de Luxey et de Labouheyre. En dehors du dispositif des classes cultures, d'autres écoles du territoire des Landes de Gascogne s'impliquent également dans le projet, prenant la rencontre entre la culture marocaine et Gascogne comme point de départ de diverses activités pédagogiques : cuisine, calligraphie, conte musical, etc. Au-delà des questions interculturelles et identitaires qu'elles soulèvent, ces initiatives scolaires sont aussi une opportunité pour renforcer le lien avec les parents de la communauté marocaine, notamment les femmes qui contribuent à l'animation des ateliers. Catherine Campa, une institutrice membre de l'association Attention ! Chantier vocal, remarque :

« Ce qui m'a vraiment marqué c'est l'attitude de ces parents marocains qui arrivaient à l'école. Au départ ils étaient un peu sur la réserve, en retrait, toujours timides... Le fait d'avoir fait ce projet, leur attitude a changé, ils ont été beaucoup plus ouverts, c'était plus convivial avec les autres parents de l'école. Cette action qui n'est pas forcément extraordinaire, mais leur a donné une place en les impliquant. Même avec les autres parents qui n'allaient pas vers eux forcément, il y a une espèce de sympathie qui s'est instaurée. Avant, les femmes marocaines restaient derrière les grilles de l'école, maintenant elles y rentrent comme les autres parents ».

Sans parler directement de cohésion sociale, on voit en tout cas comment un projet culturel, à travers les ramifications qu'il permet, peut créer des espaces locaux de rencontre et d'interrelation entre des personnes ou des groupes dont les perspectives ne se croisent pas forcément beaucoup ailleurs. Plusieurs autres actions éducatives ont été menées autour de Voix de Traverse. Citons en deux particulièrement emblématiques : d'une part, le jumelage entre dix écoles primaires du PNR et d'El Hajeb, dont les projets communs ont donné lieu à une exposition. D'autre part, un échange entre deux lycées de Mont-de-Marsan et d'El Hajeb qui a permis à 68 jeunes français et marocains de vivre l'expérience de l'altérité à travers un accueil dans des familles des deux territoires respectifs. Dans le domaine de l'enseignement supérieur, les étudiants du Centre de Formation des Musiciens Intervenants de l'Université de Poitiers ont tourné au printemps 2007 un spectacle pour enfant dans la province d'El Hajeb, spécialement conçu à cette occasion à partir de deux comptines de tradition orale gasconne et amazigh. Toujours au Maroc, d'autres initiatives sont venues se greffer à Voix de Traverse comme la création d'un bibliobus et d'une Maison de la culture, la mise en place de projection de films avec l'Institut français de Meknès, etc. Notons enfin que les résidences itinérantes d'artistes ont suscité une implication des structures d'écotourisme sur le territoire des Landes de Gascogne qui trouvera, nous le verrons, un prolongement plus formalisé à la suite de Voix de Traverse.

Prolongements

Le volet culturel et artistique de Voix de Traverse a généré plusieurs prolongements institutionnels, principalement impulsés par le Parc naturel régional des Landes de Gascogne. L'ambiguïté initiale sur le porteur de projet – associatif ou institutionnel – est cruciale pour saisir cet aller-retour entre l'activité d'un opérateur de terrain et une politique publique dans les domaines de la coopération décentralisée et du développement territorial. Après le premier transfert initial du *haut vers le bas* (Iddac et Attention ! Chantier vocal), un second « retour au territoire » semble ici s'opérer dans un sens inverse : on sort des logiques d'expérimentation pour rentrer dans le temps de l'institutionnalisation des liens de coopération, d'un projet de territoire, voire d'une manière de penser l'action culturelle.

S'agissant de la relation amorcée avec le Maroc, Voix de Traverse débouche sur la signature, en 2009, d'une Convention cadre de coopération d'une durée de cinq ans entre la Province d'El Hajeb et le PNR des Landes de Gascogne, incluant plusieurs domaines d'activité. Une première Convention de coopération culturelle avait été signée en 2006 autour du projet artistique uniquement. Entre temps, des relations interinstitutionnelles entre les deux pays ont pu se tisser, au grès des voyages de représentation politique et des liens entre acteurs de terrain. Le passage du projet culturel au projet de territoire peut d'ailleurs se lire à travers l'histoire du conventionnement entre le territoire français et marocain : d'abord centré sur l'artistique, il inclut désormais un champ plus large de domaines d'activité, justifiant ainsi son titre de « convention cadre ».

L'esprit de ce partenariat est à trouver, selon ses initiateurs, dans le jeu de miroir et de réciprocité qui prévalait dans Voix de Traverse : chaque volet du projet trouvait effectivement une équivalence dans les deux pays. Cette recherche d'équilibre est pourtant loin d'être acquise et la coopération décentralisée tend pour l'instant surtout à prendre la forme d'un transfert d'expertise du PNR des Landes de Gascogne vers la province d'El Hajeb. Mais ce qui nous importe davantage ici est d'observer qu'un projet culturel a pu servir de déclencheur pour l'action extérieure d'une institution publique territoriale. Celle-ci se décline en trois axes qui, selon les termes de la convention, « *sont étroitement liés et se nourrissent mutuellement* » : l'écotourisme et le développement de savoir-faire spécifiques (produits du terroir, par exemple) ; l'éducation à l'environnement ; l'animation culturelle. Les financements des actions qui rentrent dans le cadre de cette convention proviennent du ministère des Affaires étrangères, du programme *leader* et de la Région Aquitaine. Le cas de l'écotourisme est particulièrement intéressant puisque des prestataires locaux sur le PNR sont directement impliqués pour structurer un itinéraire de randonnée dans les montagnes de la Province d'El Hajeb, ce qui leur ouvre un nouveau marché

d'expertise, de formation et d'ingénierie. Ce produit écotouristique a son équivalent « à vélo » sur le territoire des Landes, les deux parcours bénéficiant d'une communication commune. Ils seront bientôt alimentés de produits du terroir en provenance des deux pays, premier geste en vue de l'édification d'un réseau franco-marocain de producteurs locaux. Les volets éducation à l'environnement et culture sont aussi directement liés aux parcours d'écotourisme. Le premier à travers la formation des accompagnateurs et le second donnant lieu à un cycle de résidences artistiques où les deux itinéraires d'écotourisme servent de support de création. Une résidence de trois artistes aquitains a déjà eu lieu dans la province d'El Hajeb en mars 2011. Elle sera suivie de trois autres où se croiseront artistes ou artisans français et marocains, donnant ainsi une existence symbolique à l'invention de ces territoires touristiques. Enfin, un autre partenaire – le conseil général de la Gironde – a souhaité redéfinir sa politique de coopération décentralisée suite à Voix de Traverse, en prenant appui sur des dynamiques existantes. Un dernier axe « jeunesse » s'est donc ajouté aux échanges entre le territoire du PNR et la province d'El Hajeb. Il concerne la mise en place de chantiers de jeunes sur les circuits d'écotourisme.

Au-delà de la coopération décentralisée et de son institutionnalisation avec la signature d'une convention cadre, Voix de Traverse trouve d'autres prolongements moins formalisés dans des manières de faire et de penser l'action territoriale qui perdurent au niveau des partenaires impliqués. Le premier se situe au niveau de la coopération interterritoriale entre les deux départements de la Gironde et des Landes, la région Aquitaine et le PNR. La signature de protocoles d'accord pluriannuels à l'occasion de Voix de Traverse a permis de renforcer des pratiques partenariales, au niveau culturel tout au moins : *« aujourd'hui on est davantage en capacité de porter des choses en commun. Je pense que cela a été fondateur »* note F. Pouthier, le directeur de l'Agence culturelle de la Gironde. Nous avons évoqué préalablement l'action coordonnée des différentes collectivités pour les programmes de coopération décentralisée. En outre, l'Écomusée de la Grande Lande a également été amené à reconsidérer certaines dimensions de son positionnement suite à Voix de Traverse. D'abord, le projet a permis d'éclairer une histoire migratoire sur le territoire qui n'avait pas été véritablement abordée par l'institution muséale en tant que telle : *« avec Voix de Traverse faisait irruption dans le musée un phénomène contemporain : comment un lieu continu à se construire dans ses échanges ? Cela nous a amenés à avoir un regard plus exigeant par rapport à cette question »* souligne son directeur, M. Castignau. Un important projet de recherche ethnographique et d'exposition est actuellement en cours de réalisation sur ce thème des phénomènes migratoires, avec le concours de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, reposant en partie sur le colletage des récits de vie effectués pour Voix de Traverse. Mais plus

largement, le travail avec l'association Attention ! Chantier vocal semble avoir incité l'écomusée à reterritorialiser son action par un travail plus poussé avec les acteurs non-institutionnels qui animent le territoire. Voix de Traverse a, en effet, permis d'attirer lors de la présentation de la création collective un public – notamment une grande partie de la communauté marocaine – qui ne fréquente pas habituellement cet équipement : « *Voix de Traverse a amené un travail plus intense avec des acteurs culturels associatifs. On est davantage sorti des réseaux institutionnels, on a commencé à réfléchir ensemble à d'autres formes de médiation qui pouvaient amener une distorsion de l'usage du lieu, à le lire et à le pratiquer différemment pour le public* » poursuit M. Casteignau. Cette inflexion de l'activité de l'institution patrimoniale landaise est un exemple du passage de logiques d'expérimentation à des logiques plus institutionnelles. Un autre révélateur de ce mouvement ascendant est la confirmation dans la politique culturelle du PNR d'une volonté de s'appuyer sur les dynamiques territoriales existantes – et non plus sur la procédure de l'appel à projet – pour inscrire les ressources culturelles dans des processus de développement plus larges : « *l'ancrage des actions culturelles en décuple certainement la force et les potentialités* » remarque J.L. Gleyze, vice-président du PNR en charge du volet culture. En effet, l'ensemble des partenaires de Voix de Traverse s'accorde à dire que si le projet a eu tant de prolongements et de ramifications, c'est en partie parce qu'il convoquait un « sens du lieu » s'exprimant dans des traditions, des expressions culturelles, un histoire migratoire ou encore un récit de territoire. Se joue donc ici une représentation que le territoire a de lui-même et qu'il entend projeter à l'extérieur, celle-ci devant être vécue comme crédible au sein du système de coopération pour impliquer une plus grande diversité d'acteurs et s'articuler à un projet de territoire. On est loin des seuls critères d'excellence dans l'attribution de la valeur artistique et culturelle...

Réception

Nous aimerions terminer cette petite monographie de Voix de Traverse par la controverse. Si la coopération entre les acteurs est au centre de l'analyse, c'est qu'à la différence des situations strictement conflictuelles, les diverses catégories de participants ont au moins un intérêt, un but commun, celui de faire exister le projet concerné. Il n'en demeure pas moins que celui-ci n'est pas à l'abri de divergences de points de vue et d'intérêts qui peuvent être identifiés au niveau de sa réception : autrement dit, quelle lecture les différents acteurs impliqués dans Voix de Traverse en font-ils, une fois le projet réalisé et le temps de l'action révolu. Il s'avère alors que les rapports entre logiques expérimentales et institutionnelles, entre partenaires publiques et opérateur de terrain, ne sont pas si simples, atténuant ainsi la fausse impression de « monde enchanté » que notre

angle d'analyse pourrait donner. Ces désaccords sont très actuels puisque'ils viennent alimenter les débats autour de la suite à donner à Voix de Traverse.

Le premier type de controverse porte sur le mode d'élaboration très ouvert du projet. Une conception au fur et à mesure qui est défendue par l'association Attention ! Chantier vocal comme une condition à son ancrage territorial : s'adapter aux rythmes et aux spécificités du lieu, laisser la place à l'imprévu et aux bifurcations, reconnaître les vertus du hasard de la vie d'un territoire. De ce point de vue, le projet doit nécessairement surgir de l'impromptu et de l'inattendu, il naît là où on ne l'attend pas. En d'autres termes, Voix de Traverse invite à une forme de sérendipité territoriale. On imagine facilement que cette approche a pu avoir quelques difficultés à s'inscrire dans les logiques institutionnelles des partenaires publics. J. Aymonino en témoigne :

« La difficulté de cela est que je dois défendre ce genre de pratiques dans le cadre de formes institutionnelles avec des dossiers, des signatures de conventions, un échéancier, de la communication, des échéances, des dates. Mais je me retrouve dans une grande difficulté, parce que je ne sais pas ce que l'on va faire, quand, ni comment. Je ne comprends pas comment on peut savoir un an à l'avance vers où on va aller ».

Si ce principe d'indétermination du projet a pu susciter l'incompréhension de quelques partenaires publics lors de son lancement, chacun semble avoir peu à peu accepté de tester cette manière de faire, de bricoler ses propres procédures pour que Voix de Traverse se réalise : « *un des grands intérêts de ce projet est sa part d'incertitude, sa construction progressive. Les partenaires ont fait confiance* », souligne J.-L. Gleyze, vice-président du PNR. L'implication du PNR et sa légitimité ne sont d'ailleurs certainement pas pour rien dans le consentement des différentes collectivités à expérimenter ces règles du jeu. L'intérêt très institutionnel des autorités marocaines – avec par exemple la présence de la ministre de la Culture lors du spectacle – a aussi renforcé l'assise politique du projet et l'inclinaison des partenaires à sortir de leurs logiques administratives propres : « *on a accepté que ce projet se construise au fur et à mesure* », poursuit J.-L. Gleyze. Pourtant, trois ans plus tard et alors qu'Attention ! Chantier vocal commence à élaborer une suite à Voix de Traverse avec la région espagnole de la Galice, cet accord entre l'opérateur culturel et ses partenaires publics semble remis en question. Ces derniers le pressent de proposer un contenu et d'envisager les modalités de son inscription territoriale. L'association quant à elle récuse toute possibilité de reproduire une formule et de planifier à l'avance la forme du projet, son calendrier et son rapport au territoire. On voit ici que le lien réalisé entre des logiques et des intérêts de nature très différente demeure fragile et peut être remis en question à tout moment. Les partenaires tendent d'ailleurs à sortir du

système de coopération puisqu'après l'Éducation nationale, le PNR n'a pas reconduit ses financements à l'association pour la préparation de Voix de Traverse « Galice ».

Plusieurs autres points sont sujets à controverse, menaçant le partenariat originel entre l'association et les institutions publiques. Tout d'abord, la seconde édition de Voix de Traverse en préparation semble être élaborée sur un mode beaucoup moins collectif. Les différents partenaires ne sont plus directement associés à l'écriture du projet, notamment le parc qui avait occupé une place centrale jusque-là, à tel point qu'il formait un binôme bien identifié avec Attention ! Chantier vocal. Ce qui peut, sous certains égards, être vécu comme une confiscation du projet par l'association n'est pas sans rapport avec la volonté de cette dernière de se recentrer sur le projet artistique. Son président indique :

« Je ne pense pas que l'on soit la structure appropriée et compétente pour porter un projet qui aurait des ramifications qui dépasseraient le simple cadre artistique. Ce n'est pas notre métier. On n'a plus envie non plus d'être à l'origine de tout cela [...] Pour le Maroc, les choses se sont greffées progressivement, mais je ne suis pas certain que l'on ait bien mesuré les enjeux à l'époque. Si cela continue, l'association n'a plus vocation à le porter, ni même à l'accompagner ».

L'étoffement du projet au fur et à mesure de son déroulement et son utilisation comme ressource du développement territorial semblent avoir pesé sur l'activité d'une structure majoritairement portée par des bénévoles. L'injonction des partenaires publics à inventer une suite, à poursuivre la dynamique territoriale et à reproduire le modèle n'est pas nécessairement bien reçue, au regard notamment du tarissement des financements culturels du PNR. À cela s'ajoute une dernière ligne de démarcation qui concerne les limites territoriales de Voix de Traverse et sa valorisation à l'extérieur : « *cela ne m'intéresse pas de faire des spectacles et des tournées si on n'est pas en relation avec un lieu* » consent J. Aymonino, le directeur artistique d'Attention ! Chantier vocal. « *L'art n'est pas simplement du spectacle ou un objet qui reste. C'est la manière dont les gens le transforment, ce qu'ils en font dans leur vie de tous les jours qui est important* ». Ce lien extrêmement fort entre un lieu et une pratique artistique peut également être perçu par certains partenaires comme une incapacité à sortir du temps de travail sur le territoire et de son enfermement sur le local. Non pas que ce rapport étroit au lieu soit contesté, bien au contraire, mais il n'est pas perçu comme contradictoire avec une logique plus classique de diffusion et de valorisation. On a sans doute ici l'expression d'un équilibre différent entre deux définitions de l'art présentes dans Voix de Traverse : l'art comme œuvre finalisée avec une portée symbolique remarquable ; et l'art comme pratique ou processus de création. Ces différents éléments de dispute, s'ils ne remettent pas en cause la réception

globalement très favorable du projet, témoignent néanmoins de la fragilité du processus et de la difficulté à le systématiser au sein de procédures institutionnelles. Autrement dit, cette articulation entre projet culturel et projet de territoire n'est jamais stable et nécessite, sans doute, d'en renouveler constamment les règles et les supports.

ASSOCIATION DE L'AIRE

« Créé en 2002, De l'aire mène des actions et des recherches dans l'espace public (extérieur ou équipements) pour concrétiser des propositions créatives en matière d'aménagement urbain et inventer des approches participatives avec les élus et les citoyens. Les champs d'interventions vont de préférences vers le rural et le péri-urbain. Entre les temps de recherches et les actions concrètes sur le terrain, nos actions privilégient autant le processus de travail dans la durée que le temps de fête collective ou d'événements, les temps de dialogues autant que le chantier opérationnel pour oeuvrer ensemble, la participation et la concertation autant que le guidage sur la méthode. C'est une démarche d'accompagnement, de médiation avec les élus et les acteurs locaux, de présence importante sur le terrain (...) ».

Site internet de l'association De l'aire



La genèse du projet ou « *Comment la culture peut activer la vie des territoires ?* »

De l'aire est une association, créée en 2002 et basée à Crest, dans la Drôme. C'est Elisa Dumay qui amorce et fonde le projet de l'association, à la lumière d'un parcours de formation sociologie / culture et de premières expériences professionnelles dans le milieu culturel. Elle est issue d'une famille d'aménageurs, d'urbanistes, qui l'a faite « baigner » dans une culture de l'aménagement de l'espace public. Lorsqu'elle lance l'association De l'aire, accompagnée par un conseil d'administration constitué d'amis intéressés par ses idées, Elisa Dumay a le désir de s'éloigner du champ de la programmation culturelle et de la diffusion de spectacles vers lequel aurait pu la diriger son parcours de formation.

« Le sens que je donnais à la culture, c'était vraiment le sens d'activation de la vie sur un territoire. Très tôt, j'ai eu envie de mêler le développement local avec le développement culturel, de voir la culture comme un moyen d'agir sur le territoire et de faire en sorte que les citoyens agissent aussi sur leur territoire. Un vrai outil dont se saisir ». Élisabeth Dumay

Forte de cette « vision politique et culturelle », l'association De l'aire ancre, dès ses débuts, sa démarche dans l'expérimentation. Il s'agissait de faire vivre ce point de vue, sans savoir exactement comment le faire, sans n'avoir aucune recette toute faite. D'ailleurs, la première action menée par l'association - qui marque sa naissance en 2002 - n'est ni un événement culturel, ni un projet d'aménagement. Il s'agit d'un « voyage d'étude », en réponse à l'attente de certains élus qui souhaitent travailler sur « l'art dans la nature ». De l'aire emmène alors un groupe, composé d'élus et de professionnels à « la Fête de Mai » en Belgique. Ce voyage d'étude a un impact très favorable, il permet à certains acteurs locaux de mettre en place des actions culturelles, en lien avec des projets liés à la nature, et octroie à l'association De l'aire une première reconnaissance auprès des partenaires officiels, notamment la Drac et la Région Rhône-Alpes. Suite à cette première étape, l'association travaille sur plusieurs programmations culturelles et artistiques dans des communes rurales : création et tournée d'un spectacle dans les montagnes du Vercors, étude avec un cabinet d'urbanisme sur la place de l'art contemporain en matière de développement du territoire, dans une communauté de communes du Poitou, etc. L'association est, à cette époque, dans une logique de réponse à des appels d'offres ou à des commandes. Son approche concerne la programmation d'actions culturelles en interaction avec le développement local. Un des projets phares des premières années de l'association est la collaboration avec Les Caprines, « *une association de développement rural et agricole regroupant artistes, agriculteurs et chevrriers, qui invite chaque année des*

artistes à concevoir des projets de création contemporaine en lien avec la culture caprine, fortement présente dans le sud Drôme ». De l'aire est engagée par Les Caprines pour assurer la maîtrise d'œuvre de deux projets entre 2003 et 2005 : conception, médiation et montage de projets, l'idée étant de valoriser la culture caprine en tant que ressource territoriale.

Aujourd'hui, la position de l'association De l'aire sur les projets qu'elle conduit est de différentes natures, selon les actions et les partenariats mis en place. En effet, elle peut mettre en place un partenariat de conseil, un partenariat d'accompagnement ou de médiation, elle peut aussi être porteur de projet. L'approche, qui privilégiait au départ la programmation culturelle comme révélateur de ressources locales, va évoluer par la suite, pour se tourner vers l'aménagement urbain comme objet susceptible d'activer des dimensions culturelles, afin de nourrir les projets de développement local.

Projet constituant : Cobonne 2006-2007 ou « *Comment accompagner l'aménagement du territoire par des actions liées à la culture, en soutenant une logique de participation habitante ?* »

Proposer et co-construire

Le projet mené à Cobonne peut être qualifié d'une part, de « projet expérimental » et, d'autre part, d'acte constituant pour l'association de l'aire. Il est né d'une conjonction entre deux dynamiques. Tout d'abord celle de l'association De l'aire qui souhaite « *aller plus loin que les sentiers artistiques, expérimenter un programme de développement local et culturel au service de projets locaux, arrêter de considérer la culture comme un 'plus' esthétique qui questionne un peu, qui ne fait pas de mal, qui est un peu décoratif...* ». Pendant plus d'un an, Elisa Dumay « cherche une commune » qui puisse se lancer, en collaboration avec De l'aire (identifiée comme « association culturelle »), sur une question de développement local, liée à l'avenir de la commune. D'autre part, Madame le Maire de Cobonne - qu'Elisa Dumay connaît avec son mari en tant qu'anciens éleveurs caprins - lui fait part de l'existence, dans sa commune, d'un groupe d'habitants désireux de s'investir auprès de la municipalité, sans être pour autant élus. De plus, la municipalité se questionne sur le vivre ensemble dans la commune. Cobonne est une commune de 158 habitants située dans la petite vallée de la Sye, au cœur de la vallée de la Drôme et au pied du Vercors.

Elisa Dumay rencontre le groupe, informel au départ, qui lui fait part d'une multiplicité d'enjeux locaux « qui les intéressent » : le paysage, la vie sociale, mais aussi comment, avec l'arrivée des néo-ruraux, conserver une part de l'identité locale tout en

s'ouvrant vers l'extérieur, en faisant avec la nouvelle modernité ? Ce collectif d'habitants, qui se constituera véritablement dans le cadre du projet avec l'association De l'aire, est composé d'une population assez hétérogène et par conséquent représentative de la population qui vit dans la commune. Bruno Allaigre est un habitant de Cobonne, plus précisément d'un « nouveau hameau », appelé hameau Chanson. Il fait partie du collectif et décrit trois « catégories » de personnes en son sein : une population rurale « de souche », une population urbaine installée dans le vieux village (des retraités, des gens qui travaillent à Paris, notamment dans le cinéma ou des universitaires) et la population du hameau Chanson, plutôt des 30-40 ans qui vivent en famille. Le collectif et De l'aire se rejoignent sur un projet commun dont l'axe central sera « la rencontre » et le « faire ensemble ». Entre les aspirations du collectif et ses propres propositions, la mission de l'association à Cobonne se définit progressivement dans l'accompagnement d'un collectif d'habitants, d'une commune et des élus, sur la question de l'avenir de la commune. Pour la première fois, le positionnement est celui d'un accompagnateur au développement local et à l'aménagement du territoire. Il s'agit là d'une démarche globale et non d'une manifestation culturelle. Le projet n'est donc pas une commande mais plutôt une proposition de De l'aire co-construite avec les élus et les habitants, née d'une rencontre avec un terrain propice, donc en prise forte avec un contexte local et des envies existantes, qui vont permettre à l'association d'expérimenter une démarche nouvelle. De l'aire arrive également avec des financements, et notamment une possibilité d'accompagnement par la CRESS (Chambre Régionale d'Economie Sociale et Solidaire) via le Fond Social Européen.

Le processus et les actions du projet à Cobonne ont été décrits et questionnés dans le livret *Cobonne 2006-2007*, édité par l'association De l'aire. Nous ne reviendrons par conséquent pas sur tous les détails du projet ici. Nous en proposons néanmoins une présentation synthétique, qui permettra de voir en quoi ce projet a été constitutif de la démarche de l'association, dans la manière de faire et les questions qu'il a soulevées.

Engager un dispositif participatif et fabriquer des espaces communs

Le projet s'est déroulé sur une période de 2 ans. Une première année décrite comme « exploratoire », ponctuée par de multiples événements, dans la commune et à l'extérieur, et une deuxième année de co-réalisations concrètes entre habitants, élus et créateurs sur la commune de Cobonne. Pendant un an, le travail se centre sur l'élaboration du collectif et son mode de fonctionnement, pour aboutir à la définition de trois problématiques : « *la vie collective donc sociale, les questions de paysage derrière lesquelles vont l'agriculture, la déprise agricole et toutes les problématiques fortes pour ce type de petites communes* »

rurales qui accueillent de plus en plus de néo-ruraux et de moins en moins de gens qui vivent et travaillent sur place, et enfin, l'aménagement urbain ». Cette première année a permis aux habitants d'accueillir des projections de films et des débats relatifs au thème du projet (l'espace public, l'art dans l'environnement), de participer à des réunions publiques et des journées de travail avec des spécialistes (architecte, urbaniste, paysagiste), de partir en voyage d'étude en Slovaquie ou d'aller explorer d'autres expériences artistiques similaires en France, etc... L'année 2006 a été clôturée par la réalisation d'un documentaire par un habitant de Cobonne, lui-même réalisateur, sur la démarche du collectif d'habitants. C'est également durant cette année que le choix est fait d'intégrer une équipe de créateurs, qui puissent venir en soutien, pour activer les réflexions. De l'aire en propose trois et le choix se porte sur le *Bruit du Frigo*, qui regroupe des professionnels de l'architecture, de l'urbanisme, des arts, de la vidéo, de la communication, de l'animation, du multimédia, du graphisme, du paysage et de la sociologie.

Ce collectif se définit comme « un hybride entre bureau d'étude urbain, collectif de création et structure d'éducation populaire, qui se consacre à l'étude et l'action sur la ville et le territoire habité, à travers des démarches participatives, artistiques et culturelles. À la croisée entre territoire, art et population, nos projets proposent des façons alternatives d'imaginer et de fabriquer notre cadre de vie, en y associant tous les acteurs (...) ».

Extraits du site internet du Bruit du frigo.

On peut percevoir cette première année, comme une phase d'alimentation aux thématiques de travail et au processus participatif mais aussi comme une phase « en soi » du projet. Bruno Allaire, qui a notamment participé au voyage d'étude en Slovaquie, parle d'une « *année très positive, qui a permis l'ouverture de la parole, la rencontre entre les gens. Une année qui a permis de créer des possibles* ». Dans cette phase, le rôle de l'association de l'aire et d'Elisa Dumay est central : alimenter le projet en contenu, en références, par de multiples propositions et accompagner le collectif d'habitants et la municipalité dans la mise en place d'un processus participatif.

En 2007, la collaboration avec trois membres du Bruit du frigo démarre, accompagnée par une sociologue et une photographe. Le collectif de créateurs est venu en plusieurs fois, avec une équipe à géométrie variable. Ils ont, à leur tour, pris le temps de comprendre qui étaient les gens, quelles étaient les envies. Ils trouvent à leur arrivée un collectif d'habitants « en état de marche », nourris par la première phase du projet et prêts à s'investir. Le focus se fait sur le manque de lieux de rencontres et d'espaces publics. Le Bruit du frigo proposera différents chantiers ouverts et participatifs dans l'optique de « fabriquer des espaces communs ». Ces chantiers aboutiront à plusieurs réalisations : la co-création du « Bar'oudeur », un lieu de rencontre, d'apéro et de transmission

d'informations, crée sous un abris bus, à côté de l'espace poubelle de la commune ; le réaménagement d'un panneau d'affichage situé entre la mairie et l'école ; la construction d'une cabane-kiosque sur une parcelle disponible appartenant à la mairie ; la réalisation de mini-médiathèques ambulantes intitulées « les Colporteuses (malles voyageuses) » alimentées par les habitants. Chaque chantier en cours et chaque fin de chantier fait l'objet de temps festifs et conviviaux. En parallèle, d'autres actions sont proposées par De l'aire, le Bruit du Frigo ou par les habitants : la construction de cabanes avec les enfants et leurs parents, des ateliers à l'école du village et, une action intitulée « Moi(s) Je(u) », à l'initiative d'un couple d'habitants, qui consistait à donner à chaque personne vivant à Cobonne un appareil photos jetable, afin qu'il réalise une photo par jour de sa commune, pendant un mois. Cette action a été extrêmement suivie puisque 103 personnes ont participé sur les 158 habitants de Cobonne. Elle a abouti à une exposition collective de près de 3000 photos dans le village. Mais, c'est aussi par cette action très participative qu'est arrivée l'exacerbation de conflits sous-jacents au projet.

Avancer en marchant

Le processus engagé par l'association De l'aire, la municipalité de Cobonne, le collectif d'habitants et le Bruit du frigo sous-entend une indétermination permanente par rapport à ce qui va être conçu, créé et produit. De l'aire arrive avec des propositions, une démarche, des ressources et des outils à expérimenter et le projet se construit d'étape en étape, sans idée préalable de ce qui va être réalisé et de ce que cela va générer. La problématique est partagée par toutes les parties prenantes du projet mais touche à l'impalpable : la rencontre, le commun. Cette indétermination n'est justement pas un manque de vision ou de méthode, elle est un parti pris, le pré-requis d'une « manière de faire ensemble » qui laisse le champ libre à tous les possibles, toutes les collaborations et toutes les prises de position. Elle est pensée comme un élément indispensable de la démarche participative et de la co-construction entre habitants, élus, artistes et médiateurs.

« On a essayé les plâtres de notre nouvelle démarche et on a essayé les plâtres de Cobonne, donc c'était passionnant et très expérimental, mais aussi très difficile par moment. On était avec un collectif de gens qui avait envie de faire beaucoup de choses, mais qui n'étaient pas des élus, qui étaient des citoyens, ou alors des élus mais qui souhaitaient être dans le collectif à titre de citoyen. Donc, le projet a mis en lumière toute la difficulté d'une programmation qui n'était pas du tout entendue sur la nature des liens entre les élus et les citoyens. On a avancé tous en marchant. Il y avait une vraie confiance au départ mais cela a révélé quand même beaucoup de conflits. Les démarches participatives font émerger pas mal de conflits. » Elisa Dumay

Enjeux micropolitiques

Le projet a donc révélé des conflits entre la municipalité et les habitants qui se sont notamment exprimés au cours du projet Moi(s) Je(u), lorsque la mairie refuse d'exposer une des photos prises par un habitant. Elle refuse de cautionner l'image, quelques habitants dénoncent la censure, et les conventions établies pour le projet ne permettent pas de départager les protagonistes du conflit. Les habitants se questionnent alors sur la possibilité de travailler sur des actions décalées, innovantes tout en s'articulant à l'institution publique qui elle, a une mission légale et normative. Cet épisode questionne la capacité démocratique d'une commune à faire de la participation. Lancer des processus de participation, activer de nouveaux usages dans l'espace public est un premier pas, mais qui prendra les décisions et jusqu'où ? Pour autant, les conflits semblent inhérents à ce type de démarche et ne constituent pas un dysfonctionnement. Ils sont une forme d'interaction sociale et la marque d'un fonctionnement démocratique, incluant le débat. Néanmoins, la façon dont sera géré le conflit, va être nettement déterminante pour la poursuite du projet. Elle dépend, pour beaucoup, de la base commune élaborée au départ. Bruno Allaigre décrit la suite du projet par « une incapacité de continuer » pour les protagonistes qui se renvoient les responsabilités. Il évoque une « déconstruction lente mais déterminée du projet », qui est passée par le démontage des différentes constructions, notamment la cabane élaborée sur la parcelle publique.

À l'issue du projet, Élisabeth Dumay a mis en perspective cette expérimentation. Elle pointe différents apprentissages, déterminants dans l'élaboration de la démarche de l'association.

Le socle commun : s'engager dans une responsabilité partagée dès le départ, qui implique un véritable co-portage du projet au niveau financier et humain.

La marge de manœuvre : être en mesure de savoir « jusqu'où la démarche peut aller » et pouvoir se situer entre une concertation globale qui laisse les décisions à la collectivité locale et un processus participatif qui permet de définir les projets en commun, de fixer des échéances et des budgets, donc de prendre les décisions collectivement.

La boîte à outils : être capable de proposer un vrai cadre de travail, en évitant la co-construction « absolue » et en fixant, au départ, en concertation, des règles de fonctionnement qui ne pourront plus être discutées. Cela implique pour l'association De l'aire l'élaboration d'une boîte à outils « qui ne change pas » mais qui permet le « sur-mesure ».

La participation en question : savoir ouvrir les espaces de participation au-delà des personnes déjà concernées et détentrices d'un certain savoir et d'un certain « capital social », sans tomber dans l'injonction de participation et la démagogie du « tout le monde doit participer ». Pour susciter ça, à Cobonne, De l'aire et le Bruit du frigo sont partis du

« plus petit dénominateur commun », en investissant par exemple, l'espace des poubelles, un lieu où les gens se croisent, sans distinction. Cette posture implique d'une part, de reconnaître les intervenants extérieurs à la commune comme des passeurs et, d'autre part, que les acteurs locaux acceptent de se considérer comme les principaux ouvriers de la participation et du changement.

Prolongements

La déconstruction communale des aménagements nés de l'expérimentation cobonnoise, laisse un goût mitigé à certains artisans du projet. Bruno Allaigre parle *« d'une super expérience, mais d'un super loupé dans la mise en acte du projet par l'institution. Au niveau du collectif d'habitants, nous n'avons pas su nous positionner comme partenaire de la mairie »*.

Néanmoins, si le projet semble avoir peiné à influencer concrètement la politique publique locale en termes de plan local d'urbanisme, la dimension artistique et culturelle a créé des envies puisqu'un groupe de rock est né du collectif d'habitants.

Ce collectif demeure potentiellement toujours en vie. En aval de la déconstruction de la cabane, les matériaux ont été réutilisés pour réaliser des sièges qui ont été installés dans la campagne environnante.

Au-delà de la localité, le livret de Cobonne a fait le tour de la France et de nombreuses communes ou personnes contactent l'association De l'aire pour se renseigner sur la démarche. Le projet a été lauréat des Trésors du Développement Durable 2008 (Région Rhône-Alpes) et du Trophée Régional Agir Ensemble 2007 de la Fondation de France.

Enfin, le projet semble avoir atteint ses objectifs en termes de démocratie locale. Michelle Frémaux, chargée de mission au CAUE de la Drôme, partenaire du projet de l'association De l'aire à St Jean en Royans, que nous aborderons ensuite, fait part de la particularité de Cobonne dans le paysage local, au niveau de l'implication des habitants. Elle explique que lorsque le CAUE a travaillé avec Cobonne, sur des questions de PLU, après le passage de De l'aire, ils sont arrivés dans une commune *« où les gens se parlaient »*. Cinq réunions ont été organisées avec les habitants, avec à chaque fois une soixantaine de personnes qui prenaient la parole et avaient leur mot à dire sur leur cadre de vie, le paysage, les activités économiques, l'évolution socio-démographique de leur commune. Il s'agit pour elle d'une trace importante, laissée par le travail de l'association De l'aire.

Faire vivre la démarche : « Sur la place publique » à St Jean en Royans ou « *Comment construire ensemble l'avenir d'une commune ?* »

Après Cobonne, l'association De l'aire a lancé plusieurs projets. L'un d'entre eux a été mis en oeuvre « en proximité » dans un quartier HLM de Crest, ville d'implantation de l'association. Ce projet avait pour but de lancer une réflexion partagée avec les habitants du quartier sur leurs usages de l'espace public. Il a mis en présence différents professionnels (artiste, architecte, éducateur, photographe) et permis d'expérimenter différents outils d'expression et d'analyse, mixant une approche artistique et une approche urbaine (photographie, dessin, cartographie, sérigraphie sur T-shirts, textes et récits, formation au design graphique...). Un autre projet vient également de démarrer sur la commune de Bossieu en Isère. Nous avons choisi ici de nous centrer sur le projet de l'association à St Jean en Royans dans la Drôme. Il s'agit d'un projet conséquent, associant différentes échelles territoriales et différents partenaires, qui s'est déroulé pendant trois ans, et dont la dernière étape a eu lieu en septembre 2011. Intitulé « Sur la place publique », il est défini comme une « étude action » et a pour but d'expérimenter une approche innovante des espaces publics de Saint Jean en Royans, étroitement articulée à l'élaboration d'un nouveau Plan Local d'Urbanisme.

Contexte et partenaires

L'initiative vient du Parc Naturel Régional du Vercors, dans le cadre de sa mission d'innovation et d'expérimentation. Le Parc souhaite, en 2009, mettre en oeuvre un programme européen Leader +, à la suite d'un précédent projet intitulé « regards croisés sur les paysages », dont le bilan a pointé un manque de médiation, d'ancrage territorial, de travail de terrain et de lien avec les habitants. C'est pourquoi, Armelle Bouquet, chargée de mission « culture et patrimoine » pour le Parc du Vercors, qui pilote le démarrage du projet à Saint-Jean-en-Royans, décide de faire appel à l'association De l'aire dont elle a vu le travail à Cobonne. En parallèle, elle missionne la Halle de Pont en Royans, un lieu d'art contemporain du territoire avec lequel elle travaille depuis plusieurs années, pour assurer la maîtrise d'œuvre du projet en collaboration avec De l'aire. La Halle est un lieu institutionnel qui a été créé il y a 25 ans, dans la logique de décentralisation et de démocratisation de la culture des « années Lang ». Il comprend une partie médiathèque et un lieu d'art. Sandrine Martinet dirige le lieu d'art depuis 2002 et met en place chaque année quatre expositions, ainsi que trois projets « hors les murs ». Pour elle la composition de la maîtrise d'œuvre du projet « *permet le mélange des compétences, afin de se placer*

sur un terrain artistique et sur un terrain de démocratie participative ». La démarche participative fait en effet partie du cahier des charges du Parc, avec l'intention d'Armelle Bouquet de dépasser « l'idéologie participative » pour mettre en œuvre des processus concrets. La volonté du Parc est de poursuivre la dynamique d'une nouvelle approche des paysages, tout en s'intéressant à l'architecture et à l'urbanisme. Il souhaite repartir sur une forme de résidence d'artistes, qui selon Armelle Bouquet « *permet l'émulation et constitue un très bon prétexte pour travailler autrement, innover et expérimenter* ».

Reste à choisir une commune, en privilégiant une municipalité qui redéfinit son Plan Local d'Urbanisme. Le choix de St Jean-en-Royans se fait par cet axe-là, avec la spécificité que la maire de la commune est aussi la présidente du Parc du Vercors. A priori, la commune ne prend pas de risque au départ : d'une part, le Parc apporte les financements et les partenaires professionnels et, d'autre part, le projet vient questionner une dimension de la politique publique que la commune doit interroger.

« La Commune de Saint-Jean-en-Royans est une petite commune de 3000 habitants nichée au pied des montagnes du Vercors au milieu d'une nature très présente et d'une activité agricole encore bien active. Elle présente toutefois des caractéristiques urbaines assez fortes du fait de son rôle de « commune centre » et de son passé industriel fort (...). Raison pour laquelle, chose étonnante dans une petite commune rurale, on trouve aujourd'hui toute une partie de la population issue de l'immigration (asiatique, maghrébine, portugaise), avec une génération en retraite et une génération jeune ».

Contexte de St-Jean-en-Royans, site internet de l'association de l'aire.

Autre élément contextuel, l'équipe municipale de la commune est récente, élue en 2008, composée d'élus qui n'ont pas de long parcours en politique, excepté Mme le Maire qui a été conseillère générale et qui préside le Parc du Vercors. Cette nouvelle équipe municipale travaille assidûment au développement d'une politique culturelle, précédemment inexistante, qui faisait partie des engagements de leur campagne électorale. Marie-Odile Guirimand est l'adjointe en charge de la commission « bien vivre ensemble », qui comprend le soutien à la vie associative, le développement culturel, la participation des habitants, le sport... Elle est l'élue référente pour le projet « Sur la place publique ». Dès son arrivée, elle a mis en place plusieurs événements culturels (une programmation intitulée les « mercredis sur place », la fête de la musique...) et initié plusieurs projets participatifs, notamment en lien avec l'aménagement urbain de la commune. Par exemple, une concertation active sur le thème des déplacements doux (piéton, vélo), dans St Jean, avec des « balades diagnostics » qui ont mobilisé plus de 100 personnes. En 2009, l'arrivée du projet sur les espaces publics est par conséquent bien accueillie par l'équipe municipale. Celle-ci a également pour ambition de lancer un PLU, elle voit donc dans la proposition du

Parc une occasion intéressante d'avoir un regard expérimental et décalé, sans engagement financier de sa part. Au démarrage du projet, tous les partenaires sont très impliqués, la thématique de travail est large et le dispositif solide. L'association De l'aire a une position de co-concepteur avec le Parc, la Halle et la commune, et de pilotage global de l'opération.

L'objet du projet est d'expérimenter une nouvelle approche des espaces publics de Saint-Jean-en-Royans, en s'appuyant sur des actions concrètes et décalées dans l'environnement quotidien, pour stimuler des usages, engager des réflexions et aboutir à des projets d'aménagements pérennes ou éphémères. Selon Danielle Pic, la maire de St Jean en Royans :

« C'est une façon ludique de prendre conscience des espaces publics. L'objectif est de retrouver la place publique de nos grands-parents, tenter de retrouver la vie de quartier d'avant la télévision. On a un village assez étiré en longueur avec des quartiers excentrés, un peu lointains. Il est difficile de créer une cohésion de gros bourg. On a tout de suite voulu travailler là-dessus et ce complément proposé nous plaisait. On voulait travailler sur la notion de village, d'équipe d'habitants ».

Pour mener le projet, De l'aire et la Halle propose de travailler avec le collectif EXYZT, un choix validé par la commune et par le Parc.

Le collectif d'artistes : EXYZT

Le collectif EXYZT est composé de plusieurs architectes-constructeurs, d'un graphiste, d'un photographe et d'un ingénieur autodidacte. Il est surtout à géométrie variable et fait appel selon les projets à des jardiniers, des cuisiniers, des vidéastes... L'engagement du collectif repose sur l'idée que :

« L'acte d'architecture ne peut se réduire en un acte unique de design et de construction. L'architecture est politique et sociale. Nous nous efforçons donc de considérer l'architecture comme un outil ou un véhicule qui invite les compétences et les savoir-faire d'une société pour déclencher et expérimenter d'autres formes d'habiter et construire ensemble ». Site internet de l'association De l'aire.

Dimitri Messu est architecte, membre du collectif et très investi dans le projet de St Jean. Pour définir sa pratique, il met en avant deux temps qui permettent de « poser un acte architectural » : le temps du chantier où l'on passe du projet abstrait à la réalité et qui donne des endroits de liberté, et la construction du programme qui permet de qualifier les espaces, et au sein desquels on peut passer à l'action et tester des choses. Il défend le fait

que le « faire soi-même », « même cheap », peut offrir une autre manière de partager l'architecture. Il aime « *se servir des délaissés urbains pour prévoir des structures, des programmations éphémères de ces lieux, pour déclencher ou engendrer des dynamiques, révéler les potentialités des territoires* ». En matière de participation, il s'interroge sur la façon dont on passe de la posture de spectateur à celle d'acteur, et sur la manière dont on peut travailler avec les habitants sur la question des normes. À St Jean, l'objectif premier du collectif est de renouveler les regards sur les espaces publics par un passage à l'action, par le détournement, le décalage, tout en construisant des choses avec la municipalité. Sa proposition est de réaliser l'étude sous forme d'action et pas de rapport, de lancer une dynamique en vivant sur place et en rencontrant les habitants. Il s'agit de s'intéresser plus aux usages qu'aux formes, et de développer des outils qui permettent de s'approprier n'importe quel espace. Dimitri Messu défend la posture d'indétermination « *à l'image des dominos. Une action en chaîne une autre, il n'y a pas de discours préalable, mais on réagit sur ce qu'on comprend de l'action précédente. C'est aussi pour ça qu'on a un temps de vie sur place* ».

Pour mettre en œuvre le projet de St Jean, De l'aire, la Halle et Exyzt sont devenus de véritables partenaires, complémentaires. Exyzt est dans une relation « directe » qui fonctionne par l'interpellation, et De l'aire crée les conditions de l'histoire qu'ils ont à raconter, ce qui constitue un travail très important.

« Exyzt était plutôt une structure pour faire de l'événementiel et moi je leur ai demandé de faire du développement. Ils ont une capacité de création et d'action très efficace dans la réalisation, une capacité de lien avec les gens dans l'action qui est très chaleureuse et très pertinente. Ils produisent, et ça créé la vie, c'est crucial. Leurs actions sont des chantiers ouverts dans lesquels il y a plein de raisons, de prétextes pour aller voir les gens (se faire prêter un tracteur, acheter un pot de miel chez René, etc..). Tout est participatif, mais je me suis rendu compte qu'ils avaient besoin d'un médiateur, alors on a fusionné ». Elisa Dumay

Un comité de pilotage évolutif

Pour ancrer la démarche, permettre au projet de se co-construire et anticiper sur sa pérennisation, les maîtres d'œuvre mettent en place un comité de pilotage. Il est constitué au départ de techniciens du Parc, de l'association De l'aire, du collectif Exyzt, et d'élus de la commune. Dans un deuxième temps, en lien avec l'évolution du projet, il intègre des acteurs locaux comme le centre social de St Jean-en-Royans, le collège et les instances de programmation urbaine (CAUE de la Drôme, cabinet d'étude en charge du PLU et Drôme Aménagement Habitat –DAH-, le bailleur social de la Drôme).

Les actions

Le projet « Sur la place publique » se développe sur trois ans, de 2009 à 2011. Il s'élabore en quatre temps de résidences du collectif Exyzt à St Jean en Royans. Quatre temps de rencontres, de réalisations au cours desquelles le projet prend progressivement ancrage via la multiplication de partenariats. Un ancrage qui permet d'envisager sérieusement les prolongements du projet sur le territoire.

Première résidence : Chaud Devant. Du 1er au 10 octobre 2009

Cette première résidence démarre par une observation du territoire qui permet à Exyzt d'identifier certaines spécificités : un fort rapport à l'eau, la présence de sources, mais aussi d'anciens fours à pain « publics » devenus « privés ». Ils créent un outil de « relecture du territoire », un objet mobile qui vise à revisiter l'espace et ce qu'on peut y faire : un four à pain, un « point chaud ». Les membres du collectif rencontrent des gens qui détiennent le savoir faire du pain et s'associent à eux pour avoir cette connaissance. Le four est fabriqué dans un lieu prêté par la communauté de communes, le collectif se montre « en train de travailler ». Pour cette construction, ils vont voir des menuisiers, des artisans, des agriculteurs qui leur font don de bois ou d'une cariole, de matières premières, d'un tracteur... mais aussi de temps et de savoirs-faire. Ils créent un réseau local assez étendu. Il s'agit de sélectionner des ressources disponibles en quantité, en qualité ou en savoirs faire. Cela permet de révéler des potentiels humains, spatiaux ou institutionnels. L'idée est de partir de la spécificité d'un lieu et de son quotidien pour aboutir à la création d'un récit. Pour Exyzt, c'est une fiction : *« on s'est incrusté dans des événements quotidiens, la sortie des écoles où on a proposé un goûter avec du pain fait par les parents qui amenaient le levain, ou la sortie de l'église, un moment assez truculent avec le pain, assez joyeux ».*

En point d'orgue de la résidence, le collectif « décale tout » en investissant, un soir d'automne, la fontaine du village. Ils font chauffer l'eau de la fontaine et installent des petits bancs pour faire des pédiluves. Les habitants peuvent prendre un bain de pied, en buvant un verre de vin rouge, en mangeant du pâté apporté par certains artisans et en écoutant un concert. Les gens ont ainsi la possibilité de se rendre compte de la fontaine, de la présence de l'eau et de l'existence d'un lieu de vie potentiel. La dynamique créée est positive, mais vient aussi perturber. Des architectes qui viennent faire du pain et des pédiluves dans une fontaine, cela laisse certaines personnes très dubitatives.

« Une partie des habitants n'a pas compris le pédiluve sur la place, ils ont pris les architectes pour des urluberlus parisiens, ça a alimenté des rumeurs, des ragots. L'opposition politique a également été assez virulente. Et, dans le même temps, des gens, notamment qui venaient de loin, nous disaient que c'était génial ». Marie-Odile Guirimand

Durant ce premier temps de résidence une autre action est proposée : la réalisation d'une exposition à la Halle de Pont-en-Royans dont l'objectif est de présenter l'identité du collectif EXYZT, de donner à voir les premières actions menées à Saint-Jean-en-Royans et de transformer La Halle en un lieu d'échanges, de confrontation avec la population et les visiteurs, pour alimenter l'étude menée sur la commune de Saint-Jean-en-Royans.

« L'exposition permettait d'exposer tout ce qui était mis en place de façon empirique. Elle permettait de l'expliquer. À ce moment- là, il y avait une controverse sur leur manière de se présenter, leur posture – sont-ils des vrais architectes ?-. Les choses prenaient du sens lorsque l'on voyait leurs expérimentations sous forme d'images, de traces, avec des livres, des textes... Des écoles de St Jean sont venues, des habitants aussi, ce sont de liens qui existaient peu avant avec la Halle ». Sandrine Martinet

Deuxième résidence : Parcours culturel et urbain. Du 27 février au 17 mars 2010.

Le projet de cette deuxième résidence est l'occupation d'un bâtiment en friche. Celle-ci n'ayant pu se faire, la résidence devient nomade. La première idée consiste à inviter la population à rejoindre Exyzt sur 4 lieux différents : la salle communale, la salle de la paroisse, l'office de tourisme et un immeuble presque vide en voie de démolition sur le quartier HLM des Chaux. L'objectif est d'inciter les habitants à se rencontrer dans des lieux communs pour échanger sur les espaces publics. À cette occasion, De l'aire associe toutes les associations locales pour co-organiser les soirées et les temps de rassemblement : projections de film, office d'urbanisme temporaire, foire aux idées, fabrication de fleurs en soie avec le corso local, soirée avec les paniers du Royans (une association qui défend le circuit court, qui a décentralisé la livraison de panier à la salle des fêtes et qui a fait venir ses adhérents), un « contest » de play station, un salon de thé avec une association d'édition et de lecture publique, des événements avec le comité de jumelage, terre solidaire, les laboureurs, une association anarchiste, etc....

En parallèle, le collectif Exyzt va à la rencontre des habitants en leur posant la question suivante : « quels sont vos endroits préférés ? ». L'idée est de partir de leur domicile, pour aller jusqu'à cet endroit. Cette action a permis à Exyzt d'enrichir sa perception de la commune et de récolter des éléments en vue d'élaborer de futurs espaces.

Cette résidence fait surtout apparaître une nouvelle opportunité. Il s'agit de la démolition de l'immeuble Les Fougères dans le quartier des Chaux, prévue pour le printemps 2011. Les élus, associés au C.A.U.E, sont en quête d'un projet pour le devenir du quartier, lié à cette transformation. Ce quartier, bien que paisible et de petite taille, concentre beaucoup d'imaginaires négatifs de la part des habitants de St Jean. C'est un peu la « banlieue » du village. Le collectif s'installe dans le quartier et se rapproche du Centre

Social La Paz qui y mène une action. En effet, en février 2010, juste avant la résidence, le centre social a créé un nouveau poste de coordinatrice « enfance et habitants », occupé par Patricia Chapuis, avec une mission particulière sur le quartier des Chaux. Dès son arrivée, celle-ci a réalisé une enquête en porte-à-porte pour connaître la vie du quartier, les besoins, les problématiques et commencer à constituer un collectif d'habitants qui pourrait être actif. Lorsqu'en mars, Exyzt arrive sur le quartier, les projets sont couplés et les équipes travaillent ensemble.

« Leur démarche allait bien dans le sens du centre social puisqu'elle concernait l'implication des habitants pour transformer leur quartier. Notre enquête faisait ressortir un manque de connaissance des habitants entre eux, un manque de convivialité. Elle faisait apparaître les Chaux comme un quartier où il ne se passe rien, un quartier délaissé ». Patricia Chapuis

Patricia Chapuis décrit le quartier comme étant constitué de nombreuses personnes âgées, de gens présents depuis sa construction, de petites communautés issues de l'immigration (maghrébine, asiatique et portugaise). Elle fait part de l'existence d'un clivage communautaire avec la communauté asiatique et d'un clivage générationnel. Le projet du centre social rassemble progressivement un groupe d'habitants pour organiser des repas de quartiers, des ateliers. Il invite les gens à réfléchir au quartier et met en place différents ateliers. Le projet du centre social suit deux axes : mener des actions pour contribuer à la convivialité et aménager le quartier (notamment la construction d'une aire de jeux). Il rejoint assez naturellement le projet d'Exyzt. Pour Patricia Chapuis, ces derniers ont permis de faire venir des gens de l'extérieur, ils ont créé de l'ouverture. C'est au cours de cette résidence qu'Exyzt et le centre social commencent à investir l'immeuble en voie de démolition. Ils occupent trois appartements, détruisent des murs, ouvrent des fenêtres, pour créer un lieu de rencontre entre les habitants. Par la suite, le centre social passe une convention avec DAH, le bailleur social, pour continuer d'utiliser les espaces. Pendant neuf mois, se sont succédés réunions de collectif d'habitants, ateliers d'alphabétisation, soirées pyjama, après-midi jeux, salon de thé... Le lieu a vécu, au-delà de la présence d'Exyzt, animé par le centre social qui est devenu un relais précieux de l'action du collectif, un véritable médiateur de terrain auprès des habitants.

Troisième résidence : Chaux devant. Du 25 juin au 4 juillet 2011. En collaboration avec le collectif Pied Labiche.

Dans la continuité de la résidence précédente, le projet s'installe concrètement dans le quartier des Chaux. Exyzt et le centre social travaillent en collaboration pour structurer des espaces communs au sein du quartier, à l'extérieur et à l'intérieur de l'immeuble. Le collectif construit un tunnel en bois dans l'immeuble en voie de démolition, un endroit de

repos qui permet aux habitants de se retrouver. Il lance également un chantier collectif de construction de chaises pour les espaces publics du quartier. Autour de cette construction, une importante dynamique se met en place : repas de quartier, concerts, fêtes, visionnage de matchs de foot, détournement d'un jeu pour enfants... Elle permet de nombreux échanges générationnels, culturels et tout simplement humains. Exyzt invite également un collectif grenoblois pour créer une histoire, une fiction radiophonique avec la complicité des jeunes du quartier. Enfin, la création d'un fanzine permet de garder une trace de toute la résidence. L'hiver suivant, les habitants ont continué d'utiliser le tunnel pour se mettre au chaud ou regarder la télévision. Rien n'a été détruit ou abîmé, ni le tunnel, ni le mobilier.

Pour Marie-Odile Guirimand, l'élue référente du projet, le travail dans le quartier des Chaux a été positif et plus « facile à défendre » car il était « moins événementiel ». Les constructions très participatives du tunnel ou des chaises ont apporté du « concret », du « tangible » et généré beaucoup de liens sociaux au sein du quartier. C'est aussi à partir de là que la liaison avec le projet urbain est devenue plus prégnante, notamment avec l'évolution du comité de pilotage dans lequel sont entrés DAH, le CAUE, le cabinet d'étude du projet urbain, le collège et le centre social. Les acteurs de la programmation urbaine sont devenus, petit à petit, partenaires du projet.

La première intervention du CAUE de la Drôme à St Jean consistait à accompagner la nouvelle municipalité dans sa réflexion autour de la rénovation du PLU. Ils ont pris connaissance de la première résidence d'Exyzt « par hasard », eux terminant leur mission de pré PLU. C'est lorsque le projet d'Exyzt se déplace vers le quartier des Chaux que la commune rappelle le CAUE pour qu'il les aide à anticiper sur le devenir du quartier, après la démolition, en lien avec DAH et l'action d'Exyzt. Le CAUE lance un travail de diagnostic des espaces publics du quartier tout en étant attentif aux actions en cours. La mission du CAUE consiste alors à réaliser une expertise. Selon Michèle Frémaux, chargée de mission au CAUE, celui-ci à l'habitude de faire de la concertation avec des usagers, des agents, des élus, par rapport à un équipement, mais il ne met pas en place de dispositifs de participation avec des habitants. Pour elle, la co-construction de projets urbains est très compliquée. DAH, le bailleur social est également sollicité pour participer au comité de pilotage et s'associer au projet. DAH avait déjà travaillé avec De l'aire à Crest sur un quartier en politique de la ville. Samuel Copel est en charge des opérations de renouvellement urbain au sein de DAH, il suit le projet à St Jean. Sa participation au comité de pilotage permet de faire coïncider le calendrier de la démolition et le calendrier des actions du collectif dans le quartier.

À la suite de la troisième résidence, des ateliers d'urbanismes sont mis en place par De l'aire, Le Parc, le centre social, la municipalité et le CAUE, avec les habitants du quartier. Ils se déroulent au collège de St Jean en Royans, devenu partenaire du projet, qui est situé en face du quartier des Chaux. Le premier atelier a pour objectif de créer une culture commune autour des enjeux urbains et des espaces publics. En montrant des exemples de projet, des références, le but est de trouver un vocabulaire commun, appréhendable par tous. Le deuxième atelier a pour objectif de travailler avec les habitants autour de trois thèmes : les espaces publics des Chaux, la question de jardins familiaux et la gestion des voitures et des parkings (notamment en lien avec la question du parvis du collège). Enfin le troisième atelier traite de la création d'une salle communale, sollicitée par les habitants et envisagée par la mairie. Au préalable, le CAUE a clarifié avec la municipalité le champ de concertation possible avec les habitants et les points non négociables du projet urbain. Le cabinet d'étude en charge du projet urbain est également invité à suivre les résultats des ateliers et participe au comité de pilotage.

Cette mise en réseau et en collaboration est l'œuvre de l'association De l'aire qui a dû convaincre chaque partenaire d'entrer dans cette démarche collective, en commençant par le collectif Exyzt qui montrait certaines réticences à entrer dans des dispositifs institutionnels. Les élus de la commune ont également dû être convaincus que l'action d'Exyzt pouvait participer au plan de réaménagement urbain. De la même manière, le CAUE et DAH, s'ils pouvaient être sensibles à ce type de démarche, ont aussi pu être déstabilisés par ce processus inhabituel.

«Ce comité de pilotage a permis de faire entrer le projet dans une démarche de programmation locale institutionnelle, et d'officialiser une démarche culturelle et de médiation, perçue au départ comme quelque chose d'expérimentalo-artistico-culturel, un peu indépendant, électron libre, pour finalement en faire quelque chose qui soit vraiment un outil à part entière au service du politique ». Elisa Dumay

Le projet a pour ambition de dépasser les actions artistiques dans l'espace public. Il doit se mettre au service de l'opération de renouvellement urbain sur le plan de réaménagement du quartier, et répondre à une problématique locale. Cette intention implique de s'interroger et de travailler sur la mise en place préalable d'un terrain réceptif et organisé pour « recevoir » les fruits de la concertation et de la participation, ce terrain n'étant autre que la commune et la municipalité.

Quatrième résidence : Un kiosque aux Chaux. Septembre 2011

L'enquête de terrain a eu lieu en juillet 2011, au moment de la restitution des ateliers d'urbanisme dans le quartier des Chaux, et par conséquent en amont de la quatrième résidence du collectif Exyzt.

A l'heure de la rédaction de cette monographie, la quatrième résidence a eu lieu. Le collectif Exyzt a travaillé à la construction d'un kiosque dans le quartier, en collaboration avec les habitants et les collégiens. La base de cette construction est constituée du tunnel précédemment réalisé et de matériaux récupérés de l'ancien immeuble aujourd'hui démoli.

Ce kiosque, inauguré le 30 septembre 2011 pourrait préfigurer la construction d'une nouvelle salle communale à St Jean-en-Royans.

Enjeux de médiation

Comme nous l'avons vu précédemment, l'association De l'aire mène un travail de médiation et d'ensembliser, nécessaire au « bon » déroulement du processus et garant de l'ancrage territorial de l'action. En effet, un projet comme « sur la place publique » n'est pas sans déclencher de multiples réactions et controverses à l'échelle politique locale.

Ici, la médiation est un dispositif qui permet de faire travailler ensemble un certain nombre d'acteurs au service d'un projet. Il s'ancre dès la définition du projet afin d'activer différents niveaux de participation : les élus, les institutions, les partenaires, les habitants. Le rôle de De l'aire est d'avoir conscience des enjeux de chaque « équipe » (urbains, artistiques, politiques...), de connaître les méthodologies, les temporalités, les contraintes de chacun, de positionner le projet en tant « qu'activateur d'idées » et non comme un projet culturel ou de construction d'équipements pérennes. Ce rôle de médiateur semble indispensable pour composer avec les différentes logiques d'acteurs. Il consiste d'abord à interroger les attentes, les projections utopiques, qui sont forcément différentes, pour évoluer, au cours du projet, vers une double posture de « zone tampon » et d'agitateur, qui peut permettre de garantir à la fois l'ouverture du débat et le maintien de la cohésion du groupe. Le rôle de De l'aire est également de mettre en avant une culture de processus, au détriment d'une culture de résultat. Cette posture de médiateur passe notamment par le fait de questionner avec les partenaires, et notamment la municipalité, les champs possibles de participation.

« J'investis vraiment cette responsabilité. Si j'ai l'impression de faire le jeu du politique, de faire la pommade qui va faire passer le projet avec une pseudo-concertation, je n'y vais pas. L'idée c'est de tout faire pour que la parole de ceux à qui tu l'as prise soit vraiment ré-injectée dans le projet ». Elisa Dumay

Cette responsabilité passe par une forme de rigueur par rapport aux engagements d'une municipalité dans un processus participatif et démocratique, qui peut déclencher des altercations et des conflits, ce qui a pu être le cas à St Jean. Néanmoins, comme à

Cobonne, ces conflits et débats, même virulents, sont des éléments intrinsèques du processus démocratique et de la création collective d'un avenir commun.

Lorsque le projet s'installe à St Jean en Royans, le maître d'ouvrage (le Parc) le perçoit comme une opportunité, sans risque, pour la commune. Or, le processus révèle que cette action, « ludique, intéressante et participative » a généré de nombreux débats parallèles, qui n'avaient pas forcément été anticipés par tous. Outre l'objet de controverse que ce type de projet peut constituer pour l'opposition politique locale (en activant les arguments de gaspillage de l'argent public), il peut également générer des tensions au sein de l'équipe majoritaire. Car, s'il porte des intentions claires et constructives, et s'appuie sur des méthodes éprouvées par ailleurs, il n'en demeure pas moins un perturbateur qui vient questionner la démocratie locale. Cette perturbation demande aux élus un positionnement et un engagement fort dans le projet, mais aussi des « outils », qui leur permettent de le défendre et de l'expliquer. Ce dernier point nous amène à questionner la posture et le langage adopté par les protagonistes de l'action.

Pour l'élue référente, il y a eu au départ un problème de communication, liée à un vocabulaire inadapté, alors que sur le fond, les gens auraient pu adhérer tout de suite.

« Quand on nous dit qu'on va tester des usages dans l'espace public, les gens ne comprennent pas, et pour nous ce n'est pas évident non plus. J'ai dit plusieurs fois qu'il y avait un décalage. Il faut travailler là-dessus car je refuse qu'il y ait des choses qu'on ne puisse pas faire ici parce que les gens n'en seraient pas capables ». Marie-Odile Guirimand

La posture d'indétermination est également inconfortable pour des élus qui doivent rendre des comptes en permanence. C'est pourquoi la question du langage commun, de la capacité à nommer les choses tout en défendant un processus « qui ne sait pas où il va » se révèle primordiale. Les constructions du collectif Exyzt dans le quartier des Chaux ont été décisives dans le processus du projet. Elles ont donné du sens à l'idée de « partager l'espace public », de « transformer les pratiques et les usages ». L'élue référente a défendu le projet de bout en bout, même dans l'adversité. Elle pose néanmoins la question de l'accessibilité de la démarche, en interrogeant particulièrement la question du langage utilisé. De l'aire défend un processus de recherche. Ce processus est en constante redéfinition et le langage, la nomination des événements, la définition du statut évoluent de la même manière. Cette « indétermination » n'est pas rassurante. L'idée de De l'aire est de renouveler l'approche participative sur notre façon de vivre demain, dans les espaces publics. Pour Elisa Dumay cela implique l'invention d'un langage qui ne peut s'appuyer sur l'existant, ce qui est problématique lorsque l'on veut co-construire une action. « *Il faut qu'on arrive à plus nommer les choses pour leur donner de la valeur, les officialiser, et*

aider les gens à assumer ce qui se passe et le communiquer. Nommer c'est faire exister les choses ».

Prolongements

La construction multi partenariale du projet, la capacité d'interpellation du collectif Exyzt, l'attention portée par l'association De l'aire au dispositif de médiation et l'insertion du projet dans des dispositifs institutionnels ont permis de lancer une dynamique durable qui laisse d'ores et déjà entrevoir ses prolongements au niveau des différentes échelles du territoire.

En premier lieu à l'échelle du quartier des Chaux, pour lequel une convention a été passée entre la mairie et le centre social pour poursuivre le travail de proximité auprès des habitants et susciter leur implication dans les transformations de leur cadre de vie, physique et humain. La mairie a également procédé à l'installation d'une nouvelle aire de jeu dans l'espace public du quartier, ce travail de terrain étant articulé à la suite de l'accompagnement amorcé lors de la démolition du bâtiment « Les Fougères », par la mise en place des ateliers d'urbanismes.

À l'échelle de la commune et de ses politiques publiques, la mairie a commandé une étude urbaine pour la rénovation de son PLU, qui prend en compte le diagnostic et les expérimentations menés par Exyzt et dont le cahier des charges comprend la suite de la concertation auprès des habitants. Elle a répondu à un appel à projet de la fondation de France dans le cadre du programme « habitat » et obtenu un financement pour poursuivre cette concertation. La municipalité s'est également lancée dans un autre projet, dans la continuité directe de « Sur la place publique ». En effet, si des logements ne seront pas immédiatement reconstruits sur le quartier des Chaux, la municipalité a racheté, avec le Conseil Général, une grosse maison bourgeoise pour proposer des logements adaptés. Il s'agit d'un projet d'habitat intergénérationnel (personnes âgées et familles) qui comprendra une démarche participative conséquente.

« Le vécu du projet a été plus culturel et participatif qu'urbanistique, mais les fruits du projet sûrement plutôt urbanistiques. Pour moi, le pilier c'est la démocratie participative, permettre aux habitants de devenir acteurs, de donner leurs avis, de prendre en charge l'avenir d'un lieu, c'est l'angle qui m'intéresse le plus ». Marie-Odile Guirimand

À l'échelle du Parc, Armelle Bouquet fait état de fortes demandes de transférabilité du projet vers d'autres communes du territoire. La perspective immédiate est la création d'outils qui permettront de transférer des éléments de méthode tout en défendant la dimension absolument contextuelle de ce type de démarche. En dernier lieu, nous pouvons

nous questionner sur la manière dont l'expérience va s'inscrire dans les choix de politiques publiques, notamment au niveau du PLU, sur la commune de St Jean, mais également au-delà, notamment à l'échelle du Parc du Vercors.

Vers une « maîtrise d'oeuvre partagée » : réaménagement du centre- bourg de Bossieu

L'association De l'aire a démarré en 2011 un nouveau projet avec la commune de Bossieu en Isère. Bossieu compte 285 habitants. Elle est la seule commune de sa communauté de communes qui voit sa population diminuer. En 2009, un des élus de l'équipe municipale fait la connaissance d'Elisa Dumay au cours d'une formation dispensée par l'association De l'aire. Par la suite, une idée de projet voit le jour pour travailler sur la rencontre entre les habitants du village (notamment les gens qui ne « sont pas d'ici ») en l'articulant avec la conception d'un projet de réaménagement du centre. Ce projet, à dimension urbaine et culturelle, doit venir questionner les espaces publics de la commune en tant qu'espaces « où l'on peut se rencontrer ». Après la fermeture du dernier bistrot du village, l'équipe municipale a mis en route un important projet de création d'un « bar épicerie salle d'animation », aujourd'hui en activité, sur la place principale de Bossieu. Un pari réussi, qui constitue pour le maire le point de départ d'une démarche de plus longue haleine. Celui-ci décrit la commune comme un village « éclaté » avec des « quartiers » éloignés du centre et une forte dichotomie entre les natifs et les nouveaux arrivants. Pour lui, l'association De l'aire arrive avec des outils qui vont permettre d'amorcer une démarche de fond, au delà du bâti, en interrogeant et en suscitant la participation des habitants.

La mise en route du projet a nécessité un travail d'un an et demi avec l'équipe municipale qui a abouti à une première étape en juillet 2011 : un chantier participatif de réalisation de petits aménagements urbains temporaires dans le centre-bourg. Le cadre du projet est une « étude action urbaine et culturelle », commandée par la municipalité, qui doit conduire à la réalisation d'une esquisse d'aménagement du centre village. L'équipe proposée par De l'aire est composée d'un urbaniste, de deux architectes (dont un charpentier) et d'un artiste. Le week-end de chantier participatif a permis la rencontre avec et entre les habitants, orchestrée autour de la construction de chaises et bancs, escaliers en terrasse et petite scène amovible dans l'espace public, d'un projet « photos » avec l'artiste, d'un atelier cuisine pour partager ses recettes et organiser un banquet populaire, de projections de films, d'un concert et d'un petit écomusée temporaire sur les outils liés au

bois réalisé par un habitant ancien compagnon charpentier. Avec l'artiste photographe, les habitants ont été invités à prendre en photo « ce qui leur plait ou pas dans la commune » afin de réaliser une fresque en noir et blanc. Cette fresque fonctionne comme une représentation symbolique et dadaïste du village. C'est, pour le maire, « *une machine à rêver, un premier support d'échange* ».

Cette première étape « *très réussie* » en termes de participation et de vécu commun a fait naître des idées et des envies au sein de la population. L'équipe de De l'aire vient de remettre aux élus une esquisse de programme d'aménagement qui a été validée à la majorité. En parallèle, l'artiste photographe prévoit la suite de son action autour de la fresque (qui a été vernie et installée durablement par la commune dans le centre village) en projetant la création d'une installation photographique pérenne, sur le thème de la vie collective à Bossieu, à partir de photos anciennes collectées auprès des habitants et de photos contemporaines des derniers chantiers.

Dans le cadre du projet d'aménagement, De l'aire propose deux types de mises en oeuvre à la commune : une première, plutôt « classique » qui ferait appel à des entreprises de maîtrise d'oeuvre; une deuxième, plus innovante, qui consisterait à réaliser les aménagements à 80% avec les habitants (végétal, terrasse, mobilier, jardins, éclairage...) sur une période de deux ans environ. Cette dernière option marquerait un engagement assez unique de la part d'une commune dans un processus d'aménagement urbain participatif. Cette dernière proposition vient d'être validée par la commune sur le principe.

Pour l'association De l'aire, la perspective de la conduite de cette « maîtrise d'oeuvre partagée » constitue un palier supplémentaire dans l'évolution de son projet, l'ancrage de sa démarche et sa posture de « structure ressource pour le développement local ».

COMPARAISON

À la lecture des monographies précédentes, il apparaît clairement que nous sommes en présence de projets culturels de nature très différente, tant au niveau des médiums artistiques mobilisés, du sens de leur démarche que de leur mode d'élaboration. En effet, nous n'avons pas cherché la représentativité des cas lors de la sélection des objets d'étude, privilégiant davantage la variété des situations et des exemples. Cet élément est une contrainte lorsqu'il s'agit de monter en généralité. Il n'est pas possible d'effectuer une comparaison terme à terme pour identifier les variables indépendantes qui caractérisent les projets culturels dans chacun des territoires ruraux considérés. Il n'est pas non plus envisageable, à partir des matériaux récoltés, d'établir des variables opérantes de contexte qui agissent sur un phénomène récurrent. Nous touchons sans doute l'une des principales difficultés de l'étude de ce type de projets, ne correspondant pas à des programmes d'action bien identifiés et dont la gestion institutionnelle n'est pas encore véritablement définie. La comparaison de plusieurs études de cas nécessite ici de « bricoler » une approche méthodologique plus souple visant à mettre en avant des faits significatifs et des tendances, par delà les contingences propres à chaque projet. À partir des différentes études de cas, nous aborderons successivement plusieurs points susceptibles d'éclairer notre questionnement initial.

La culture comme ressource et la ressource comme construction sociale

L'idée de ressource territoriale se rapporte, nous l'avons dit, à une caractéristique construite d'un territoire spécifique, et ce, dans une optique de développement. La culture peut agir comme opérateur de l'identification et de la mobilisation d'autres ressources façonnées à partir de composantes matérielles ou idéelles. Le projet culturel sert ici de révélateur d'un attribut spécifique du territoire dans lequel il se déroule. Cet attribut ne devient une ressource qu'à partir du moment où il est reconnu comme tel. De ce point de vue, Voix de Traverse a permis de valoriser la présence d'une communauté marocaine dans les Landes de Gascogne et l'existence d'une histoire commune avec la province d'El Hajeb. Cette caractéristique latente du territoire a été rendue visible par l'action culturelle de l'association Attention ! Chantier vocal qui a contribué, en lien avec le Parc Naturel Régional, à en faire une véritable ressource pour le projet de développement local. Ainsi, nous avons pu observer de nombreux prolongements dans différents domaines d'activités (éducation, coopération décentralisée, tourisme, produits du terroir) qui avaient pour dénominateur commun de mobiliser cette présence marocaine et le récit de territoire qu'elle induit. Le Théâtre Éprouvette à Corbigny procède de la même approche de construction de ressources territoriales spécifiques en travaillant à partir de pratiques existantes dans son environnement (le jardinage, le commerce itinérant, les bistrots), de

valeurs (la convivialité, la solidarité) ou encore de variables démographiques (le vieillissement de la population). Cette démarche de « mise en scène dans l'espace social » permet surtout d'identifier des attributs du territoire et, le cas échéant, de renverser les représentations dominantes qui leur sont liées. Le projet « les 80 ans de ma mère », mené avec les personnes âgées, est sans doute le plus significatif, contribuant à transformer ce qui était jusqu'alors presque exclusivement considéré comme un handicap pour le Morvan en un potentiel de développement. On voit bien ici que toute caractéristique d'un territoire peut potentiellement devenir une ressource, celle-ci étant considérée comme une construction sociale. Si le processus d'identification d'autres ressources est très présent dans la démarche artistique du Théâtre Éprouvette, la mobilisation de ces mêmes ressources pour générer de nouvelles activités est en revanche moins évidente. Il faut dire que le projet repose davantage sur la démarche individuelle de son directeur artistique que sur la structuration d'un plus large réseau d'acteurs, ce qui apparaît moins favorable à la multiplication des prolongements que nous pouvons observer, par exemple, dans le cas de Voix de Traverse. Pour autant, les prolongements d'un projet comme « les 80 ans de ma mère » semblent s'opérer « en filigrane ». D'une part à l'initiative du Théâtre Éprouvette par la mise en place d'actions dérivées comme le « laboratoire multimédias pour personnes âgées ». D'autre part, via la diffusion d'une « vision du monde », d'une approche « intellectuelle », voire politique, observable dans les nouvelles approches gérontologiques suscitées par le projet ou encore dans le repositionnement de la politique du Conseil Général de la Nièvre par rapport au vieillissement de population, qui va dans le sens d'une valorisation de cette ressource. L'association Autour de la terre présente, en la matière, un profil assez proche : elle intervient principalement au niveau de l'identification et de la mise en avant de certaines caractéristiques du territoire de la Haute-Marne. La présence d'artistes ou encore la diffusion de films documentaires tend à faire « *remarquer quelque chose que l'on n'avait pas encore remarqué* », selon la belle formule d'Ermeline Le Mézo. L'association s'appuie, en effet, sur les spécificités du territoire pour mettre en place ses soirées : cela peut-être un lieu comme un garage automobile, un savoir-faire technique, un type d'agriculture, etc. À l'instar du Théâtre Éprouvette, les modes de mobilisation de ces ressources dans d'autres domaines d'activités ne sont pas encore bien formalisés. On observe cependant la propension de l'association à développer un « art du partenariat », via des collaborations nombreuses et plurielles avec d'autres structures ou organisations du territoire, qui laissent entrevoir un bénéfice pour le territoire, par les contenus cinématographiques qu'elle peut mettre en partage. De plus, le projet de pôle d'économie sociale et solidaire à Vaillant, intégrant le Centre des rives, constitue une marque concrète de l'opportunité que représente l'association pour le développement du territoire. Dans le cas de l'association De l'Aire, l'intervention d'artistes dans l'espace public vise surtout à

révéler de nouveaux usages et des potentialités des lieux : un paysage, une place, un ancien bâtiment, une zone en rénovation urbaine. À travers l'art, des ressources territoriales latentes sont identifiées et mobilisées pour construire un nouveau sens d'un lieu, provoquer des mécanismes d'appropriation territoriale ou concevoir la requalification d'un espace. Ces ressources génèrent de nouvelles activités dans la mesure où elles sont prises en compte et relayées au sein de dispositifs institutionnels comme le Plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Jean en Royan.

Les différentes études de cas donnent à voir l'art et la culture comme des éléments importants des processus d'innovation et de développement en œuvre sur un territoire. De ce point de vue, les structures associatives qui portent ces projets jouent un rôle d'opérateur intervenant dans la mise en évidence et la valorisation des ressources territoriales. Le passage du projet culturel au projet de territoire suppose que ces ressources territoriales soient mobilisées à nouveau dans d'autres domaines d'activités. Ce mouvement semble en grande partie lié à la proximité entre les porteurs du projet culturel et leurs partenaires institutionnels, ainsi qu'à leur capacité à s'inscrire dans des modes de coopération ouverts à d'autres acteurs n'appartenant pas au monde de la culture. Ainsi, les différents projets témoignent, à leur échelle, d'une capacité à produire une série de prolongements conduisant à institutionnaliser une démarche et à mobiliser de nouvelles ressources dans le développement local. Ces initiatives sont souvent étroitement liées aux parcours biographiques des porteurs de projet : par exemple, une amitié marocaine (Voix de Traverse) ou encore une aventure familiale (les 80 ans de ma mère). Pour autant, au-delà des contingences locales, ces processus de mobilisation d'une ressource territoriale spécifique dépendent à chaque fois du mode d'organisation territoriale, c'est-à-dire de la qualité de l'articulation et de la coopération entre les acteurs du territoire. De ce point de vue, il semble nécessaire que la construction de la ressource territoriale fasse référence à un « sens du lieu » partagé qui s'exprime dans des traditions, des valeurs, des modes de sociabilité, des histoires démographiques ou encore des récits de territoire que l'activité culturelle contribue à mettre en évidence. Toute caractéristique construite d'un territoire peut être perçue comme une ressource. Néanmoins, celle-ci renvoie nécessairement à une représentation du territoire qui doit être vécue comme crédible pour impliquer une diversité d'acteurs et générer de l'action collective.

Enfin, la culture peut être mobilisée directement comme une ressource pour rentrer dans la production d'un bien ou d'un service. Elle devient, dans ce cas, un facteur « en activité », valorisé sur un marché ou un territoire. De ce point de vue, les projets culturels peuvent faire l'objet d'une réutilisation, permettant le développement d'activités

pédagogiques et d'action d'insertion, la production et la commercialisation de produits révélant la spécificité d'une démarche, d'un savoir-faire... Par exemple, Voix de Traverse a mis le processus de création artistique « au service » d'activités pédagogiques, d'un projet de recherche ethnographique, d'un parcours d'écotourisme... - et *vice-versa*. L'association Autour de la Terre articule sa programmation artistique avec des dispositifs éducatifs dans les lycées ou encore des actions d'insertion, trouvant ainsi de multiples ramifications. De la même manière, le Théâtre Éprouvette a pu faire rentrer son projet « les 80 ans de ma mère » dans les écoles, des lycées ou dans des maisons de retraite, celui-ci servant de support à la mise en place d'autres activités. Voix de Traverse, le Théâtre Éprouvette et Autour de la Terre ont également en commun d'être parvenu à valoriser l'expérience culturelle et artistique à travers la production et la diffusion de cartes postales, de livrets, de documentaires et de disques, qui permettent de dépasser l'ancrage territorial. L'association De l'aire édite aussi des petits ouvrages à partir des actions qu'elle mène, donnant lieu à une production intellectuelle singulière du local et contribuant à doter les territoires concernés d'un statut « d'exemplarité » vis-à-vis de l'extérieur. Il s'agit là d'éléments qui participent à l'attractivité des territoires ruraux. Les lieux peuvent aussi faire l'objet d'une réaffectation, qu'ils soient bâtis – l'Abbaye de Corbigny, le Centre des rives, un ancien appartement transformé par le collectif Exyzt à Saint-Jean-en-Royan –, ou extérieurs (par exemple, la forêt lors des veillées de Voix de Traverse). Au regard des études de cas, on pourrait multiplier les exemples de démarches de mobilisation de la culture comme actif susceptible de favoriser directement la création d'activités et comme élément de structuration d'un territoire. Ce faisant, les quatre projets culturels contribuent également au renforcement des liens sociaux : ils donnent des occasions de rencontres et d'échanges entre « natifs » et nouveaux arrivants, entre générations, entre cultures différentes. Ils proposent des références communes, des récits sur le territoire qui mettent en jeu des mécanismes d'identification et d'appropriation.

Ces projets interrogent des manières de faire ensemble, des modes de fabrication du « commun ». Le commun est ici entendu non comme relatif à la vie ordinaire mais à « ce qui se partage », en référence aux travaux de Pascal Nicolas-Le Strat. Ces travaux sur la « politique du commun » partent de l'acceptation que « le monde » est par définition pluriel, et que les « mondes communs » sont à composer. L'auteur définit les démarches artistiques « contextualisées » comme des processus « *qui mettent en partage une même préoccupation, c'est-à-dire la façon dont nous investissons et habitons notre environnement de vie, les différentes écologies constitutives de notre existence – des écologies urbaines et institutionnelles, imaginaires et symboliques, intellectuelles et affectives* ». (Nicolas-Le Strat, 2011).

Comme nous l'avons vu dans les monographies, les acteurs des projets créent des lieux et des disponibilités pour faire émerger l'échange et la rencontre. Ces expériences suivent toutes un même processus, allant d'un geste ou d'un acte inaugural, constituant, permettant l'émergence d'un vécu commun. Dans ce dessein, ils créent des "formes" susceptibles d'accueillir le commun, comme les "projections dîners rencontres" de l'association Autour de la Terre, les résidences chez les personnes âgées ou les conférences au bistrot du Théâtre Éprouvette, les veillées de Voix de Traverses ou les chantiers participatifs du collectif Exyzt et de De l'Aire. L'acte artistique se manifeste ici non comme une œuvre achevée destinée à un public éclairé mais comme un « centre de perspectives » qui s'ouvre sur une multiplicité de processus, en lien avec un territoire, des personnes ou une population. Les artistes pratiquent leur art en situation d'interface (co-création, co-action) et dans une perspective d'intermédiation (co-habitation de pratiques d'horizons différents, relevant aussi bien des « arts de faire » du quotidien que de savoirs spécialisés) ». (Nicolas-Le Strat, 2011).

Enfin, ces processus de projet sont le fait d'organisations. La ressource culturelle n'est pas donnée en soi, mais elle est une construction sociale indissociable des interactions entre acteurs et des formes de coopération à l'œuvre dans la production d'une action collective finalisée. Autrement dit, elle doit être socialisée. Cette idée est importante lorsqu'on s'interroge sur les effets extrinsèques de l'art et de la culture : elle invite à dépasser la seule prise en compte des retombées et des impacts d'une activité culturelle – si difficiles à évaluer – pour mettre l'accent sur l'ensemble des étapes d'un processus, sur les acteurs, les enchevêtrements, les articulations... C'est seulement dans ces conditions qu'il est envisageable de comprendre de quelle manière un projet culturel est susceptible de nourrir un projet de territoire et comment une ressource culturelle peut se transformer en actif stabilisé. Ces sont les modes d'organisation et de coopération qui confèrent aux aménités culturelles des vertus territoriales et non pas leur simple qualité (le fait de faire un musée, d'organiser un festival, de créer des résidences d'artistes...).

Du secteur au territoire

Les projets étudiés procèdent d'une démarche similaire. Elle consiste à créer des produits culturels spécifiques aux territoires, étant liés à un ensemble de culture, d'histoire, de savoir-faire, de caractéristique des lieux. Ces produits culturels sont développés en relation avec un territoire, générant ainsi un sens, un contenu, des normes et des modes d'élaboration particuliers. Ils témoignent d'une tendance à la territorialisation de l'action culturelle dans les territoires ruraux. À titre d'exemple, on peut citer Voix de Traverses qui repose en grande partie sur une culture locale, abordée ici à travers la musique et la langue

Gasconnes. Le produit est fortement territorialisé, dans la mesure où il met en jeu des références, des symboles et des savoir-faire étroitement liés à l'histoire de ce territoire. Ces spécificités culturelles ne sont pas pour autant figées puisqu'elles sont invitées à se confondre avec des cultures extérieures (Marocaine, Galicienne). C'est dans cette confrontation de perspectives entre des individus porteurs d'identités culturelles différentes que se révèle la force de la culture locale. La rencontre entre des expressions culturelles d'ici et d'ailleurs est également au fondement de la démarche du théâtre Éprouvette. Ainsi les équipes artistiques invitées doivent-elles composer avec les caractéristiques du territoire. Autour de la terre cherche aussi à construire un dialogue entre la modernité et la tradition, sans mettre en opposition ville et campagne mais en s'attachant notamment à valoriser les pratiques rurales novatrices (mouvement de la transition, agriculture biologique...). Elle travaille également la dialectique entre l'enracinement et l'extérieur en accompagnant les artistes de passage dans leur inscription territoriale pour donner un sens local à leur création. De ce point de vue, les projets de l'association De l'aire se réfèrent moins à la construction culturelle d'un territoire, même si les équipes artistiques entendent jouer avec les particularités des lieux, des pratiques des habitants, des usages de l'espace public...

Ce mouvement de territorialisation induit une posture professionnelle différente des artistes et des porteurs de projets, en ce sens que leur légitimité à agir semble directement liée à leur ancrage local. C'est particulièrement vrai pour Jakes Aymonino (directeur artistique de Voix de Traverse) et Jean Bojko (metteur en scène du Théâtre Éprouvette) qui ne conçoivent pas leur travail en dehors du territoire où ils sont implantés. De ce point de vue, le territoire est constitutif de leur démarche, celle-ci étant indissociable de son lieu d'énonciation. Ces artistes ne perçoivent pas le sens d'exporter ou de reproduire leurs projets ailleurs, refusant même de nombreuses sollicitations. Nous avons vu que cette logique peut être perçue par certains partenaires comme une difficulté à sortir d'une forme d'enfermement sur le local. Elle est aussi, pour d'autres, la clé de leur « réussite », dans la mesure où elle induit des processus d'action inscrits dans la durée, la proximité et l'ancrage local. L'autre hypothèse que nous pouvons formuler est que le territoire « fait » ici le projet, lui donnant sa texture, déterminant des modes de fonctionnement et de coopération spécifiques. Sous cet angle, la nature de ces projets dépend fortement de configurations locales mettant en jeu des éléments d'ordres sociaux, historiques, humains, économiques, paysagers... On voit là toutes les potentialités que peuvent générer ces démarches artistiques pour le développement local, dès lors que la relation au territoire est au fondement même de leur existence. De ce fait, les conditions sont plutôt favorables pour que la ressource culturelle puisse être transformée en actif stabilisé ou que la culture puisse

jouer un rôle d'opérateur dans l'identification et la transformation d'autres ressources territoriales. Le cas de l'association De l'Aire est plus ambigu, son ancrage local tenant davantage d'opportunités professionnelles que d'une réelle volonté de se cantonner aux frontières d'un territoire précis. Cette posture est cependant compensée par un travail « d'assise » sur chaque territoire d'action, notamment par la constitution de comités de pilotage multi-partenariaux. Il faut dire que l'association se situe à un autre niveau que les autres porteurs de projets, dans l'intermédiation entre un territoire et un collectif artistique. Autour de la terre apparaît dans une situation intermédiaire. La genèse du projet montre bien comment l'association territorialise progressivement son action, de son arrivée de Paris jusqu'à la réalisation du Centre des Rives. Ce faisant, elle passe de préoccupations essentiellement centrées sur des enjeux artistiques à un investissement fort dans les problématiques du développement local.

À partir de ces exemples, plusieurs éléments constitutifs d'un produit culturel spécifique peuvent être distingués, rejoignant d'ailleurs la définition qu'ont pu en donner P.-A. Landel et B. Pecqueur (2005). D'une part, le produit (une création musicale, une œuvre d'art, un film, un *happening*...) est conçu à partir des références culturelles spécifiques au territoire. D'autre part, les moyens mobilisés à cet effet induisent une forte implication des acteurs locaux afin de conserver cet ancrage territorial. On retrouve à nouveau les deux éléments mis en évidence concernant la mobilisation de la ressource culturelle. Mais nous souhaitons ici insister sur le fait que cette ressource culturelle se territorialise, en ce sens qu'elle permet de symboliser un territoire.

Tous ces projets tendent aussi à élargir le cercle des acteurs et des institutions concernés par les questions culturelles. Ce second mouvement de désectorisation est directement lié au premier, dans la mesure où la territorialisation de la ressource culturelle en est un préalable. D'un côté, il renvoie à un principe politique de transversalité. De l'autre, il bouscule les règles en vigueur dans les mondes de l'art et de la culture. Il s'agit, en quelque sorte, d'une expression de la territorialisation, la nature des enjeux se trouvant modifiée par le changement de focale d'observation.

Les projets étudiés se distinguent particulièrement dans cet exercice qui consiste à louer les principes vertueux de la transversalité, en évoquant tour à tour la « bonne gouvernance », la compétitivité des territoires ou encore le développement durable. La notion de sectorisation fait référence à une organisation de l'action publique et de l'activité sociale en secteurs. Elle désigne un mode de catégorisation et de découpage du réel qui apparaît désormais en crise. La sectorisation est, à première vue, difficilement dépassable

pour penser l'action et lui donner une matérialité. Pourtant, de plus en plus de problèmes publics ont des causes multiples ; les enjeux émergents outrepassent les frontières sectorielles, apparaissant difficilement réductibles aux schémas organisationnels existants. La culture semble désormais faire partie de ces enjeux qui se retrouvent au croisement de plusieurs secteurs, et ce, en raison de sa « multidimensionnalité » et d'une définition toujours plus extensive.

La « désectorisation » des politiques publiques passe principalement par différentes démarches d'intersectorialité (collaboration d'acteurs de différents secteurs) et de transectorialité (intégration d'un même « problème » dans l'ensemble des secteurs existants), l'une n'excluant pas l'autre (Jacquot, 2006). On peut distinguer une troisième approche qui consiste à « revenir au territoire » pour faciliter la gestion de la fragmentation sectorielle. La désectorisation en marche de l'action culturelle relève simultanément de ces trois dynamiques. Elle implique, nous l'avons vu, une multiplication des participants aux projets et une importance croissante accordée aux apprentissages. Les cas de Voix de Traverse et de l'association De l'aire sont particulièrement significatifs. Dans les deux situations, les acteurs s'ajoutent, par incrémentation, au fur et à mesure de l'avancement du projet. Ces acteurs sont de nature différente et n'appartiennent pas nécessairement au monde de la culture : éducation, tourisme, coopération internationale, urbanisme, action sociale, insertion... Il s'agit de systèmes de coopération fondés sur une logique politique du territoire, d'où les acteurs peuvent entrer et sortir sans véritables contraintes. L'association De l'aire, voire le Parc Naturel Régional pour Voix de Traverse, jouent un rôle d'ensemblier ou de médiateur en assurant la communication entre des mondes différents. Ils occupent une place centrale dans le dispositif puisque c'est à travers leur intervention que les autres acteurs parviennent à communiquer, à s'ajuster, à anticiper leurs comportements mutuels pour se coordonner, à s'adapter aux normes et au langage d'autres champs disciplinaires, etc. Ils permettent les processus d'apprentissage indispensables à toutes formes d'action collective. Autrement dit, ils donnent aux différents acteurs la possibilité de décrypter et de se saisir des codes et des repères du monde dans lequel ils souhaitent agir. L'association De l'Aire s'est même exclusivement consacrée à cette tâche consistant à faire les articulations entre artistes, acteurs du projet urbain, habitants et associations locales : sans cet opérateur, pas d'action collective, ni de transversalité effective. Ce rôle peut aussi être joué par un établissement public comme le Parc naturel régional dans le cadre de ses missions de soutien à l'expérimentation et à l'innovation territoriale. Dans le cas du Théâtre Éprouvette, cette dimension est moins évidente à identifier, au même titre que l'aspect collectif de l'action. Autour de la terre est aussi atypique puisque les mécanismes de médiation et de négociation territoriale entre les

divers acteurs semblent s'opérer au sein de son conseil d'administration et via la participation de la coordinatrice de l'association à certains « chantiers » de l'action publique locale (élaboration de la Charte de Pays, par exemple). Qu'ils soit plus ou moins formalisés, visibles et ouverts, l'important est que ces espaces d'intégration et de traduction intersectorielle existent.

La transversalité induit une remise en cause de la structuration des projets culturels à partir d'une définition stabilisée des frontières. Les acteurs locaux n'opèrent plus les mêmes distinctions entre la culture et les autres catégories d'intervention publique, « brouillant » ainsi l'espace d'action propre à la culture et qui la différencie des autres secteurs. Ces « projets hybrides » pour certains (Lagnier, 2006), « objets artistiques mal identifiés » pour d'autres (Milliot, 2001), ont comme effet de remettre en question le statut de l'artiste et les frontières habituelles entre ce qui relève de l'art ou de la culture et ce qui n'en relève pas. Dans le cas de De l'Aire, par exemple, que reste-t-il du secteur culturel tel que nous l'entendons communément ? Il s'agit d'expérimentations urbaines dans l'espace public ou des bâtiments collectifs menés en coopération par un collectif d'architectes, des associations locales, un centre social, des professionnels de l'urbain, etc. Les architectes eux-mêmes travaillent à la marge de leur profession puisqu'ils abordent la question de la transformation urbaine et de l'évolution des usages à travers des procédés expérimentaux empruntant au bricolage, au loisir, à la convivialité, à la cuisine, au jeu, etc. La mise en avant de la dimension culturelle et artistique contribue surtout à valider et à légitimer une méthode, permettant de soustraire le projet aux règles en vigueur dans l'univers de la planification urbaine. On se situe dans le cadre d'une démarche transectorielle, consistant à intégrer un même problème dans plusieurs secteurs d'intervention : comment cette question de l'évolution de l'espace public et de la destruction d'une barre d'habitation peut-elle être envisagée non seulement sous l'angle de l'urbaniste et de l'expert, mais aussi du travailleur social, de l'artiste, de l'enseignant, du commerçant, etc. ? La logique du territoire vient ici concurrencer les médiations professionnalisées et sectorielles dans le processus cognitif de confrontation des idées entre les intérêts particuliers et « l'intérêt général », et dans la production des référentiels d'action de la planification urbaine. De façon tout aussi convaincante, le thème de la vieillesse trouve une nouvelle résonance dans plusieurs domaines d'intervention suite au projet « les 80 ans de ma mère » du Théâtre Éprouvette. De même, de multiples secteurs d'intervention (tourisme, recherche scientifique, patrimoine...) s'emparent de la question de l'immigration marocaine dans la continuité de Voix de Traverse. Pour l'association Autour de la terre, il faut davantage regarder au niveau de l'intégration du référentiel de l'économie sociale et solidaire dans plusieurs filières : construction, bois, énergie, etc. Les quatre projets s'accompagnent aussi

de démarches d'intersectorialité, donnant lieu à une collaboration d'acteurs de différents secteurs : par exemple, une classe culture de Voix de Traverse, la production d'une bière par le théâtre Éprouvette en lien avec un producteur local, les ateliers de l'association Autour de la Terre auprès des personnes en insertion... On retrouve dans cette distinction entre transectorialité et intersectorialité, la distinction précédente entre la culture comme opérateur dans la mobilisation d'autres ressources et la culture comme ressource directe ; les premières étant une des modalités des secondes.

Lorsqu'il se traduit « en actes », le double mouvement de territorialisation et de déssectorisation a des effets déstructurant pour les mondes de l'art et de la culture, confrontés à des normes et des logiques d'action exogènes. Ces nouvelles normes proviennent des territoires eux-mêmes ou d'autres secteurs d'activité. Elles sont au fondement de l'action collective générée par ces projets, mais sont susceptibles également de produire de la conflictualité. En effet, elles sont porteuses de valeurs et de logiques d'action concurrentes – ou tout au moins alternatives – aux règles en vigueur dans le secteur des arts et de la culture. Suivant ce même principe de déssectorisation, les activités artistiques et culturelles peuvent également générer de nouvelles manières d'agir et de penser dans d'autres champs de l'activité sociale (urbanisme, coopération décentralisée, etc).

Par ailleurs, cette conjonction d'acteurs aux logiques plus ou moins convergentes et les débats parfois conflictuels qui peuvent en découler, nous amènent à questionner ce type de projets sur leur propension à activer des processus de démocratie participative. C'est notamment le cas de l'association De l'Aire qui propose une démarche (qualifiée d'artistique et culturelle), sur la question des espaces publics et de l'avenir commun, en rassemblant des habitants, des élus, des artistes et des institutions. D'une autre manière, lorsque l'association Autour de la terre rassemble des personnes d'horizons divers, à partir d'un film polémique sur l'agriculture, en donnant la parole aux agriculteurs, aux élus et aux habitants, elle ouvre un espace d'échange, qui laisse présager de possibles prolongements de ce type de débat dans les politiques locales.

Les quatre projets manifestent une même volonté de ne pas séparer la pratique artistique de temps sociaux plus larges liés à la fête, à la tradition, à la vie quotidienne. Cette approche induit plusieurs glissements quant au fonctionnement conventionnel du secteur artistique : pas de salles spécialisées, mais l'espace social et les lieux non dédiés ; pas de distinction nette entre les artistes et les spectateurs, entre les professionnels et les amateurs, entre le temps de création et celui de la représentation. La production finale

semble moins importante que le processus qui mène à sa réalisation. Celle-ci n'a pas non plus vocation à être montrée en dehors du cadre (un territoire) et de la configuration (sociale, culturelle, politique, urbanistique) qui ont prévalu à sa réalisation. Dès lors, selon quels critères estimer la valeur de ce qui est produit ? Cette question de l'évaluation est centrale, car elle rend compte de ce qui conventionnellement est considéré comme digne d'intérêt ou ne l'est pas, étant entendu qu'il s'agit là d'une pure construction sociale. Or les critères dominants qui fondent la valeur d'une œuvre sont jusqu'à présent élaborés par les pairs en fonction de normes d'excellence artistique et de l'inscription dans des lieux consacrés (une salle de spectacle labellisée, un musée, un festival, une biennale...). On voit bien que se pose ici un problème d'échelle territoriale et de définition de l'activité artistique pour les projets étudiés : d'un côté, l'œuvre comme finalité avec une portée symbolique extrêmement forte ; de l'autre l'œuvre comme pratique, c'est-à-dire comme processus de création situé. Cette dernière conception de l'activité artistique offre davantage de possibilités de ramifications avec d'autres activités sociales, à partir du moment où celles-ci trouvent une place dans le processus de création : l'agriculture, le jardinage, la pédagogie, l'urbanisme, les échanges internationaux, la recherche ethnographique... L'art et la culture jouent ainsi pleinement leur fonction de ressource territoriale.

Cette question de la contestation des normes qui régulent le champ artistique par d'autres approches étroitement liées à des territoires – et qui contribuent comme nous l'avons vu à leur développement –, peut poser à termes des problèmes de reconnaissance professionnelle pour les artistes qui jouent pleinement le jeu des territoires. Comment « faire carrière » lorsqu'on sort des circuits légitimes de validation du travail artistique, lorsqu'on poursuit d'autres objectifs que la seule excellence artistique ? De ce point de vue, le Théâtre Éprouvette semble avoir trouvé un accord solide avec ses différents partenaires publics – y compris l'État – quant à l'alternative théâtrale qu'il propose. Le cas de l'association Attention ! Chantier Vocal (Voix de Traverse) est plus fragile, son projet pouvant parfois être remis en question sous l'angle, par exemple, du nombre de spectateurs touchés et de son incapacité à intégrer les réseaux classiques de diffusion. En ce qui concerne l'association Autour de la terre, le transfert de sa demande de financement du service « art plastique » au service « cinéma » chez l'un de ses principaux partenaires, a sensiblement influencé son projet, puisqu'elle a temporairement arrêté l'accueil d'artistes en résidence, au profit des projections cinématographiques et des ateliers d'éducation à l'image. Enfin, l'indétermination de la nature des projets étudiés – situés à la croisée de multiples domaines d'activités et enjeux de territoires – complexifie encore davantage le problème de leur évaluation. En effet, à partir de quelle entrée choisir les critères qui

permettront d'en jauger l'intérêt : art, urbanisme, action sociale et solidarité, éducation, tourisme, développement économique, dialogue intergénérationnel ? En fait, ces projets peuvent être regardés sous autant d'angles qu'il y a de types d'acteurs et de domaines d'activités engagés.

Le problème posé par cette pluralité d'objectifs est qu'ils peuvent être contradictoires, s'exclure les uns les autres. Dès lors, comment hiérarchiser les différents paramètres de l'évaluation, sachant qu'elle peut être très concluante d'un côté et plus mitigée de l'autre ? Cette difficulté liée à la multidimensionnalité des projets n'a pas été résolue et peut générer localement des controverses dès lors qu'un type d'acteur tend à vouloir imposer les conventions en vigueur dans son secteur d'intervention. C'est alors le système de coopération qui est menacé, les logiques sectorielles reprenant le pas sur la logique du territoire. On peut voir, par exemple, cette situation à Saint-Jean-en-Royans où l'intervention du collectif Exyzt a créé quelques dissensions, certains acteurs contestant l'utilité, le coût et l'efficacité de l'expérimentation. Les chemins de traverses empruntés par Jakes Aymonino (Attention ! Chantier vocal), Jean Bojko (Théâtre Éprouvette) et Autour de la terre suscitent aussi parfois la controverse, notamment par rapport à leur volonté d'agir uniquement en dialogue avec leur territoire d'implantation, de privilégier le processus sur l'œuvre, l'instant sur la permanence de la création, la société locale sur le monde de l'art. Cette posture les oblige à inventer d'autres moyens de reconnaissance et de valorisation, au risque de substituer l'injonction territoriale à l'injonction de l'excellence artistique. L'équilibre entre le territoire et le secteur est difficile à tenir comme le montre le souhait actuel de l'association Attention ! Chantier vocal de se recentrer sur son travail artistique au détriment des dynamiques territoriales engagées précédemment.

Pour conclure : l'indétermination comme méthode

Mécanismes de contribution de la culture au développement des territoires

Utilisation de la ressource culturelle	Mouvement de territorialisation des projets culturels	Mouvement de désectorisation des projets culturels
Intrant direct dans la production d'autres activités	Références culturelles spécifiques au territoire	Intersectorialité
Identification et mobilisation d'autres ressources territoriales	Forte implication des acteurs locaux	Transectorialité

Les quatre projets, même s'ils sont de nature très différente et poursuivent des objectifs tout aussi variés, se rejoignent au moins sur les points évoqués précédemment : ils mobilisent la ressource culturelle au service de projets de territoire, soit directement comme intrant dans des processus de production d'autres activités, soit indirectement en jouant sur l'identification et l'utilisation d'autres ressources territoriales. Nous avons vu que ces mécanismes impliquent un double mouvement de territorialisation et de désectorisation des projets, qui bouscule le fonctionnement des mondes de l'art et de la culture. Il apparaît néanmoins comme une condition nécessaire à la transformation de la ressource culturelle latente en actif stabilisé et à une contribution significative des activités culturelles au développement local. Tout comme les projets étudiés invitent à passer de l'œuvre comme finalité à l'œuvre comme pratique, notre travail suggère de déplacer l'analyse de la culture comme impact à la culture comme ressource. Il s'agit, dans les deux cas, de souligner que les effets exogènes des activités artistiques et culturelles ne résident pas dans le produit finalisé, mais dans toutes les étapes qui ont conduit à sa réalisation. Pour les responsables locaux, cela induit de dépasser le simple effet de légitimation de l'intervention culturelle publique par le développement local, pour se questionner plus en amont sur la méthode d'élaboration des projets soutenus, sur le sens de leur ancrage territorial. Tous les projets culturels n'ont pas la même vocation, ni la même capacité à enclencher des dynamiques de développement plus larges. Reste à trouver un équilibre entre ces deux dimensions de la vie culturelle sur un territoire, tout en évitant de disjoindre deux mondes comme on a pu le faire historiquement entre le secteur de la culture et le secteur socioculturel.

Nous souhaiterions conclure en insistant sur la large part d'indétermination des projets étudiés tout au long de leur processus d'élaboration. Cette conception « en actes », au fur et à mesure, est sans doute difficile à articuler aux procédures et logiques

institutionnelles des collectivités et établissements publics. Pourtant, l'utilisation de la culture comme ressource du développement nécessite d'être partiellement planifiée et aléatoire, pour intégrer les spécificités et les temporalités propres à un lieu, être ouvert à ce qui n'est pas prévu, reconnaître les vertus du hasard et permettre à chaque étape d'un processus de créer les conditions propices et nécessaires à la suivante. C'est à ces conditions qu'il semble possible de considérer le « cercle vertueux » d'un projet culturel sur un territoire. Certains urbanistes évoquent la sérendipité urbaine pour signifier que la fabrique de la « ville créative » se trouve dans la capacité des acteurs à rendre possible ce qui les dépasse (Vivant, 2009). Les quatre projets culturels étudiés nous incitent à formuler une même invitation pour soutenir la créativité des territoires ruraux : laisser la place aux expériences inédites, à l'invention de nouvelles manières de faire et de penser un territoire, reconnaître la multitude et la diversité des ressources, tester de nouveaux modes d'intervention et de développement en dehors des cadres institutionnels les plus balisés et routiniers. Il s'agit donc avant tout d'apprécier l'intérêt d'une méthode – sans doute assez différentes de la logique d'appel à projets la plus répandue –, sachant que la nature de ce qui est produit dépend nécessairement de chaque configuration locale.

Les articulations observées entre projets culturels et projets de territoire appuient l'hypothèse selon laquelle les politiques publiques et les stratégies territoriales se recomposent à la marge, ce qui met à l'épreuve les modes de gouvernance locaux : d'une part, leur capacité à accepter et à intégrer ces espaces d'expérimentation qui génèrent un sens, une temporalité et des règles qui leur sont propres ; d'autre part, leur aptitude à penser et à construire les liens avec les cadres plus institués de l'action publique. De ce point de vue, il n'y a sans doute pas « d'exception culturelle » et tout laisse à croire que nous pourrions identifier les mêmes mécanismes dans d'autres domaines qui participent au développement des territoires ruraux : environnement, santé, services, etc.

ANNEXES

LISTE DES ENTRETIENS REALISES

Compagnie du Théâtre Éprouvette

Jean Bojko, fondateur et directeur de la compagnie

Patrick Joly, Président du Conseil Général de la Nièvre et du PNR du Morvan

Jean-Paul Magnon, Maire de Corbigny

Laurianne Legeay, Chargée de mission pour le Pays du nivernais morvan

Anne Devillele, artiste plasticienne ayant participé au projet « Les 80 ans de ma mère »

Denise Ebel et Raymonde Blanchot, participantes au projet « Les 80 ans de ma mère »

Association Autour de la terre

Ermeline le Mézo, co-fondatrice et coordinatrice de l'association Autour de la terre

Francisco Ruiz de Infante, artiste plasticien, co-fondateur de l'association

Dominique Camburet, directeur de la Ligue de l'enseignement, Haute-marne

Thierry Fourier, directeur de la régie rurale de Vailant

Guy Jannaud, Maire du Val d'Esnom, vice-président de la communauté de communes de Auberive, Vingeanne, Montsaigeonnais

Gérard Prolonge, Maire de Bay-sur-Aube, président de la commission environnement de la communauté de communes « Auberive, Vingeanne, Montsaigeonnais »

Sonia Guoussan, ancienne chef de projet pour le Pays de Langres, actuelle salariée du GIP pour la création d'un nouveau parc national

Patricia Andriot, vice-présidente du Conseil Régional Champagne-Ardenne, déléguée à l'économie sociale et solidaire

Sœur Félix, partenaire de l'association Autour de la Terre

Alexandra Pianelli et Zoé Chantre, artistes ayant été accueillies en résidence

Une habitante d'Auberive, membre de l'association

Une habitante d'Auberive, participant aux activités de l'association

Voix de Traverse

Jakes Aymonino, directeur artistique de l'association Attention ! Chantier Vocal

Marie Bonafy, administratrice de l'association Attention ! Chantier vocal

Catherine Campa, institutrice, membre de l'association Attention ! Chantier vocal

Sébastien Carlier, Chargé de mission culture du PNR des Landes de Gascogne

Marc Casteignau, directeur de l'écomusée de la Grande Lande

Zoubir Chattou, Anthropologue, École nationale d'agriculture de Meknès.

Denis Duport, président de l'association Attention ! Chantier vocal

Jean-Luc Gleyze, Vice-président du conseil général de la Gironde, du Pays des Landes de Gascogne et du PNR des Landes de Gascogne

François Pouthier, directeur de l'Iddac, Agence culturelle de la Gironde

Bernard Rouchaleou, directeur du Pays des Landes de Gascogne

Association De l'aire

Elisa Dumay, fondatrice et directrice de l'association De l'aire

Bruno Allaigre, membre du collectif d'habitants de Cobonne

Dimitri Messu, membre du collectif EXYZT

Danielle Pic, maire de St Jean-en-Royans

Marie-Odile Guirimand, membre de l'équipe municipale de St Jean-en-Royans en charge de la commission « bien vivre ensemble »

Armelle Bouquet, chargée de mission « culture & patrimoine » pour le PNR du Vercors

Sandrine Martinet, responsable des expositions de la Halle à Pont-en-Royans

Michèle Fremaux, chargée de mission au CAUE de la Drôme

Samuel Copel, en charge du renouvellement urbain pour Drôme Aménagement Habitat

Patricia Chapuis, coordinatrice « enfance et habitants » pour le centre social La Paz à St Jean-en-Royans.

Adelaïde Dupouy, architecte, salariée de l'association De l'aire

Bruno Lequay, Maire de Bossieu

BIBLIOGRAPHIE

Anderson B. (1996), *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte.

Appel V., Bando C., Boulanger H., Crenn G., Croissant V. et Toullec B. (eds.) (2008), *La mise en culture des territoires*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.

Banos V. et Candau J. (2006), « Recomposition des liens sociaux en milieu rural. De la fréquentation d'espaces à la production de normes collectives ? », *Espaces et sociétés*, 4 (127), 97-112.

Benko G. et Bouinot J. (2003), « Compétitivité et promotion des villes moyennes en Europe », dans Charbonneau F., Lewis P. et Manzagol C. (eds.), *Villes moyennes et mondialisation*, Montréal, Trame, 190-199.

Camagni R., Maillat D. et Matteaccioli A. (eds.) (2004), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, Neuchâtel, EDES.

Claval P. (2003), *Géographie culturelle : une nouvelle approche des sociétés et des milieux*, Paris, Armand Colin.

Daviet S. (2008), « Nouvelle économie culturelle : existe-t-il un modèle européen ? », *Arts et territoires : vers une nouvelle économie culturelle ? Actes du colloque ACFAS mai 2008*, http://chaire_fernand_dumont.ucs.inrs.ca/Mai2008/Arts.html, page consultée le 24/11/2008.

Douillet A.-C (2003), « Les élus ruraux face à la territorialisation de l'action publique », *Revue française de science politique*, 53 (4), 583-606.

Gravari-Barbas M. et Violier P. (eds.) (2003), *Lieux de culture, culture des lieux. Production(s) culturelle(s) locale(s) et émergence des lieux : dynamiques, acteurs, enjeux*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Greffé X. (2001), « La réduction à l'économique », dans Michaud Y. (ed.), *Qu'est ce que la culture ?*, Paris, Odile Jacob.

Greffé X. (2006), *La mobilisation des actifs culturels de la France. De l'attractivité culturelle du territoire à la nation culturellement créative*, Paris, Ministère de la Culture et

de la Communication. Délégation au développement et à l'action internationale, Département des études, de la prospective et des statistiques.

Gumuchian H. et Pecqueur B. (eds.) (2007), *La ressource territoriale*, Paris, Economica.

Hervieu B. et J. Viardn (1996), *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*, Paris, Éditions de l'Aube.

Hobsbawm E. et Ranger T. (eds.) (2006), *L'invention de la tradition*, Paris, Editions Amsterdam.

Landel P.A. et Pecqueur B. (2005), « La culture comme ressource territoriale spécifique », http://iga.ujf-grenoble.fr/territoires/membres/chercheurs/Landel_publicis.htm, page consultée le 1/12/2008.

Landry C. et Bianchini F. (1995), *The Creative City*, London, Demos/Comedia.

Le Bart C. (1999), « Les politiques d'image : entre marketing territorial et identité locale », dans Balme R., Faure A. et Mabileau A. (eds.), *Les nouvelles politiques locales. Dynamiques de l'action publique*, Paris, Presses de Sciences-Po, 399-403.

Leriche F., Daviet S., Sibertin-Blanc M. et Zuliani J.-M. (2008), « Introduction », dans Leriche F., Daviet S., Sibertin-Blanc M. et Zuliani J.-M. (eds.), *L'économie culturelle et ses territoires*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 19-25.

Négrier E. et Teillet P. (2008), « La montée en puissance des territoires : facteur de recomposition ou de décomposition des politiques culturelles ? », dans Saez J.-P. (ed.), *Culture et Société. Un lien à recomposer*, Toulouse, Éditions de l'Attribut, 91-107.

Nicolas-Le Strat (2011), "Faire politique latéralement, la fonction intermédiaire du récit", in revue *multitudes* N°45, Du commun au comme-un.

Scott A.J. et Leriche F. (2005), « Les ressorts géographiques de l'économie culturelle : du local au mondial », *L'Espace Géographique* (3), 207-222.

Jacquot S. (2006), *L'action publique communautaire et ses instruments. La politique d'égalité entre les femmes et les hommes à l'épreuve du gender mainstreaming*, Thèse de doctorat de Science politique, Paris, Institut d'Études Politiques de Paris.

Lagnier S. (2006), « De l'hybride au légitime ou les enjeux publics de l'art », dans *Biennale d'Art contemporain de Lyon* (ed.), *L'Art sur la place 2005*, Lyon, Biennale d'Art contemporain de Lyon, 36-70.

Landel P.A. et Pecqueur B. (2005), « La culture comme ressource territoriale spécifique », http://iga.ujf-grenoble.fr/territoires/membres/chercheurs/Landel_publicis.htm, page consultée le 1/12/2008.

Milliot V. (2001), *Faire "œuvre collective", aux frontières des mondes de l'art*, Lyon, ARIESE - Université Lumière Lyon 2.

Vivant E. (2009), *Qu'est-ce que la ville créative ?*, Paris, Presses universitaires de France.

AVEC LE SOUTIEN DE



Cofinancé par l'Union Européenne



Fonds européen Agricole pour le Développement Rural :
l'Europe investit dans les zones rurales